ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 24 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 8 février 1999, 22 février 1999, 1er mars 1999 et 8 mars 1999, a donné, à cette même date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 juli 1998 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 8 februari 1999, 22 februari 1999, 1 maart 1999 en 8 maart 1999, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Il est de plus en plus rare que le Conseil d'Etat soit saisi de textes dont la rédaction manifeste d'aussi évidentes qualités.

Celles-ci méritent d'être soulignées; la tâche du Conseil d'Etat et plus particulièrement celle de l'auditeur-rapporteur en ont été beaucoup facilitées.

I. RAPPORT AU GOUVERNEMENT ET PREAMBULE

1. De la nécessité d'un rapport au Gouvernement

Lorsqu'un Gouvernement entreprend une réforme aussi considérable que l'établissement d'un nouveau régime statutaire pour les agents relevant de ses services, il est nécessaire d'accompagner l'arrêté en projet d'un rapport au Gouvernement explicitant les nouvelles orientations.

Dans le cas d'espèce, plusieurs innovations doivent être soulignées :

Il y a, d'une part, la création d'emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau et, d'autre part, la mise en oeuvre de ce que le projet appelle la "carrière fonctionnelle".

Il y a également l'attribution des mandats pour les hautes fonctions et un nouveau système d'évaluation.

Un rapport au Gouvernement aurait le mérite de commenter toutes ces nouvelles dispositions.

Certes les négociations syndicales ont permis aux représentants des agents de s'exprimer sur les différents aspects du statut.

Cependant, une information générale et complète de tout un chacun ne peut qu'améliorer la compréhension des textes et participer à la transparence de la fonction publique.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat ne peut qu'inviter le Gouvernement à entreprendre une telle démarche.

2. <u>De la rédaction du préambule</u>

Le préambule doit viser les textes que le projet d'arrêté modifie ou abroge et doit mentionner expressément, sous forme de considérant, que les directives 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord cadre sur le congé parental ainsi que la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail sont mises en oeuvre.

Alinéa 2

Cet alinéa doit être omis. L'arrêté royal qui y est visé ne procure aucun fondement au projet d'arrêté examiné et n'est pas modifié par celui-ci.

Alinéas 2 à 34 nouveaux

Ces alinéas doivent mentionner tous les textes modifiés ou abrogés par le projet d'arrêté examiné. On écrira donc :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 28 août 1967, par les arrêtés royaux du 13 novembre 1967, par les arrêtés royaux des 18 avril 1969, 17 septembre 1969, 10 mars 1971, 13 septembre 1972, 26 mai 1975, 1er août 1975, 4 décembre 1975, 5 avril 1976, 12 août 1981, 10 septembre 1981, 16 novembre 1981, 18 novembre 1982, 30 mars 1983, 22 février 1985, 25 février 1985, par les arrêtés royaux du 1er mars 1985, par les arrêtés royaux des 24 mai 1985, 3 juillet 1985, 28 février 1986, 21 janvier 1987, 13 juillet 1987, par l'arrêt n° 28.582 du Conseil d'Etat du 13 octobre 1987, par les arrêtés royaux des 2 février 1988, 28 octobre 1988, par les arrêtés royaux du 10 mars 1989, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1990, 20 novembre 1990, 27 décembre 1990, 16 avril 1991, 25 octobre 1991, 6 novembre 1991 et 21 novembre 1991, par les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale des 11 février 1993, 10 mars 1993 et 8 juillet 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 14 décembre 1970, 23 septembre 1971, 31 janvier 1977, 4 juillet 1979, 25 avril 1980, 12 août 1981, 28 février 1986, 31 mai 1988, 28 octobre 1988, 20 mars 1989, 16 octobre 1989, 19 septembre 1990, 13 novembre 1990, 31 juillet 1991 et 18 novembre 1991;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, modifié par les arrêtés royaux des 5 novembre 1951, 30 août 1954, 11 décembre 1970, 11 août 1976 et 30 novembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1968, 7 mars 1977, 24 novembre 1978, 22 janvier 1979, 27 juillet 1981, 16 novembre 1981, 30 mars 1983, 31 décembre 1984, 18 février 1985, 3 juillet 1985, 26 août 1987, 1er octobre 1987, 2 octobre 1989, 27 mars 1990, 19 juillet 1990, 25 octobre 1990, 18 septembre 1991, 10 octobre 1991, 6 novembre 1991 et 14 février 1992;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 portant des dispositions particulières relatives à la position de disponibilité des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés

royaux du 13 novembre 1967 et par l'arrêté royal du 14 décembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 17 novembre 1969, 6 septembre 1971, 10 juillet 1972, 29 juin 1973, 6 août 1974, 27 octobre 1975, 13 septembre 1976, 14 septembre 1976, 11 février 1977, 22 mai 1978, 3 septembre 1979, 12 août 1981, 18 mai 1983, 19 mars 1985, 7 mars 1989, 18 décembre 1989, 21 décembre 1990, et 16 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 1964 fixant la rétribution des personnes qui prêtent leur concours à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1965 fixant le mode de désignation et la rétribution des chefs d'équipe dans les services de la dactylographie;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984 et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1965 relatif à la valorisation des avantages en nature octroyés aux concierges des divers ministères et des établissements ressortissant à ces ministères, modifié par l'arrêté royal du 28 février 1979;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, modifié par les arrêtés royaux des 2 décembre 1971, 2 avril 1979 et 19 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat, titulaires de grade de conducteur, d'ingénieur technicien ou de certains grades de personnel de contrôle et de surveillance des travaux, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 12 septembre 1974 et 16 novembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1976, 3 décembre 1987 et 6 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 2 juin 1975, 5 décembre 1978, 30 mars 1983, par l'arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984, par les arrêtés royaux des 27 juillet 1989, 13 décembre 1989, 7 août 1991, 6 novembre 1991 et 18 novembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974 et

par l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994;

Vu l’arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, modifié par les arrêtés royaux des 23 janvier 1981 et 16 avril 1991;

Vu l’arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, modifié par les arrêtés royaux des 7 mars 1977, 27 juillet 1981, 16 novembre 1981 et 25 octobre 1990;

Vu l’arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l’Etat, modifié par les arrêtés royaux des 10 septembre 1981, 7 août 1991 et 6 novembre 1991;

Vu l’arrêté royal du 11 février 1977 relatif à l’octroi de l’échelle de traitement de sélectionné à des agents de certains ministères;

Vu l’arrêté royal du 31 juillet 1978 réglant l’octroi d’une allocation de remplacement du concierge pendant la durée du congé annuel de vacances aux personnes étrangères à l’Administration;

Vu l’ar<rêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l’Etat titulaires d’un grade de la carrière d’architecte;

Vu l’arrêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l’Etat, titulaires d’un grade de la carrière d’ingénieur industriel, modifié par l’arrêté royal du 14 décembre 1984;

Vu l’arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l’exercice d’une fonction supérieure dans les administrations de l’Etat, modifié par les arrêtés royaux des 20 février 1989 et 6 novembre 1991;

Vu l’arrêté royal du 8 août 1991 concernant l’accueil et la formation des agents de l’Etat;

Vu l’arrêté de l’Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l’arrêté du 19 mars 1998;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l’évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés des 9 novembre 1993, 26 mai 1994, 27avril 1995, 4 décembre 1997 et 19 novembre 1998;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés des 26 mai 1994 et 27 avril 1995;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 1993 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 3 et 4 du ministère et des organismes d’intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 janvier 1994 fixant les modalités selon lesquelles des agents qui ne relèvent pas de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent être nommés au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 janvier 1994 instituant la Chambre de Recours (de Bruxelles-Capitale) du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et fixant sa composition;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du ministère et des organismes d’intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l’arrêté du 22 octobre 1998;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 janvier 1996 instituant le congé politique pour les membres du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;".

Alinéa 35 (nouveau)

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Considérant que sont mis en oeuvre par le présent arrêté la clause 2.1 de l'accord-cadre sur le congé parental annexé à la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 ainsi que l'article 9 de la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail;".

Alinéa 37

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 38

Il convient de compléter l'alinéa par la date à laquelle le Ministre des Pensions a donner son accord, à savoir : le 14 juillet 1998.

Alinéas 41 et 42

Lorsque la demande d'avis est demandée au Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant un mois, il est d'usage de rédiger comme suit les alinéas y relatifs :

"Vu la délibération du Gouvernement le 25 juin 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Après le proposant, doit figurer la mention suivante :

"Après délibération,".

II. QUANT AU STATUT ADMINISTRATIF

OBSERVATIONS GENERALES

A. Des emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau. De la carrière hiérarchique et de la "carrière fonctionnelle"

Plusieurs dispositions du projet établissent une distinction pour les emplois de rang A2. Il est en effet prévu que ces emplois sont répartis en trois catégories : ceux d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau. Ces catégories d'emploi sont régies tant par des dispositions du statut administratif des agents que par des dispositions du statut pécuniaire.

La distinction entre les emplois d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau a des implications sur l'élaboration du cadre et la carrière des agents.

1. En ce qui concerne la fixation du cadre du personnel, l'article 8, alinéa 2, du projet charge le Gouvernement de répartir, sur la proposition du conseil de direction, les emplois de rang A2 dans chaque administration en emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau.

L'alinéa 3 du même article donne une définition fonctionnelle de ces emplois qui est beaucoup trop générale. Ainsi, cette disposition reste en défaut de préciser sur la base de quels critères les emplois de rang A2 seront répartis entre les emplois d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau.

2. Le titre IV "De la carrière" distingue, sous deux chapitres distincts la "carrière hiérarchique" (articles 58 à 77) et la "carrière fonctionnelle" (articles 78 à 81) laquelle se subdivise en "carrière fonctionnelle normale" et "carrière fonctionnelle accélérée".

Aux termes de l'article 58 du projet,

> "La carrière hiérarchique est la carrière que l'agent peut poursuivre par avancement en grade ou par promotion à un emploi d'expert de haut niveau correspondant au même grade que celui dont il est revêtu.".

Interrogés sur la portée de la "promotion à un emploi d'expert de haut niveau correspondant au même grade que celui dont l'agent est revêtu", les délégués du ministre ont expliqué qu'une nouvelle échelle de traitement est liée à ce type d'emploi.

Il s'agit en réalité, tantôt, d'une promotion par avancement barémique lorsqu'un agent est déjà titulaire d'un emploi d'encadrement ou d'expert de rang A2 et, tantôt, d'une promotion par avancement de grade lorsque l'agent est de rang A1.

Le Conseil d'Etat se demande cependant si, compte tenu de la distinction établie par l'article 8, alinéa 2, du projet, il est cohérent de ranger sous la "carrière hiérarchique" d'un agent la promotion de celui-ci à un emploi d'expert de haut niveau (1).

Selon l'article 78, la "carrière fonctionnelle" est réservée aux agents titulaires d'un grade de recrutement et

> "... consiste pour l'agent, à bénéficier sans changer de grade, d'une ou de deux échelles de traitement supérieures à l'échelle de traitement liée à son grade, aussi longtemps qu'il satisfait aux exigences prévues par le statut en matière d'ancienneté, d'évaluation et de formation.".

---

(1) On notera que tout agent pourrait, selon cette procédure, passer directement d'un emploi d'encadrement (grade de recrutement) à un emploi d'expert de haut niveau sans avoir occupé un emploi d'expert.

Le régime de "carrière fonctionnelle" est géré par le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint qui accorde à l'agent une échelle de traitement supérieure dès que celui-ci remplit les conditions en matière d'ancienneté, d'évaluation et de formation (1).

Or, la définition que le projet entend donner à la "carrière fonctionnelle" correspond à celle de la promotion par avancement barémique telle qu'elle est consacrée à l'article 70 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Mieux vaut s'en tenir à ce dernier concept et éviter de dénaturer le concept de "carrière fonctionnelle" notamment au regard de l'article 21, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux et aux termes duquel "la carrière peut être établie facultativement en grades fonctionnels en tenant compte des conditions d'aptitude requises à l'intérieur des rangs".

Il est impropre d'utiliser l'expression "carrière fonctionnelle", notamment aux articles 78, alinéa 1er, 79, 81, alinéa 1er, 139, alinéa 1er, 142, 159, alinéa 3, 160, alinéa 3, 2°, 163, alinéa 2, 2°, 176, alinéa 3, 260, 1°, 268, alinéa 1er, 440, alinéa 1er, 441, alinéa 1er, et 442, alinéa 1er. Elle doit être remplacée par "promotion par avancement barémique".

---

(1) C'est d'ailleurs le critère de la formation professionnelle qui distingue, aux articles 80, alinéa 3, 3°, et 81, la carrière normale de la carrière accélérée.

3. L’incertitude qui pèse sur la définition des catégories établies à l’article 8, alinéa 2, entre certains emplois, marque de la même manière le contenu de l’article 330 du projet.

Il est fondamental que l’arrêté en projet détermine avec objectivité les qualifications nécessaires pour pouvoir accéder aux emplois d’encadrement, d’expert et d’expert de haut niveau.

Comme l’indique la disposition examinée, des échelles de traitement différentes sont liées à ces emplois, il est donc important que les caractéristiques de chaque emploi soient clairement définies ainsi que les qualités requises pour pouvoir les assumer.

4. Le Conseil d’Etat n’aperçoit pas pour quelle raison cet article 330 limite son champ d’application aux premiers attachés alors que les premiers ingénieurs sont également concernés par de tels emplois.

Qu’en est-il de leur carrière pécuniaire ?

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition en projet doit être complétée sur ce point.

*

* *

En conclusion, pour respecter l'article 21, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la "carrière fonctionnelle" doit reposer sur des conditions d'aptitude particulières.

Il en résulte que le Gouvernement, s'il entend prévoir dans la cadre du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, des grades fonctionnels, doit, dans le statut administratif, identifier clairement ces grades, déterminer objectivement les conditions d'aptitudes particulières qu'il impose aux agents pour occuper certains emplois et prévoir, s'il échet, une "carrière fonctionnelle" au sens propre pour ces agents.

Enfin, la correspondance sera établie entre le statut organique et le statut pécuniaire.

B. Du mandat

L'article 22 de l'arrêté royal fixant les principes généraux dispose :

> "Art. 22. Aux conditions fixées par le statut, l'agent de niveau 1 peut être désigné, pour une durée limitée qui ne peut excéder six ans, à un emploi vacant d'un grade de rang supérieur. L'agent conserve, pendant l'exercice du mandat, ses titres à la promotion. La durée du mandat est également prise en compte dans l'ancienneté administrative et dans l'ancienneté pécuniaire de l'agent qui jouit en outre des droits pécuniaires liés à l'exercice de ce mandat.
>
> Le statut fixe les grades qui peuvent être conférés par mandat.".

Dans le rapport au Roi qui précède cet arrêté, on peut lire le commentaire suivant à propos de cette disposition :

> "Le Conseil d'Etat est d'avis que les conditions auxquelles un mandat peut être attribué à un agent du niveau 1 devraient être inscrites dans le texte en projet : celui-ci devrait notamment préciser les rangs (normalement élevés) à partir desquels un agent de niveau 1 peut être désigné par mandat pour exercer, pour une durée limitée, la responsabilité d'une administration, préciser s'il y aura lieu ou non à renouvellement des mandats, préciser si l'emploi occupé par l'agent devient vacant du fait de sa désignation à un mandat et peut être pourvu.
>
> La demande du Conseil d'Etat implique que l'article 22 soit complété par des dispositions très détaillées qui reviendraient en fait à organiser, dans un arrêté royal fixant des principes généraux, le régime du mandat. Une telle disposition ne serait pas sans méconnaître l'autonomie reconnue à chaque Gouvernement de Communauté et de Région en matière de fixation du statut de leur personnel et en matière d'organisation de leurs services. Le Gouvernement estime dès lors inopportun de rencontrer l'objection formulée par le Conseil d'Etat à l'encontre de l'article 22 en projet.".

Il en résulte qu'il appartient à chaque Gouvernement de Communauté et de Région de préciser le régime du mandat.

L'arrêté en projet détermine en son article 82 quels sont les emplois qui seront conférés par voie de mandat : il s'agit des emplois correspondant aux grades des rangs A4, A5, A6 et A7. En son article 84, il prévoit que lors de l'attribution du mandat, l'autorité compétente fixe avec le mandataire les objectifs à atteindre par ce dernier durant son mandat.

Ces objectifs revêtent une importance considérable. En effet, dans la procédure qui conduit à l'octroi du mandat, le Conseil supérieur émet un avis sur la manière dont le candidat envisage d'exercer le mandat (article 89) et l'évaluation a pour but de vérifier dans quelle mesure les objectifs convenus lors de l'attribution du mandat sont atteints ou en voie de l'être (article 130). C'est dire combien il importe d'être précis à leur sujet. Cette précision fait en l'espèce défaut. D'abord, le concept lui-même n'est pas défini. De quels objectifs s'agit-il ? Quel est leur objet précis ? Sont-ils fixés ne varietur pour la durée du mandat ou susceptibles d'être modifiés en cours de celui-ci et, en ce dernier cas, en fonction de quels éléments ? Comment sera-t-il tenu compte de ces modifications dans l'évaluation du mandataire ?

Ensuite, le texte manque de clarté tant en ce qui concerne la procédure qui conduit à la fixation (ou à la modification) des objectifs qu'en ce qui concerne le moment auquel ceux-ci doivent être fixés. L'article 84 du projet, en disposant comme il le fait, laisse en effet entendre que les objectifs seraient fixés lors de l'attribution du mandat par l'autorité compétente de concert avec le mandataire. Mais, s'il en est ainsi, l'article 89 perd son sens. Comment en effet imaginer que le Conseil supérieur puisse émettre un avis sur la manière dont le mandataire envisage d'accomplir un mandat alors que les objectifs à atteindre restent encore à définir ? Il semble donc que ces objectifs doivent être connus d'avance de tous les candidats, ce qui implique qu'ils soient fixés unilatéralement par l'autorité compétente. Dans cette hypothèse, on voit cependant mal

comment ils pourraient l'être en concertation avec le ou les candidats qui briguent le mandat.

A cet égard, il serait judicieux que chaque candidat établisse un plan de gestion tenant compte des objectifs définis par l'autorité au moment de l'appel aux candidats. Ce plan permettrait au Conseil supérieur d'apprécier, au cas par cas, l'adéquation des plans de gestion avec les objectifs préalablement définis (1).

Ces objectifs une fois définis, constituent-ils pour le mandataire un résultat à atteindre, faute de quoi son mandat ne sera pas renouvelé à l'échéance ? Ne faut-il pas plutôt voir dans l'obligation mise à sa charge une obligation de moyens ? L'article 130 donne à penser que la première branche de l'alternative trouve à s'appliquer, l'article 132 permet d'en douter.

La manière dont est réglée la situation dans laquelle se trouve placé le mandataire n'est pas non plus à l'abri de critiques. Ainsi, après avoir posé en principe que l'agent désigné comme mandataire exerce effectivement le mandat, l'article 85 du projet y apporte aussitôt des exceptions. Si celle prévue à l'alinéa 2 (maladie de longue durée ou congé de maternité) est admissible, par contre, celle visée à l'alinéa 3 (détachement) ne l'est pas du tout. Elle méconnaît, en effet, de manière manifeste la philosophie du mandat telle qu'elle ressort de l'article 22

---

(1) Voir en ce sens, l'article 259quater, § 2, 3°, de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernan le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

de l’arrêté royal précité fixant les principes généraux. Il convient, en effet, de lire cette disposition comme obligeant le mandataire à exercer effectivement son mandat. Il ne faut en effet pas perdre de vue que les grades concernés par les mandats sont les plus élevés dans la hiérarchie, auxquels sont liées les plus importantes responsabilités quant à la gestion de l’administration. Une bonne gestion de toute administration suppose avant tout une continuité dans les politiques suivies.

Au surplus, il est discriminatoire de prévoir que seuls les titulaires d’un mandat de rang A4 pourraient être détachés dans un cabinet ministériel.

Pour les mêmes raisons, il n’est pas admissible que l’exercice d’un mandat de rang A4 au moins puisse être considéré comme compatible avec l’exercice d’un mandat politique dont le congé n’excéderait pas un quart temps d’un emploi à temps plein (article 319).

Par ailleurs, si le projet règle sur certains points la situation du mandataire tant pendant qu’à l’expiration de son mandat (articles 86 et 87), il manque de précision sur d’autres. Ainsi, l’article 86 prévoit que la durée du mandat est prise en compte dans le calcul de l’ancienneté de service et de l’ancienneté pécuniaire mais quid en ce qui concerne l’ancienneté de grade ? Il ressort des explications fournies que conformément à l’article 22 de l’arrêté royal fixant les principes généraux, il y a également lieu d’en tenir compte dans le calcul de l’ancienneté de grade. Ainsi encore qu’advient-il, à la fin, de l’évaluation qui lui a été attribuée en tant que mandataire ? En outre, aucune disposition ne précise si l’emploi occupé par lui avant sa désignation comme mandataire devient vacant du

fait de sa désignation - ou est susceptible d'être déclaré tel à certaines conditions - et s'il peut être pourvu. Rien n'est dit de ce qu'il advient alors de lui à l'expiration de son mandat. Il est seulement prévu qu'il reprend le grade qu'il occupait avant l'attribution de son mandat (article 87, alinéa 3).

Enfin, s'il est prévu que le mandat prend fin à l'échéance du terme ou après une seconde évaluation négative - ce qui exclut qu'il puisse y être mis fin ad nutum par le mandant -, rien par contre n'est dit de la possibilité d'y mettre fin pour d'autres causes, par exemple pour faute disciplinaire. Aucun lien n'est non plus établi par l'arrêté en projet entre la procédure disciplinaire et la procédure de suspension dans l'intérêt du service et le régime du mandat.

Bref, indépendamment des observations particulières qui seront formulées à l'occasion de l'examen de telle ou telle disposition, le système des mandats que les auteurs du projet ont conçu est, sur plusieurs points, lacunaire et critiquable. Il devra y être remédié.

C. De l'évaluation

1° Quant à l'évaluation générale

1. En ce qui concerne l'évaluation générale, le Conseil d'Etat s'interroge sur la mise en oeuvre du système d'évaluation tel qu'il est consacré par l'article 125 du projet.

A la différence du système d'évaluation appliqué aux fonctionnaires fédéraux en vertu de l'arrêté royal du 7 août 1939, qui repose sur des critères classés en deux catégories, les critères-clés et les critères pertinents, assortis d'une pondération précise, le système en projet repose sur des critères non assortis d'une pondération chiffrée mais donnant lieu à des mentions "satisfaisant", "avec réserve" et "insuffisant", ces mentions n'étant elles-mêmes pas définies.

Le système ainsi mis en place ne précise pas comment l'on obtiendra l'évaluation globale de l'agent.

Il est dès lors permis de se demander si un tel système répond aux préoccupations qui ont été mises en évidence au moment de l'adoption de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Comme le souligne la doctrine, "on a constaté que, dans la pratique, l'attribution du signalement "très bon" était la règle et que, par conséquent, son utilité pratique était toute relative. Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal "principes généraux" relève à ce propos :

> "A l'épreuve du temps, le système n'a pas apporté à l'autorité toutes les conséquences positives que l'on en attendait en 1937. Il ne permet plus aujourd'hui, en raison du caractère trop mécanique de ses critères de différenciation, d'assurer une réelle sélection des agents dans les divers métiers qu'ils sont appelés à exercer au sein des administrations, ni de valoriser vraiment les agents les plus compétents" (1).

---

(1) S. Gehlen, "La carrière", in "Précis de la fonction publique", éd. Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 268.

Il ressort des explications fournies que la volonté de l'auteur du présent projet en matière d'évaluation est avant tout de privilégier le dialogue entre l'agent et son supérieur. Ce serait pourquoi, dans un premier temps, il a opté pour un système simple, considérant que ce n'est qu'avec le temps que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pourrait mieux définir les exigences d'une évaluation plus nuancée.

Les dispositions en projet doivent cependant être dès à présent complétées afin de déterminer clairement comment l'évaluation globale est établie et quelle est l'importance accordée à chaque critère. Faute de quoi, il y a lieu de craindre que le système ainsi mis en place ne conduise pas à une évaluation suffisamment objective et nuancée de chaque agent, tenant compte des charges qu'il a dû effectivement assumer.

2. L'article 126 du projet énonce les critères qui seront pris en considération pour l'évaluation.

Cependant le texte en projet semble indiquer que d'autres critères pourront intervenir en utilisant à l'alinéa 1er, l'expression "notamment".

Ceci n'est pas compatible avec l'article 25, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui exige que la liste des critères soit préalablement publiée, ce qui suppose que les critères soient portés à la connaissance des agents bien avant leur évaluation.

Le terme "notamment" sera en conséquence omis.

3. On observe, concernant cette évaluation, que le projet reste en défaut d'ouvrir, aux agents ayant fait l'objet de l'évaluation générale visée à l'article 126, le recours au fond devant le conseil de direction, prévu à l'article 25, alinéa 1er, 7°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux. L'article 136 du projet ne concerne, en effet, que le recours ouvert auprès de la commission visée à l'article 18 dudit projet, conformément à l'article 25, alinéa 1er, 8°, de l'arrêté royal précité. Le projet sera complété sur ce point.

2° Quant à l'évaluation facultative, dite "complémentaire"

Outre l'évaluation générale visée à l'article 126 en projet, qui a pour objet "d'apprécier la compétence et le travail effectué par l'agent dans la fonction qu'il exerce à ce moment-là", l'article 127 en projet prévoit que "de manière complémentaire" l'évaluation porte sur l'aptitude de l'agent à progresser vers des responsabilités accrues, en se fondant sur trois critères :

- l'aptitude à planifier et à organiser;
- l'aptitude à communiquer et
- la capacité à motiver les autres.

Cette évaluation "complémentaire" présente une importance particulière dans le déroulement de la carrière des agents. L'article 69 en projet prévoit en effet, en son alinéa 2, que lorsque plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents lors d'une promotion, "la préférence est déterminée par l'appréciation visée à l'article 127".

Interrogés sur la portée de l'article 127 en projet, les délégués du ministre ont confirmé que l'évaluation complémentaire visée par cette disposition est bien distincte de l'évaluation générale visée à l'article 126. Ils ont, par ailleurs, précisé que cette évaluation complémentaire n'aurait pas lieu systématiquement pour tous les agents; la volonté est de n'encourager que les agents les plus motivés.

Tel qu'il est aménagé, ce système de double évaluation est éminemment critiquable.

Aux termes de l'article 25, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux "l'évaluation concerne tous les agents". Ce texte n'exclut certes pas la possibilité pour l'autorité administrative d'instituer un régime de double évaluation, la première destinée à apprécier la compétence de l'agent dans la fonction qu'il occupe, la seconde destinée à apprécier son aptitude à progresser vers des responsabilités accrues. Mais il est nécessaire que la sélection des agents qui feront l'objet d'une évaluation complémentaire résulte de l'appréciation faite sur eux lors de la première évaluation.

Il est inconcevable que la seconde évaluation ne soit pas ouverte à tous ceux qui ont obtenu la meilleure mention lors de la première évaluation. C'est d'ailleurs pourquoi il est nécessaire que cette première évaluation elle-même soit suffisamment sélective pour que le système puisse opérer efficacement.

Toute autre méthode qui consisterait à réserver la seconde évaluation à un groupe d'agents désigné préalablement et unilatéralement par l'autorité, méconnaîtrait le principe de l'égalité d'accès aux emplois publics.

2. De ce qui précède, il résulte que l'article 137 du projet est impuissant à purger de tout arbitraire le système de double évaluation tel qu'il est conçu dans le projet. Ce système doit, par conséquent, être fondamentalement repensé.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1er

1. Les 5° et 6° en projet ne contiennent pas de définitions mais des abréviations.

Il serait préférable que ces abréviations apparaissent dans le premier article utilisant les expressions concernées.

Ainsi, à l'article 9 du projet, il conviendrait de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. 9. Le service chargé de la gestion des ressources humaines, en abrégé GRH, rédige les descriptions de fonction et les soumet à l'approbation du conseil de direction.".

2. Au 7°, il y a lieu d'écrire l'intitulé exact de la loi du 19 décembre 1974 de la manière suivante :

"... la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.".

Article 4

Il est préférable de définir le grade conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, la définition envisagée n'étant pas suffisamment précise.

Cette disposition doit également définir le "rang".

Article 6

Il est renvoyé aux observations qui seront formulées sous l'article 414 du projet et à propos de l'annexe III du projet.

Article 9

Cet article prévoit que le service chargé de la gestion des ressources humaines établit les descriptions de fonction et les soumet à l'approbation du conseil de direction.

Il doit revenir ensuite au ministre de fixer les qualifications liées aux grades sur la proposition du Conseil de direction.

En réalité, le Conseil d'Etat se demande si l'article 9 explicite seulement l'article 8 du projet ou s'il a une portée plus générale.

D'après les explications du délégué du ministre l'article 9 du projet a une portée plus générale et concerne tous les emplois nécessitant une description de fonction.

Article 10

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la réelle portée juridique de la "structure hiérarchique". Qu'est-elle exactement par rapport au cadre du personnel ?

Par ailleurs, il convient que l'auteur du projet définisse ce qu'il entend par les "subdivisions" de chaque administration.

A cet égard, l'article 8, alinéa 2, 1°, du projet parle quant à lui d'une "subdivision du service".

Comme en a convenu le délégué du ministre, la notion de "structure hiérarchique" peut être omise de la disposition en projet.

Pour ce qui concerne les autres notions, elles doivent être davantage explicitées.

2. A l'alinéa 2 en projet, il y a lieu de préciser de quelle manière la note de service est communiquée aux membres du personnel, soit par un affichage, soit par une copie individuelle.

Articles 12, 13 et 14

Ces dispositions n'ont pas un caractère réglementaire dans la mesure où elles concernent principalement l'organisation interne du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Elles ne sont donc pas examinées.

Article 17

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée du 1° en projet qui reconnaît au conseil de direction le pouvoir de délibérer à propos de questions touchant au "fonctionnement général et à l'organisation du ministère, y compris la collaboration entre les administrations" alors que

l’article 12, § 1er, 1˚, du projet consacre la compétence du secrétaire général à cet égard.

Il ressort des explications du délégué du ministre que la volonté est de laisser une certaine latitude au secrétaire général lorsqu’il s’agit de coordonner le travail des différentes administrations qui composent le ministère. Le conseil de direction pourrait cependant être saisi par le secrétaire général de toute question touchant à l’organisation du ministère afin qu’il donne un avis.

Cette intention n’est pas correctement traduite par la disposition en projet qui doit être revue en conséquence.

Articles 18 et 19

L’article 18 du projet institue une commission de recours compétente "pour les recours en matière de stage, d’évaluation, d’absences, de congés et de déclaration d’inaptitude professionnelle définitive".

L’article 19 du projet en fixe la composition.

Cette composition n’est cependant pas conforme aux exigences des articles 16, § 1er, 25, 8˚, 46 et 51 de l’arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

En effet, ces dispositions prévoient que ces commissions de recours doivent se composer "pour moitié de membres désignés par l’autorité compétente et, pour moitié,

de membres désignés par les organisations syndicales représentatives du personnel" (1).

Or, dans le projet, il revient au Gouvernement de désigner le président effectif qui doit être un magistrat ainsi que, par rôle linguistique, trois agents de rang A3. Quant aux organisations syndicales, elles sont représentées par trois délégués par rôle linguistique. La composition paritaire n'est dès lors pas respectée.

Par ailleurs, il n'appartient pas au Gouvernement de désigner les représentants des organisations syndicales, même sur la proposition de celles-ci.

Ce pouvoir de désignation doit, en effet, revenir aux organisations syndicales elles-mêmes en vertu des dispositions précitées de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

L'article 19 du projet sera en conséquence fondamentalement revu.

---

(1) On comparera utilement les dispositions énumérées ci-dessus avec l'article 36, § 1er, de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui prévoit, en plus de la composition paritaire de la commission, un président magistrat.

Article 22

Cette disposition est en contradiction avec l'article 20 du projet dans la mesure où ce dernier crée des sections par rôle linguistique.

Il semble en résulter que chaque section délibère et vote séparément.

Or, l'article 22 du projet vise la commission de recours prise dans son ensemble pour déterminer le quorum des présences.

Comme en a convenu le délégué du ministre, cette contradiction doit être levée.

Article 23

Cette disposition prévoit que le "président a voix délibérative" mais ne précise rien quant aux autres membres.

Elle sera revue en conséquence.

Article 24

Cette disposition n'énonce pas une règle de droit et doit être omise.

Article 25

Cette disposition ne contient pas suffisamment de précisions sur les missions de ce Conseil supérieur, sur les qualifications requises pour en être membre et sur les modalités de son fonctionnement.

La disposition en projet sera complétée sur ces différents points.

Interrogé sur le sens de la dernière phrase du quatrième alinéa en projet, le délégué du ministre n'a pu donner un exemple précis.

Il importe de compléter à cet égard le texte en projet plutôt que de prendre d'autres textes autonomes.

Article 26

Il y a lieu de préciser davantage la notion de "mobilité interne".

Selon le délégué du ministre, cette disposition ne tend pas à établir un ordre de priorité dans l'accès aux emplois au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 29

Dans l'intérêt des participants à un concours de recrutement, il est préférable de prévoir que la durée de

validité de la réserve est communiquée aux candidats au moment de l'inscription au concours.

De même, il y a lieu d'informer les lauréats faisant partie de la réserve de la décision du ministre d'en prolonger la durée de validité.

Afin d'éviter tout arbitraire, il convient d'indiquer que cette prolongation n'interviendra que lorsque les besoins des services le justifient.

Article 32

Dans le respect de l'article 17, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, il convient d'indiquer à l'alinéa 1er en projet, que le stagiaire n'a pas la qualité d'agent au sens de l'arrêté en projet.

L'alinéa 3 en projet doit s'inspirer davantage de l'article 47 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité. Celui-ci rend applicable aux stagiaires l'ensemble des dispositions relatives aux positions administratives et, notamment, l'article 45 qui consacre les différents congés dont peut bénéficier un agent.

Article 33

En vertu de l'article 1er, § 3, 5°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, il revient à l'Office

médico-social de l'Etat de vérifier les aptitudes physiques des futurs agents.

Celui-ci exerce ses compétences conformément à l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics.

La disposition en projet n'indique pas clairement si les dispositions de cet arrêté royal seront toujours applicables aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

En outre, l'article 444 du projet n'abroge pas cet arrêté royal.

Compte tenu du fait que la disposition en projet prévoit d'autres modalités que celles prévues par l'arrêté royal précité en cas d'inaptitude physique, il y a lieu de clarifier le texte en projet par rapport à l'arrêté royal du 1er décembre 1964, précité.

Article 35

La disposition en projet prévoit que lorsque le stagiaire s'est absenté plus de dix jours ouvrables en dehors de la période de ses vacances annuelles, pour des raisons dûment justifiées, son stage est suspendu. Il conserve toutefois la qualité de stagiaire pendant cette période de suspension et ce, jusqu'à ce qu'une décision définitive de nomination ou de licenciement soit prise.

A s'en tenir au texte de l'alinéa 2, celui-ci doit être compris comme signifiant qu'en cas de suspension du stage, ce dernier est d'office prolongé d'une durée équivalente à celle de la suspension et qu'à l'issue de la période de stage ainsi prolongée, l'autorité décide qu'il y a lieu ou non de nommer l'intéressé, de prolonger son stage pour insuffisance, ou de le licencier (article 52 du projet).

Si telle n'est pas l'intention des auteurs du projet, celui-ci devra être revu et le mot "suspension" évité.

Article 41

En vertu de cette disposition, les stagiaires des niveaux A et B sont tenus de rédiger un mémoire de stage sur un sujet qui est déterminé en concertation avec le supérieur hiérarchique et le service de formation.

La disposition en projet ne précise pas qui va évaluer ce mémoire; s'agira-t-il du supérieur hiérarchique ou de l'agent qui a la direction du stage, étant entendu que le supérieur hiérarchique n'intervient pas directement dans la rédaction des rapports de stage ?

La disposition en projet doit être précisée sur ce point.

Article 47

A l'alinéa 3 en projet, il est notamment prévu que si le rapport final est défavorable, le directeur général peut proposer avec l'assentiment du Secrétaire général ou du Secrétaire général adjoint, le licenciement du stagiaire pour inaptitude.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons pour lesquelles le Secrétaire général ou le Secrétaire général adjoint doivent dans cette hypothèse donner leur assentiment alors qu'il ne s'agit que d'une proposition de licenciement.

Que se passera-t-il en cas de désaccord entre le directeur général et le Secrétaire général ? Y aura-t-il un blocage de la procédure ?

Le texte devra être revu en vue de donner une réponse à ces questions.

Article 48

Il y a lieu de compléter la disposition en projet de la manière suivante :

"Art. 48. Dans les services du Secrétaire général, le rapport final est soumis à celui-ci ou au secrétaire général adjoint, qui peuvent ... (la suite du texte).".

Les dispositions en projet supposent une répartition linguistique des rapports entre les deux Secrétaires généraux ainsi que l'indique l'article 49 du projet; il y a lieu de le préciser dans le texte en projet.

Article 49

Pour ce qui concerne la composition de la commission de recours, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 18 du projet.

Article 51

L'alinéa 2 en projet est redondant par rapport à l'alinéa 1er dans la mesure où il concerne l'agent chargé de la direction du stage.

Par ailleurs, la disposition en projet semble exclure de cette audition par la commission de recours, le supérieur hiérarchique du service où le stagiaire a été affecté. Est-ce la volonté de l'auteur du projet ?

Dans la négative, il conviendrait de modifier cette disposition afin de permettre à la commission de recours d'entendre d'autres personnes que celles qui y sont énumérées.

Article 52

Comme en a convenu le délégué du ministre, au 1°, il y a lieu de préciser que la prolongation du stage ne peut être décidée que pour les périodes maximales visées aux articles 40, alinéa 2, et 43, alinéa 2.

Article 53

Sans doute faut-il lire "L'article 47 est d'application ..." au lieu de "L'article 49 est d'application ..." ?

Article 56

Cette disposition prévoit que la qualité d'agent est "confirmée" par la prestation de serment.

Le mot "confirmée" est ambigu car il pourrait laisser entendre que le stagiaire est déjà un agent. Or, en vertu de l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, il n'a pas encore une telle qualité.

Mieux vaut s'inspirer de la rédaction de l'article 1er, § 4, du même arrêté royal lequel dispose que "la qualité d'agent est sanctionnée par le serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831".

Article 60

Cette disposition autorise le Gouvernement à recruter des agents appartenant à d'autres entités fédérées ou à l'Etat fédéral pour des fonctions spécialisées.

Cette possibilité résulte de l'article 29 de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui dispose :

> "Pour la nomination à un grade, il peut être fait appel à un agent d'un autre pouvoir, aux conditions fixées par le statut qui régit le personnel relevant de l'autorité qui a le pouvoir de nomination.".

La disposition en projet est cependant trop imprécise. Il y a lieu d'indiquer clairement les fonctions qui sont envisagées ainsi que les conditions dans lesquelles un tel recrutement doit avoir lieu.

La philosophie qui se dégage de l'arrêté royal fixant les principes généraux est de privilégier le recrutement interne et d'assurer le respect des principes constitutionnels de l'égalité et de non-discrimination par une comparaison des titres et mérites des candidats pour l'accès à des emplois publics.

La disposition en projet sera revue en conséquence.

Article 64

Sous réserve de l'observation générale A, 1, il échet de rappeler qu'en vertu de l'article 8 du projet,

certains emplois de rang A2 sont des emplois d'expert de haut niveau.

Cette précision n'apparaît plus dans la disposition en projet.

Comme en a convenu le délégué du ministre, la disposition en projet doit être complétée sur ce point.

Article 66

1. Cette disposition est trop imprécise. En effet, l'une des principales innovations du statut en projet, repose sur une formation active des agents en les incitant à devenir titulaires de "brevets en management", brevets qui sont pris en considération pour des promotions.

Selon les explications fournies, tout ce qui concerne les conditions d'obtention de ces brevets doit faire l'objet d'un arrêté distinct du Gouvernement.

Dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, il serait cependant souhaitable d'intégrer dans l'arrêté en projet même toutes ces précisions plutôt que d'adopter des textes autonomes.

2. Il est par ailleurs constaté qu'en vertu de l'article 444 du projet, l'arrêté royal du 8 août 1991

concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat est abrogé.

Il convient donc que l'arrêté en projet établisse les principes essentiels de la formation des agents et ce, pour tous les niveaux, à défaut de quoi il y aurait un vide juridique en la matière pour les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 68

De l'accord des délégués du ministre, il serait utile de préciser à l'alinéa 3, 2°, notamment pour les emplois d'expert de haut niveau, que l'expérience des candidats est également à prendre en considération. Ceci sous réserve de l'observation générale A, 1.

Article 71

1. Cette disposition n'est pas en parfaite cohérence avec l'article 70 du projet. L'article 70 permet aux agents de contester le classement établi par le Conseil de direction. Afin de garantir une certaine effectivité au recours, il doit être supposé que le conseil de direction est tenu soit de confirmer son premier classement, soit de l'amender en fonction des arguments avancés par l'agent requérant.

Or, l'article 71 en projet ne semble pas prendre en considération le recours éventuel d'un agent puisqu'il prévoit que "si le classement est émis à l'unanimité, il est suivi par le Gouvernement".

2. Par ailleurs, cette disposition lie le pouvoir de nomination du Gouvernement, ce qui est contraire à l'article 28 de l'arrêté royal fixant les principes généraux en vertu duquel le conseil de direction n'a qu'une compétence d'avis, la responsabilité de toute nomination devant être assumée, selon le cas, par le Gouvernement ou par le Ministre de la Fonction publique.

Pour ces différentes raisons, la disposition en projet doit être revue.

Article 73

Cette disposition subordonne également une promotion par avancement de grade à la détention d'un brevet.

Il revient au Gouvernement de déterminer le contenu de l'épreuve et de désigner l'organisme qui délivre ce brevet.

A cet égard, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 66 du projet.

Article 77

Il est fait référence à l’observation formulée sous l’article 71 du projet à propos du pouvoir de nomination du Gouvernement et du Ministre de la Fonction publique.

Article 79

Cette disposition prévoit qu’il revient au Secrétaire général ou au Secrétaire général adjoint ou à l’agent qu’ils désignent de gérer le régime des carrières fonctionnelles.

A l’instar de l’article 22 de l’arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l’Etat, il est requis que les promotions par avancement barémique dans le niveau 1 soient accordées par le Ministre de la Fonction publique.

Selon les explications fournies, la volonté qui se dégage de l’ensemble du projet est de dépolitiser largement la fonction publique bruxelloise et de ne pas lier l'évolution de la "carrière fonctionnelle" des agents à des décisions politiques. Il suffirait, dès lors, de constater que ceux-ci répondent aux conditions imposées pour pouvoir bénéficier d'une échelle de traitement supérieure.

Il convient cependant d’attirer l’attention de l’auteur du projet sur l’article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l’article 40 de la loi

spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, aux termes duquel il revient au Gouvernement de procéder aux nominations de ces agents.

Comme il l'a déjà été souligné dans l'observation générale A, la "carrière fonctionnelle", telle qu'elle est envisagée par le projet s'identifie à une "promotion par avancement barémique". Il y a dès lors lieu de considérer qu'il s'agit de nouvelles nominations dans la carrière pécuniaire de l'agent.

En conséquence, la disposition en projet doit être revue afin d'être rendue conforme à l'article 87 précité.

Article 80

Il est fait référence à l'observation qui sera formulée sous l'article 268 du projet pour ce qui concerne l'alinéa 3, 3°, de l'article examiné.

Comme en a convenu le délégué du ministre, il y a lieu de compléter le projet par une disposition organisant la "carrière fonctionnelle" des ingénieurs.

En effet, l'article 327 du projet indique que les ingénieurs bénéficient également d'une évolution dans leurs échelles barémiques allant de l'échelle A111 jusqu'à l'échelle A113.

Article 81

Il est fait référence à l'observation qui sera formulée sous l'article 268 du projet pour ce qui concerne les programmes de formation professionnelle volontaire.

Par ailleurs, qu'advient-il de l'évaluation de l'agent dans le cadre d'une "carrière fonctionnelle" accélérée ? La disposition en projet ne semble plus prendre en considération ce critère.

Selon le délégué du ministre, il s'agit d'un oubli.

En conséquence, la disposition sera complétée sur ce point.

Article 83

En vertu de cette disposition, les candidats à un mandat doivent au préalable être titulaires d'un brevet en management correspondant aux exigences de l'exercice de l'emploi déclaré vacant.

Il revient au Gouvernement de fixer les modalités d'octroi de ce brevet.

A cet égard, il est une nouvelle fois fait référence à l'observation qui a été formulée sous l'article 66 du projet.

On constate ainsi que plusieurs dispositions du projet restent incomplètes et, dès lors, imprécises.

Article 88

Cette disposition du projet permet au Gouvernement d'ouvrir des mandats aux agents "d'un ministère, d'un organisme d'intérêt public ou d'une entreprise publique autonome dont le personnel est recruté par l'intermédiaire du Secrétariat permanent au recrutement, de l'Etat, d'une Communauté ou d'une autre Région".

Il convient de s'interroger sur la compatibilité de cette disposition avec les articles 22 et 29 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Quant à l'octroi de mandats à des agents n'appartenant pas à la fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale, cette possibilité n'est pas consacrée par l'article 29 de l'arrêté royal précité.

Cette disposition permet l'appel à des candidats extérieurs mais uniquement dans le cadre d'une nomination à un grade.

Il n'est donc pas possible, au regard des principes généraux, de faire un tel appel pour l'attribution de mandats.

Cette disposition doit en conséquence être omise.

Par contre, cette objection ne vaut pas lorsqu'il s'agit d'attribuer un mandat à des agents relevant d'un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale pour autant que l'on détermine les règles statutaires qui leur sont applicables pendant la durée de leur détachement.

Article 93

Il est renvoyé aux observations qui sont formulées sous l'article 71 du projet.

Article 96

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens des termes "Sans préjudice des dispositions du statut pécuniaire".

Selon les délégués du ministre, il convient de faire référence à l'article 345 du projet qui consacre l'allocation attribuée à certains lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur.

Il convient de compléter la disposition du projet en ce sens.

Article 98

En vertu de l'article 24, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, le statut doit fixer l'ancienneté minimale, la position administrative et la formation exigée pour pouvoir participer à un concours d'accession au niveau supérieur.

Or, les dispositions en projet n'envisagent que la possession de brevets pour pouvoir participer à de tels concours. Qu'en est-il des autres conditions ?

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'il s'agit d'un oubli et que le projet doit être complété sur ce point.

Article 99

Cette disposition est bien trop vague. Elle doit davantage définir la portée de l'entretien.

Article 100

Cette disposition est beaucoup trop imprécise quant à l'exacte portée des épreuves visées aux 1° et 2° en projet.

Il revient au Gouvernement de fixer les matières sur lesquelles portent les épreuves ainsi que les conditions d'octroi des brevets.

En outre, il y a contradiction entre l'alinéa 3 et la deuxième phrase de l'alinéa 4. Il n'est pas logique qu'un candidat qui a échoué puisse obtenir un brevet, fût-ce pour une durée limitée.

Article 102

Il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 98 du projet.

Article 103

Cette disposition du projet doit également être plus précise sur le contenu des épreuves générale et spécifique.

Article 104

L'alinéa 1er sera rédigé de la manière suivante :

"Art. 104. Seul le candidat qui réussit l'épreuve générale peut participer à l'épreuve spécifique.".

Article 105

Cette disposition doit être davantage explicite sur la portée de l'épreuve.

Par ailleurs, on n'aperçoit pas pour quelle raison cette disposition ne précise pas le seuil de points requis pour la réussite de l'épreuve.

Article 110

A l'alinéa 2, il est inutile de préciser qu'il s'agit "d'un mois-calendrier". Il suffit d'écrire "... du premier jour d'un mois.".

Article 115

En vertu de l'article 25, alinéa 1er, 4°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, l'évaluation doit être réalisée par au moins deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents dont le supérieur immédiat.

La disposition en projet indique que l'agent est évalué par deux supérieurs hiérarchiques mais ne précise pas que l'un d'eux est le supérieur hiérarchique immédiat de l'agent évalué.

Il y a lieu de compléter en ce sens cette disposition.

Selon le délégué du ministre, il sera difficile pour le Gouvernement de respecter à la lettre cette disposition des principes généraux, d'une part, parce que le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est une petite entité et, d'autre part, parce que le supérieur hiérarchique

immédiat n'est pas nécessairement du même rôle linguistique que l'agent évalué.

Ceci explique le choix laissé au ministre de désigner les évaluateurs.

La difficulté liée au rôle linguistique peut cependant être évitée si l'autorité compétente désigne un évaluateur du même rôle linguistique que l'agent évalué dans l'hypothèse où son supérieur hiérarchique immédiat n'est pas de ce rôle linguistique.

Article 116

Il convient de préciser davantage ce qu'on entend par "une formation appropriée".

Article 117

A l'alinéa 3 en projet, il est question du "dossier personnel" de l'agent alors qu'à l'article 118, alinéa 2, du projet, il est fait référence aux "dossiers individuels d'évaluation".

De l'avis du délégué du ministre, le dossier personnel de l'agent est en réalité son dossier administratif complet, tandis qu'à l'article 118, alinéa 2, il serait préférable de viser les "feuilles individuelles d'évaluation".

Ces dispositions seront revues en conséquence.

Article 121

Cette disposition envisage-t-elle également les supérieurs hiérarchiques appartenant à d'autres fonctions publiques ?

Il y a lieu d'être plus explicite à cet égard.

Selon le délégué du ministre, cette disposition doit effectivement envisager la consultation de supérieurs hiérarchiques n'appartenant pas au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale car, dans l'hypothèse notamment de la mobilité, il se peut que des agents venant d'organismes d'intérêt public de la Région soient transférés au ministère.

La disposition en projet sera ainsi complétée.

Article 123

Cette disposition est inutile et sera omise.

Article 128

Cette disposition n'est pas compatible avec l'article 25, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Les critères d’évaluation doivent être clairement déterminés dans le statut pris par le Gouvernement. Une telle délégation au ministre n'est pas conforme à l'article 25, alinéa 1er, 2˚, précité.

Cette disposition sera en conséquence omise.

Chapitre IV

Ce chapitre, intitulé "De la procédure d’appel", contient plusieurs dispositions qui utilisent les termes "requête d’appel".

Il serait plus judicieux d’utiliser l’expression "recours" afin d’éviter toute confusion avec la procédure judiciaire.

On modifiera en ce sens les intitulés du Chapitre IV, des sections première et 2 ainsi que les articles 134, alinéa 1er, 135, alinéa 2, 136, alinéa 3, et 144, alinéa 1er, du projet.

Article 134

La disposition en projet n’autorise pas le requérant à se faire assister d’une personne de son choix lors de son audition soit devant le conseil de direction, soit devant le Gouvernement.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective un tel droit n'est pas reconnu aux mandataires.

Article 139

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la compatibilité de cette disposition avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où elle n'envisage des conséquences liées à la mention "avec réserve" que pour les seuls agents bénéficiant de la "carrière fonctionnelle" c'est-à-dire les agents titulaires d'un grade de recrutement, conformément à l'article 78 du projet.

Par ailleurs, l'idée exprimée dans la seconde phrase de l'alinéa 2 gagnerait à être précisée.

La même observation vaut pour les articles 141 et 143 du projet.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, ces dispositions doivent être revues afin d'être rendues conformes aux principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

Article 142

Compte tenu de l'observation qui vient d'être faite sous l'article 139 du projet et de la réponse des délégués du ministre, cette disposition n'a plus de raison d'être et sera en conséquence omise.

Article 144

Cette disposition organise la procédure de déclaration d'inaptitude professionnelle de manière sommaire.

Ainsi, la disposition n'apporte guère de précisions sur les différentes étapes de cette procédure et sur les délais à respecter.

La disposition en projet sera complétée à cet égard.

Article 145

L'alinéa 1er en projet n'a pas une réelle portée juridique et sera omis.

Article 146

Cette disposition du projet définit la mutation comme étant "le passage d'un agent à un emploi correspondant à son grade dans la même administration ou dans une autre administration du Ministère".

Dans le langage courant, le ministère constitue une administration divisée en plusieurs services.

Il est dès lors préférable de définir la mutation comme étant un changement d'affectation au sein même du ministère.

Selon les explications des délégués du ministre, le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale comprend plusieurs administrations. En conséquence la mutation a toujours lieu au sein du ministère.

Compte tenu de cette définition de l'administration, il y a lieu de l’ajouter aux définitions figurant à l'article 1er du projet.

Article 147

A l’alinéa 3, en projet, quelle est la portée de la "ratification" du secrétaire général ou du secrétaire général adjoint ?

Il ressort des explications des délégués du ministre que le terme "ratification" signifie que toute décision de mutation doit être approuvée par le Secrétaire général ou par le Secrétaire général adjoint.

Il est dès lors préférable de remplacer le mot "ratifiée" par le mot "approuvée".

Article 149

Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette disposition est redondante par rapport à l'article 151 du projet et sera omise.

Article 151

Doit-on comprendre le second alinéa en projet comme autorisant le service chargé de la gestion des ressources humaines à ne pas donner suite à la demande de mutation de sorte que l'autorité visée à l'article 147 du projet ne serait pas du tout informée de certaines demandes de mutation ?

Pourquoi ne pas prévoir que le service chargé de la gestion des ressources humaines donne son avis sur toute demande de mutation et qu'il transmet celui-ci avec la demande de mutation à l'autorité visée à l'article 147 du projet ?

Selon les délégués du ministre, la volonté est de responsabiliser le service chargé de la gestion des ressources humaines et de lui reconnaître un droit de veto par rapport à certaines demandes de mutation.

On ne peut admettre que ce service se voie reconnaître un tel droit de veto; la décision de donner suite ou non à une demande de mutation revient à l'autorité compétente.

Il y a également lieu de préciser dans quelles conditions une demande de mutation peut être refusée.

Article 152

Il est souhaitable de préciser, à l'alinéa 2 en projet, si la note de service est communiquée individuellement aux agents.

Article 157

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens du second alinéa en projet qui semble admettre une réaffectation en fonction des besoins en personnel sans qu'il n'y ait au préalable une vacance d'emploi.

Selon les délégués du ministre, il s'agit d'une erreur, la conjonction "ou" devant être remplacé par "et".

Article 158

Il y a lieu de compléter cette disposition conformément à l'article 49, § 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux en vertu duquel "l'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et ses titres à la promotion; la période de réaffectation est prise en compte dans l'ancienneté administrative et dans l'ancienneté pécuniaire".

Titre VII

Ce Titre du projet est notamment consacré aux congés que peuvent prendre les agents du ministère.

A cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'un arrêté royal du 19 novembre 1998 a abrogé la plupart des textes réglementaires qui régissaient cette matière pour les agents de l'Etat.

Il en est ainsi de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 portant des dispositions particulières relatives à la position de disponibilité, de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission ainsi que les arrêtés royaux du 28 février 1991 relatifs à l'interruption de carrière à temps plein et à mi-temps dans les administrations.

Il est cependant à noter que certains de ces arrêtés royaux contiennent des principes qui ont été considérés comme des droits minimaux au regard de l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui ont été rendus applicables aux agents des entités fédérées par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité.

Il en est notamment ainsi des articles 3, § 1er, 4, 7, 8, 14, § 1er, et 15 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, ainsi que des articles 12 à 15 de l'arrêté royal relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat.

Ainsi que l'a décidé la section d'administration du Conseil d'Etat, en assemblée générale, dans son arrêt n° 47.689 du 31 mai 1994 (en cause Leclercq contre l'Etat belge), aucune loi, fût-elle adoptée à une majorité spéciale, ne peut restreindre le pouvoir constitutionnel du Roi de fixer le statut des agents de l'Etat fédéral :

> "... il s'ensuit que l'existence de l'arrêté attaqué (arrêté royal du 22 novembre 1991) ne limite pas le pouvoir du Roi d'encore modifier, à l'avenir, les règles statutaires applicables au personnel de l'Etat fédéral, quand bien même ces règles seraient de celles qui ont été considérées comme des principes généraux au sens de l'arrêté attaqué;
>
> Considérant ainsi qu'en s'écartant de la démarche prescrite par l'article 87, § 4, précité, l'arrêté attaqué est générateur d'insécurité juridique dès lors qu'une discordance apparaîtrait entre les principes généraux fixés dans l'arrêté attaqué et les règles statutaires applicables aux agents de l'Etat fédéral ...; qu'au cas où une telle discordance apparaîtrait à l'occasion d'une modification du statut des agents de l'Etat, la question se poserait de savoir comment interpréter les textes contradictoires; qu'en tenant compte, d'une part, de ce que le pouvoir du Roi de fixer le statut des agents de l'Etat fédéral Lui est attribué par la Constitution, et ne peut être restreint ou modaliser par aucune loi, et, d'autre part, de ce que les seuls principes généraux qui peuvent être rendus applicables au personnel des Communautés et des Régions sont ceux qui figurent dans le statut des agents de l'Etat fédéral, il y a lieu de conclure qu'en pareille hypothèse, une règle encore formellement

> inscrite dans l'arrêté attaqué, mais qui n'aurait plus de correspondant dans le statut des agents de l'Etat, ne pourrait plus être appliquée au personnel des Communautés et des Régions, faute de pouvoir être considérée comme un principe général du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Etat;".

L'enseignement suivant peut être tiré de cet arrêt :

Dans la mesure où les nouvelles dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 précité procurent aux agents fédéraux une protection équivalente en matière de droits minimaux à celle dont ils disposaient, la Région est tenue d'assurer à ses propres agents la même protection.

De même, si les dispositions anciennes ont été modifiées pour renforcer cette protection, la Région devra également respecter ces modifications comme le lui impose l'article 45 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Par contre, si la protection résultant des dispositions nouvelles est moindre, l'autorité fédérée est libre de régler la question comme elle l'entend.

C'est à la lumière de cet enseignement que sont formulées les observations qui suivent.

Article 162

1. Cette disposition envisage la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Cette disponibilité est prononcée lorsque l'agent "est déclaré inapte sur le plan professionnel".

Or, en vertu de l'article 51, § 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la déclaration d'inaptitude professionnelle ne peut intervenir que lorsque l'agent s'est vu infliger deux évaluations négatives consécutivement. C'est en ce sens qu'est rédigé l'article 144 du projet.

Toujours selon le même article 51, § 2, l'inaptitude professionnelle définitivement constatée est une cause de cessation des fonctions.

La disposition en projet ne s'inscrit cependant pas dans cette logique puisque la déclaration d'inaptitude professionnelle entraîne une mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Cette disposition n'est donc pas conforme à l'article 51, § 2, précité.

Il faut, dès lors, envisager la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service indépendamment de la procédure de déclaration d'inaptitude professionnelle qui est directement liée au processus d'évaluation des agents.

2. Par ailleurs, même si la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est une mesure d'ordre qui ne doit pas être confondue avec une mesure

disciplinaire, il s'agit néanmoins d'une mesure grave, susceptible de causer certains préjudices à l'agent concerné (1).

L'article 64 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat prévoit à cet égard que :

> "La mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service doit être précédée d'une proposition établie par le secrétaire général ou par le chef d'administration auquel il a délégué ce pouvoir. Cette proposition est notifiée à l'agent qui peut exercer un recours devant la chambre de recours compétente.".

Or, la disposition en projet n'organise aucune forme d'audition de l'agent ni aucun recours.

La jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat estime cependant que, même en l'absence d'un texte prescrivant à l'autorité d'entendre l'agent, il est indiqué que l'autorité procède effectivement à une telle audition, préalablement à toute décision dès lors que celle-ci est prise en raison du comportement de l'agent.

Il convient, dès lors, de compléter la disposition en projet afin de permettre à l'agent de faire valoir son point de vue à l'égard de la décision.

---

(1) Sarot J. et Batselé D., "Les positions administratives", in "Précis de fonction publique", éd. Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 362.

Enfin, la disposition en projet envisage la réaffectation de l'agent à un emploi plus adapté alors que, comme il l'a déjà été dit, l'article 51, § 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux prévoit la cessation des fonctions en cas d'inaptitude professionnelle.

En conséquence, cette disposition doit être fondamentalement repensée.

Article 163

L'alinéa 1er en projet dispose que l'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service n'a pas droit au traitement.

Or, l'alinéa 3 en projet prévoit qu'il bénéficie "durant la première année d'un traitement d'attente équivalant à son dernier traitement d'activité ...".

Il convient, dès lors, de modifier l'alinéa 1er afin de rétablir une certaine cohérence.

Article 164

Il est souhaitable que l'alinéa 1er en projet fasse référence aux articles 41 et 46, § 1er, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, et ce, dans le respect de l'article 45, § 3, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Ces dispositions reproduisent les anciens articles 14, § 1er, et 15 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

L'article 444 du projet qui abroge ce dernier arrêté royal, ne doit dès lors plus maintenir en vigueur les articles 14, § 1er, et 15, précités.

Article 165

En vertu de l'article 45, § 4, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, les agents des entités fédérées bénéficient des avantages visés aux articles 12 à 15 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat.

Ces dispositions ont été abrogées par l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Cependant cet arrêté contient des dispositions équivalentes à savoir les articles 65, §§ 1er et 2, 66 et 67. Il appartient au Gouvernement de la Région de Bruxelle-Capital d'accorder à ses agents une protection semblable à celle dont bénéficient les agents fédéraux en vertu des dispositions précitées. Tel n'est pas toujours le cas.

Ainsi, l'article 165 du projet n'est pas compatible avec l'article 67 précité. En effet, cette dernière disposition n'envisage un contrôle médical par l'Office

médico-social de l'Etat que lorsque l'agent souffre d'une maladie grave et de longue durée.

Quant à l'alinéa 2 en projet, il n'est pas compatible avec l'article 50 de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui énumère les différentes causes donnant lieu à la perte d'office et sans préavis de la qualité d'agent.

L'hypothèse consacrée par cet alinéa 2 n'est pas reprise à l'article 50 précité et sera, dès lors, omise du projet.

Article 170

1. En vertu de l'article 46 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, un agent doit pouvoir introduire un recours auprès d'une commission en cas de contestation à propos de ses absences.

L'article 18 du projet qui institue une commission de recours prévoit que celle-ci est notamment compétente pour connaître de tels recours.

Il convient, dès lors, de faire le lien entre l'article 170 du projet et cet article 18 du projet.

2. En outre, aux termes de l'article 44 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, la participation d'un agent à une cessation concertée du travail ne peut entraîner pour cet agent que la privation de son traitement.

A cet égard, l'alinéa 1er de l'article 170 du projet sera rédigé comme suit :

"Art. 170. Dans le respect de l'article 44 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux et ... (la suite du texte).".

Article 171

Il y a lieu de viser avec précision les arrêtés d'exécution de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales et de déterminer si toutes les modifications apportées à ces différents textes seront également applicables aux agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est à noter que les deux arrêtés royaux du 28 février 1991 qui organisaient l'interruption de la carrière professionnelle soit à temps plein, soit à mi-temps, ont également été abrogés par l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

En vertu de l'article 116 de cet arrêté royal, il est désormais possible pour un agent de l'Etat fédéral "d'obtenir un congé pour interrompre sa carrière de manière complète ou à raison d'un quart, d'un tiers ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, par périodes consécutives ou non de trois mois au moins et de douze mois au plus".

Lorsque l'auteur du projet envisage l'interruption de carrière à temps partiel, il y a lieu de préciser clairement à quelles périodes de temps il fait référence.

Article 172

Cet article fait une distinction entre, d'une part, les agents titulaires d'un grade de recrutement pour lesquels l'interruption de carrière constitue un droit et, d'autre part, les agents titulaires d'un grade de promotion qui peuvent se voir accorder une interruption de carrière dans la mesure où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas affecté.

On peut se demander s'il n'est pas préférable d'opter pour un système dans lequel le ministre décide au cas par cas si l'intérêt du service ne s'oppose pas à ce qu'une interruption de carrière soit accordée à l'agent, et ce, quelle que soit la fonction exercée par celui-ci.

Articles 173 et 175

Dans la mesure où les articles 171 et 174 du projet renvoient aux dispositions fédérales, il est inutile de paraphraser celles-ci.

Compte tenu des nouvelles dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatives au congé pour interruption de la carrière professionnelle, l'auteur du projet devra probablement adapter les dispositions en projet s'il

souhaite toujours s’en tenir au régime fédéral (voir l’observation formulée sous le titre VII).

Article 174

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la distinction qu'il convient de faire entre cette disposition et l'article 171 du projet dans la mesure où elles rendent applicables toutes deux les dispositions fédérales réglant l'interruption de carrière.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette disposition peut être omise.

Article 176

En vertu de cette disposition, "le congé pour interruption de carrière n’est pas rémunéré".

Or, les dispositions fédérales qui organisent l’interruption de carrière et plus particulièrement les articles 118 et suivants de l’arrêté royal du 19 novembre 1998 précité, prévoient l’octroi d’une allocation d’interruption.

En soumettant les agents bruxellois aux dispositions fédérales, l’auteur du projet doit cependant veiller à ce que celles-ci soient compatibles avec les dispositions en projet.

Il ressort des explications des délégués du ministre que l'intention n'est pas de déroger à l'octroi d'une allocation d'interruption de carrière qui est prise en charge par l'Etat fédéral mais d'écarter toute forme de rémunération dans le chef de la Région de Bruxelles-Capitale.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, cette disposition est inutile car, en vertu de l'article 124 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 précité, "Le congé pour interruption de la carrière, n'est pas rémunéré; il est toutefois assimilé pour le surplus à de l'activité de service".

S'agissant d'une matière relevant à la fois des compétences de l'Etat fédéral en tant qu'elle a des implications sur la politique de l'emploi et sur la sécurité sociale et des Régions en tant que celles-ci ont la maîtrise de leur fonction publique, il convient que l'auteur du projet s'en tienne aux aspects statutaires du régime de l'interruption de carrière.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la seconde phrase de l'alinéa 3 en projet doit être mieux rédigée, de manière à faire apparaître clairement la proportion dans laquelle les services accomplis à mi-temps ou à temps partiel seront comptés dans la "carrière fonctionnelle" accélérée.

Articles 177 à 182

En vertu de l’article 14 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, c’est par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres que de telles mesures peuvent être rendues applicables aux Communautés et aux Régions.

Par un arrêté royal du 22 mai 1996, les mesures relatives au départ anticipé à mi-temps et à la semaine volontaire de quatre jours prévues par la loi du 10 avril 1995 précitée, ont été rendues applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il n’appartient pas au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de paraphraser ou de modifier ces dispositions fédérales ou encore d’y déroger.

Toutefois, la loi du 10 avril 1995, précitée, contient certaines habilitations que la Région doit elle-même mettre en oeuvre.

Aux termes de l'article 3, § 3, alinéa 2, de cette loi, les mesures d'exécution prises par le Roi "peuvent être étendues aux services publics pour lesquels le Roi n'exerce aucune compétence réglementaire, par l'autorité compétente sous réserve de modalités particulières d'application".

Ainsi, il doit revenir au Gouvernement le soin de déterminer quels seront les agents susceptibles de bénéficier de ces mesures.

Par contre, le Gouvernement n'a pas à paraphraser ce qui est déjà rendu applicable par l'arrêté royal du 22 mai 1996, précité.

Or, il en est ainsi des articles 179, 180 et 182 du projet.

Ces dispositions seront en conséquence omises du projet.

Article 183

En vertu de l'article 45, § 1er, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, les agents jouissent, pour des prestations de travail complètes, d'un congé annuel de vacances dont la durée est au moins celle fixée par les articles 3, § 1er, et 4 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 précité.

Comme il l'a déjà été souligné, cet arrêté royal a été abrogé par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 précité.

L'article 10 de ce dernier arrêté royal renforce les avantages accordés aux agents de l'Etat fédéral.

Il y a dès lors lieu de considérer que la Région est tenue de respecter ces nouveaux avantages, ce qu'elle fait en l'occurrence.

Article 186

L'alinéa 2 en projet fait référence au "service de contrôle médical visé à l'article 226".

Or, cette dernière disposition ne traite pas de ce service médical.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, il convient de faire référence à l'article 228 du projet.

Article 188

Il y a lieu de préciser dans l'alinéa 1er en projet les notions suivantes : "travail standard", "plages fixes", "plages mobiles" et "permanences de service".

La même remarque vaut pour l'alinéa 2 en projet pour les termes "unités organisationnelles" et "activités spécifiques".

Quant à l'alinéa 3 en projet, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens exact de la dernière phrase en vertu de laquelle "les heures prestées en surplus sont régularisées pendant des plages mobiles".

Article 189

Au 2° en projet, le premier tiret doit être complété par une référence à l'article 213 du projet tandis

que le septième tiret doit, quant à lui, viser plus précisément l'article 215 du projet qui concerne le congé pour mission.

Au deuxième tiret, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelles raisons ne sont pas visées les élections régionales, communales et européennes. Il s'agit d'un oubli, selon les délégués du ministre.

La disposition sera en conséquence complétée en ce sens.

Article 190

La disposition en projet est trop imprécise quant aux modalités du contrôle médical envisagé.

Il y a lieu de la compléter sur ce point.

Article 191

Il convient de préciser, à l'instar de l'ancien article 6bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, que les deux jours ouvrables supplémentaires visés à l'article 186 du projet sont également assimilés à des périodes d'activité de service.

Article 193

Le Conseil d'Etat estime que l'alinéa 1er en projet contient une contradiction entre les deux phrases qui le composent.

Selon les explications des délégués du ministre, la volonté est que les jours de congé qui sont visés à l'article 192 du projet et qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, ne peuvent être récupérés que pendant la période allant du 27 au 31 décembre inclus pour autant que les agents ne soient pas occupés en service continu.

Cette intention gagnerait à être plus clairement énoncée dans la disposition en projet.

Article 194

Il y a lieu de compléter l'alinéa 2 en projet en faisant expressément référence, outre au travail à temps partiel, à la semaine volontaire des quatre jours et au départ anticipé à mi-temps.

Article 197

L'alinéa 2 en projet est redondant par rapport à l'article 189 du projet et sera en conséquence omis.

Articles 198 et 199

1. Ces dispositions mettent en oeuvre la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES (1).

En vertu de l'article 2, § 3, de cette directive, lorsque les Etats membres adoptent des dispositions mettant en oeuvre les mesures préconisées, ils sont tenus de faire expressément référence à la directive.

Pour satisfaire à cette exigence, l'auteur du projet insérera dans le préambule un considérant faisant référence à la directive précitée, comme il a été suggéré dans le préambule.

2. En vertu de la clause 2.1 de l'accord-cadre précité, le congé parental est accordé aux travailleurs, hommes et femmes,

> "en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, pour pouvoir s'occuper de cet enfant pendant au moins trois mois et jusqu'à un âge déterminé pouvant aller jusqu'à huit ans, à définir par les Etats membres et/ou les partenaires sociaux.".

L'article 198 en projet prévoit que le congé parental aura une durée de "trois mois au maximum".

---

(1) J.O.C.E. du 19.06.1996, n° L 145/4.

Cette disposition n’est dès lors pas tout à fait en adéquation avec la clause précitée. Il y a lieu d’adapter la période du congé parental.

3. Le projet doit être complété par des dispositions tendant à modaliser le congé parental lorsque celui-ci est notamment demandé par deux conjoints ayant la qualité d’agents.

4. Enfin, les dispositions en projet ne règlent pas toutes les questions que soulève la directive sur le congé parental.

Il en est notamment ainsi de la remise au travail de l'agent à l'issue de son congé parental, la clause 2.5 de l'accord-cadre prévoyant que l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

De même conformément à la clause 2.3, e) ne convient-il pas de prévoir que dans certaines circonstances le congé parental peut être reporté lorsque les besoins du service le justifient ?

Article 200

Ici aussi le projet doit être complété par des dispositions tendant à modaliser le congé d’accueil lorsque

celui-ci est demandé par deux conjoints ayant la qualité d'agents.

Article 202

1. Cette disposition transpose l'article 9 de la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, § 1er, de la Directive 89/391/CEE).

Il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet qu'en vertu de l'article 14 de cette directive, les Etats membres ont l'obligation d'informer la Commission des mesures qu'ils prennent pour garantir les résultats imposés par ladite directive et qu'en outre, ils doivent faire référence à celle-ci dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle.

En vue de satisfaire à cette exigence, l'auteur du projet insérera dans le préambule un considérant faisant référence à la directive précitée, comme il a été suggéré dans le préambule (1).

---

(1) Il conviendrait que le Gouvernement vérifie si les mesures préconisées par la directive précitée ont bien été toutes rendues applicables aux agents féminins du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Par ailleurs, aux termes de l'article 45, § 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux,

> "L'agent féminin bénéficie au moins, pour la protection de la maternité, des avantages visés par les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 1er juin 1964, précité ou par toute autre disposition qui les modifierait.".

Ces dispositions ont également été abrogées par l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, qui a cependant consacré des dispositions équivalentes.

Il s'agit des articles 24, 25 et 26.

Ces dispositions doivent dès lors être considérées comme des droits minimaux que la Région se doit de respecter.

Article 205

Cette disposition prévoit qu'en cas de maladie contagieuse, l'agent a droit à un congé à titre préventif "dans les conditions et conformément aux règles spécifiques définies par le Règlement du Service de Santé Administratif".

D'une manière générale, les dispositions en projet ne sont guère claires lorsqu'il s'agit de réglementer les contrôles médicaux.

Certaines dispositions diffèrent des textes fédéraux comme l'article 33 du projet alors que d'autres y font toujours référence comme dans le cas d'espèce.

Il convient de revoir ces dispositions et d'identifier clairement le service médical compétent pour chaque cas d'espèce.

Article 217

Selon cette disposition, le congé pour mission n'est pas rémunéré.

Toutefois, en vertu de l'article 103, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, "le congé est rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 de la Commission des Communautés européennes ...".

Comme cette décision de la Commission européenne n'a pas été rendue publique, le Conseil d'Etat invite l'auteur du projet à vérifier s'il n'existe pas des accords avec les autorités européennes en vertu desquels le congé pour mission doit être rémunéré par les Etats membres et à expliciter dans l'article examiné dans quels cas il en va ainsi.

Article 218

Telle qu'elle est libellée, cette disposition ne permet pas de déterminer avec suffisamment de précisions sur la base de quels critères l'indemnité sera accordée et quel en sera le montant.

Cette disposition est trop vague et sera complétée.

Article 219

Il ne ressort pas explicitement de cette disposition du projet si le caractère d'intérêt général est reconnu automatiquement aux missions que le Gouvernement confie à un agent.

Il y a lieu d'être plus précis sur ce point.

Article 222

Cette disposition n'est pas suffisamment précise sur le sort réservé à l'agent dont la mission a pris fin. Fera-t-il l'objet d'une procédure de réaffectation au sens de l'article 49 de l'arrêté royal fixant les principes généraux ?

Dans le cas d'une réponse positive, il y aurait lieu de modifier en ce sens l'article 156 du projet afin de viser expressément cette hypothèse.

Article 223

Aux termes de l'article 45, § 3, de l'arrêté royal fixant les principes généraux,

> "L'agent qui, par suite de maladie ou d'invalidité, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, bénéficie des avantages visés par les articles 14, § 1er et 15 de l'arrêté royal du 1er juin 1964, précité.".

Comme il a déjà été souligné ces dispositions ont été abrogées par l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Toutefois, les articles 41 et 46, § 1er, de cet arrêté royal maintiennent les droits minimaux reconnus par l'article 45, § 3, précité.

La Région est en conséquence tenue de se conformer à ces nouvelles dispositions.

Article 225

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 en projet n'est pas suffisamment complet lorsqu'il prévoit que le congé de maladie "sera intégré proportionnellement si le tiers n'est reconnu que partiellement responsable".

Il y a lieu de compléter la disposition en projet par une méthode de calcul plus précise.

A cet égard, il convient de s'inspirer davantage de l'article 47 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Article 228

Cette disposition est trop vague et accorde au Ministre de la Fonction publique une délégation de pouvoirs trop générale.

La disposition en projet doit elle-même énoncer les règles essentielles de ce contrôle médical.

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 205 du projet.

Articles 229 et 230

A l'article 229 du projet, l'auteur du projet doit davantage expliciter ce qu'il entend par "la réglementation du Service fédéral de Santé administrative".

De même, à l'article 230 du projet, il convient d'identifier les dispositions réglementaires qui régissent la procédure et les recours contre les décisions du service de santé administratif.

Ces dispositions seront complétées en ce sens.

Article 232

Sur la nature du service de contrôle médical, il est renvoyé à l'observation déjà formulée sous l'article 205 du projet.

Article 236

Cette disposition doit être mise en adéquation avec l'article 189, alinéa 1er, 2°, deuxième tiret, du projet.

Il y a lieu d'être plus précis sur ce que l'on doit entendre par la "durée de la campagne électorale" et plus particulièrement sur le début de cette période, étant donné que ce congé n'est pas rémunéré.

La disposition sera complétée en ce sens.

Article 243

A l'alinéa 3 en projet, il y a lieu de justifier objectivement pour quelle raison les agents détachés dans un cabinet bénéficient, après ce détachement, d'un certain nombre de jours de congé.

Il ressort des explications des délégués du ministre que ces jours de congé sont sensés compenser les heures supplémentaires non rémunérées.

Article 244

Qu'en est-il de la rémunération de ce congé ?

Les délégués du ministre estiment qu'il sera rémunéré. Il convient, dès lors, de le préciser.

Toutefois, lorsqu'on examine les textes fédéraux qui régissent cette matière et, plus particulièrement, l'arrêté royal du 14 septembre 1993 relatif à la composition et au fonctionnement des cabinets ministériels et au personnel des ministères appelé à faire partie du cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région, on s'aperçoit que l'une des conditions posées à un tel détachement est que la Région ou la Communauté concernée ait préalablement déterminé les modalités du remboursement de la rémunération des agents des ministères ainsi détachés.

Or, dans le cas d'espèce rien n'est prévu. Il y a dès lors lieu de préciser selon quel système ce congé sera rémunéré.

Article 246

La référence à l'article 243, 2°, du projet est inexacte.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, c'est l'article 245, 2°, du projet qui doit être visé.

Articles 247 et 248

Le Conseil d'Etat n'aperçoit guère l'utilité de l'article 247, alinéa 1er, 4° et 5°, du projet par rapport à l'article 248, 2° et 3°, du projet.

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'en réalité celui qui est titulaire d'un mandat politique est d'office en congé lorsque ce mandat correspond aux critères de l'article 248 du projet. Cependant, il peut également demander d'augmenter ce congé d'une période identique à celle dont il bénéficie dans le cadre du congé d'office.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, ces dispositions gagneraient à être rédigées de manière plus simple, en prévoyant d'abord la règle du congé d'office et ensuite la possibilité, pour le titulaire d'un mandat politique, de demander un supplément de congé.

Article 255

L’alinéa 2 en projet envisage la réaffectation de l’agent à l’issue de son congé politique lorsqu’il a été remplacé.

A cet égard, l’article 156 du projet doit être complété pour envisager ce type de réaffectation.

Article 256

Il convient de définir plus précisément la notion "d’indemnité de réadaptation".

Il ressort des explications des délégués du ministre que cette indemnité est généralement octroyée par les différentes assemblées législatives ainsi que par les provinces lorsque les mandataires ne sont plus réélus.

Il revient à l’auteur du projet de s’assurer de l’existence de ces différentes décisions émanant des entités précitées et d’examiner les conditions dans lesquelles ces indemnités de réadaptation sont octroyées.

Article 257

Interrogés sur les raisons pour lesquelles les litiges relatifs aux congés de maladie ne sont pas de la compétence de la commission de recours visée à l’article 18 du projet, les délégués du ministre ont répondu que ces

litiges devaient, à titre transitoire, continuer à être réglés selon les dispositions réglementaires fédérales.

Ce n'est qu'ultérieurement que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminera un régime spécifique pour les agents du ministère.

Il convient cependant d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait que, par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 précité, le Roi a abrogé notamment l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle dont l'article 2bis organisait un recours devant une commission notamment compétente en matière de congés.

Conformément à l'observation qui a été formulée sous le titre VII, il appartiendra à l'auteur de l'arrêté en projet d'apprécier s'il y a lieu ou non de prévoir un tel recours et, dans l'affirmative, de l'organiser conformément à l'article 46 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Quant à la composition de la commission de recours, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 19 du projet.

Article 259

La disposition en projet n'apporte aucune précision sur la procédure à suivre devant la commission de recours

lorsqu'elle est saisie d'un litige relatif à une question de congés, d'absences ou de disponibilité.

L'agent sera-t-il entendu ? Pourra-t-il se faire assister d'un représentant ?

La disposition en projet doit être complétée sur ces différents points.

Article 260

Cette disposition fait une distinction entre la "formation professionnelle continuée" et la "formation professionnelle volontaire" sans cependant définir le contenu des programmes propres à chaque formation.

Cette disposition reste très vague quant aux modalités de ces formations notamment quant aux personnes qui seront chargées de dispenser celles-ci.

La disposition en projet doit être largement complétée sur ces points.

La même observation vaut pour l'article 261 du projet qui doit, à tout le moins, spécifier les qualifications requises dans le chef des formateurs.

Par ailleurs, le 2° en projet doit spécifier que cette formation professionnelle volontaire intervient dans le déroulement de la "carrière fonctionnelle" accélérée de l'agent conformément à l'article 81 du projet.

Le Conseil d'Etat s'interroge à cet égard sur le sens des termes "une plus-value sur le plan professionnel".

Enfin, à partir du moment où l'article 261 du projet envisage de confier ces programmes de formation à des experts externes par la voie d'un marché de services, il y a lieu de respecter la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

En raison de l'ensemble de ces imprécisions, la disposition sera fondamentalement revue.

Article 264

Cette disposition manque de précisions quant à la désignation du "responsable de la formation". Ainsi, qui devra le désigner et quels seront les critères pris en considération pour pouvoir le désigner ?

Article 268

Cette disposition est beaucoup trop vague quant au contenu de ces formations.

Il appartient au Gouvernement de déterminer les orientations générales de ces formations pour chaque niveau concerné.

La disposition sera complétée en conséquence.

Article 269

La notion de "congé d'études", prévue à l'alinéa 2 en projet, doit être davantage spécifiée.

Ainsi, pendant ce congé, l'agent est-il rémunéré ? La question est importante car, en vertu de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, seules les formations obligatoires maintiennent à l'agent son traitement et ses titres à la promotion.

Il y a lieu d'être plus explicite à cet égard.

La même observation vaut pour l'article 273 du projet.

Article 270

Cette disposition prévoit que si un droit d'inscription a été exigé, celui-ci est remboursé par la Région "aux agents qui ont achevé la formation avec fruit".

Cette disposition est contestable dans la mesure où la formation professionnelle volontaire est un préalable obligé pour pouvoir bénéficier de la "carrière fonctionnelle" accélérée.

Elle est également silencieuse quant à l'autorité compétente qui appréciera les résultats de ces formations et quant aux critères de la réussite de telles formations.

La disposition sera revue.

Articles 271 et 272

Tout comme les dispositions précédentes en matière de formation, ces articles restent en défaut de préciser l'autorité qui prendra en charge ces examens et la formation préparatoire et quels seront les programmes à suivre.

Pour ce qui concerne les concours d'accession au niveau supérieur, il est rappelé à l'auteur du projet qu'en vertu de l'article 24, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, il doit revenir au Secrétariat permanent au recrutement le soin d'organiser de tels concours.

D'une manière générale, ces dispositions sont trop lacunaires et doivent être complétées sur ces différents points.

Par ailleurs, à l'article 271, 2°, du projet, il est question de "grades d'encadrement des rangs B2, C2, D2 ou E2".

Or, en vertu de l'article 8 du projet les "emplois d'encadrement" ne sont prévus que pour les emplois de rang A2.

Afin d'éviter toute confusion terminologique et de l'accord des délégués du ministre, il convient de supprimer les termes "d'encadrement" au 2° de l'article 271 du projet.

Article 277

L'article 277 du projet envisage la rétrogradation dans un sens restreint.

Ainsi, aux termes de l'article 77, § 5, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité :

"La rétrogradation est infligée, selon le cas, par l'attribution :

1° d'une échelle de traitement inférieure dans le même grade;

2° d'un grade du même rang doté d'une échelle de traitement inférieure;

3° d'un grade d'un rang inférieur classé dans le même niveau ou dans un niveau inférieur ...".

Le projet mettant surtout l'accent sur la "carrière fonctionnelle", il est permis de se demander pour quelles raisons, l'auteur du projet n'envisage pas la rétrogradation comme l'article 77, § 5, précité.

Article 279

La référence à l'article 305 du projet n'est pas correcte. Il y a lieu de viser l'article 309 du projet.

Toutefois, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas bien quelles seront les suites qui pourront être réservées à une telle inscription sur la fiche disciplinaire.

Selon les délégués du ministre, cette fiche résulte de la disparition du blâme.

Elle constitue en quelque sorte un avertissement à l'égard de l'agent bien qu'il n'y ait aucune suite réservée à l'inscription sur la fiche.

Une telle façon de faire est manifestement incompatible avec la procédure disciplinaire telle qu'elle est notamment organisée par le chapitre V de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Par ailleurs, rien n'est prévu quant à la suppression de cette fiche disciplinaire alors que les sanctions disciplinaires sont radiées automatiquement après l'écoulement d'un certain délai.

Cette disposition sera omise.

Article 281

Sans doute cet article repose-t-il sur l'hypothèse visée à l'article 33, § 3, de l'arrêté royal fixant les principes généraux dans laquelle une action pénale a été introduite et a eu pour effet de suspendre la procédure disciplinaire et le prononcé d'une peine disciplinaire.

Ceci étant, il est préférable, à l'alinéa 1er, afin de bien indiquer que l'action disciplinaire reste une faculté pour l'autorité, de remplacer les mots "... doit être entamée dans les six mois ..." par les mots "... ne peut être entamée au-delà des six mois ...".

En ce qui concerne l'alinéa 2, l'auteur du projet semble avoir perdu de vue que l'autorité absolue de la chose jugée au pénal s'oppose, dans certains cas, à ce qu'une peine disciplinaire puisse être prononcée. Aussi mieux vaut omettre cet alinéa.

Article 282

Cet article ne transpose pas correctement le principe de connexité que consacre l'article 33, § 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui dispose :

> "Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est toutefois entamé qu'une seule procédure qui peut donner lieu au prononcé d'une seule peine disciplinaire.".

La disposition en projet doit être revue sur ce point.

Article 283

La disposition examinée détermine quel est l'agent compétent pour proposer les peines disciplinaires.

Toutefois, cette disposition ainsi que les autres qui définissent le régime disciplinaire ne semblent pas prendre en considération les plus hautes fonctions à savoir, les directeurs généraux, le secrétaire général adjoint et le secrétaire général.

Selon les délégués du ministre, il s'agit d'une lacune qui doit effectivement être comblée par de nouvelles dispositions.

Article 284

Conformément à l'article 35 de l'arrêté royal fixant les principes généraux,

> "A tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, être assisté de la personne de son choix.".

Ceci n'est pas expressément visé par la disposition en projet qui doit être complétée sur ce point.

Article 290

A l'alinéa 2 en projet, il convient de remplacer les mots "L'appel" par les mots "Le recours".

Article 292

Le 3° en projet n'est pas très clair. Mieux vaut utiliser l'expression "les organisations syndicales représentatives du personnel" qui correspond à la terminologie usitée à l'article 36, § 1er, de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Article 293

Il y a lieu de compléter la disposition en indiquant que les connaissances linguistiques des magistrats doivent être établies conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Section 3

Mieux vaut rédiger l'intitulé de cette section de la manière suivante :

"De la procédure de recours.".

Article 295

Il y a lieu de préciser davantage la portée de l'avis visé à l'alinéa 2 en projet.

Selon les délégués du ministre, il s'agit de l'avis motivé de la chambre de recours auquel il est fait référence à l'article 302 du projet.

Article 299

La disposition en projet n'indique pas quelles sont les conséquences qui résultent du dessaisissement de la chambre de recours.

Elle doit être complétée sur ce point.

De l'avis des délégués du ministre, si le requérant ne donne plus aucune suite à son recours, la sanction qui lui a été infligée devient exécutoire à partir de la date du dessaisissement de la chambre de recours, moyennant une notification à cet agent du dessaisissement.

Si telle est bien la volonté de l'auteur du projet, il y aurait lieu d'adapter l'article 291 du projet afin de prévoir l'hypothèse du dessaisissement et ses conséquences par rapport à l'exécution de la peine.

Article 301

Dans le souci de préserver la parité entre les assesseurs désignés par l'autorité et les assesseurs désignés par les organisations syndicales représentatives, telle qu'elle est exigée par l'article 36, § 1er, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, il est souhaitable que l'auteur du projet s'inspire davantage de la formulation de l'article 90bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, en vertu duquel les assesseurs des deux catégories qui participent au vote, doivent être en nombre égal.

Ceci ne ressort pas suffisamment clairement de l'article 303, alinéa 2, du projet.

Article 302

On peut se demander si dans le texte le "cas de force majeure" doit s'entendre au sens juridique des termes.

Si tel n'est pas le cas, mieux vaut prévoir que la commission doit, par décision motivée, révéler les raisons pour lesquelles elle n'a pu se prononcer dans le délai prescrit.

La même observation vaut pour l'article 304 du projet.

Article 303

Outre l'observation formulée sous l'article 301 du projet, la disposition en projet n'indique pas comment la parité sera rétablie.

A cet égard, l'article 90bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, prévoit que la parité est rétablie par l'élimination d'un ou plusieurs assesseurs, après un tirage au sort.

Article 305

A l'alinéa 1er en projet, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de l'autorité compétente visée à l'article 307 du projet.

A l'alinéa 2 en projet, il y a lieu de spécifier que l'autorité communique, par une lettre recommandée à la poste, l'avis de la chambre de recours à l'agent, dans les dix jours ouvrables de la réception de cet avis.

Chapitre IV

Il est proposé de modifier l'intitulé de ce chapitre de la manière suivante :

"Chapitre IV : Du prononcé de la peine disciplinaire à la suite du recours.".

Article 307

Les mots "en appel" seront supprimés dans les alinéas 1er et 2.

Dans le second alinéa en projet, lorsqu'il est question pour la deuxième fois de l'autorité compétente, il convient de spécifier qu'il s'agit de l'autorité compétente visée à l'alinéa 1er.

La même remarque vaut pour l'article 308 du projet où l'on remplacera les mots "L'autorité visée à l'article précédent" par les termes "L'autorité visée à l'article 307, alinéa 1er".

Par ailleurs, il convient de compléter cette dernière disposition par une obligation de notification de la décision définitive à l'agent concerné.

Article 310

Au second alinéa en projet, il y a lieu d'indiquer que le délai prend cours soit en l'absence de recours, à l'expiration des dix jours ouvrables de la notification de la sanction, soit en cas de recours, à partir de la date de la notification à l'agent de la décision visée à l'article 308.

Article 312

Au 1° en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'intérêt de faire référence aux enquêtes puisqu'elles contribuent aux poursuites pénales.

Par ailleurs, l'article 40, § 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux n'envisage que les poursuites pénales.

Le 2° en projet n'est pas conforme à l'article 40, § 1er, alinéa 2, 2°, précité dans la mesure où dans cette dernière disposition, il est question d'une faute grave "pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants" alors que la disposition en projet définit, quant à elle, la faute grave par rapport à la nature de la peine disciplinaire qui peut en résulter.

La disposition en projet doit en conséquence se conformer à l'article 40, précité.

Article 313

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "Sans préjudice des dispositions de l'article 40, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 ...", figurant dans l'alinéa 1er en projet.

Il ressort des explications fournies par les délégués du ministre que cette référence faite à l'article 40, § 1er, alinéa 2, précité, a pour effet de permettre au secrétaire général ou au secrétaire général adjoint d'assortir la mesure de suspension dans l'intérêt du service de mesures facultatives privant notamment l'agent de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion et de son droit à l'avancement de traitement ou lui imposant une réduction de traitement.

Ceci doit ressortir plus clairement du texte en projet.

Par ailleurs, l'alinéa 2 en projet n'est pas conforme à l'article 40, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal fixant les principes généraux lorsqu'il dispense le secrétaire général et le secrétaire général adjoint d'entendre préalablement l'agent en cas de force majeure.

Toute procédure conduisant à la suspension dans l'intérêt du service doit être assortie d'une audition préalable de l'agent à propos des faits qui lui sont reprochés. Il pourra également toujours se faire assister d'une personne de son choix.

Cet alinéa sera revu en conséquence.

Enfin, à l'alinéa 3, il y a lieu d'indiquer qu'il s'agit de la décision de suspension qui est notifiée à l'agent par lettre recommandée à la poste.

Article 314

Il convient de remplacer les mots "interjeter appel" par les mots "introduire un recours".

Article 316

A maints égards les dispositions en projet n'apportent pas suffisamment de précisions par rapport à l'article 40 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Ainsi qu'advient-il des mesures qui, conformément à l'article 40, § 1er, alinéa 2, précité, peuvent être prises à l'égard d'un agent faisant l'objet d'une suspension dans l'intérêt du service comme celle le privant du droit de faire valoir ses titres à la promotion ou de son droit à l'avancement de traitement ou encore celle réduisant pour partie son traitement ?

Ainsi qu'il a été expliqué sous l'article 313 du projet, c'est le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint qui pourront décider de telles mesures.

Ces mesures étant toutefois facultatives, il y a lieu de prévoir que la chambre de recours est également compétente pour en connaître.

Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 3 de l'article 40 précité contient une règle spécifique lorsque la suspension disciplinaire est prononcée à l'encontre d'un agent ayant été déjà suspendu dans l'intérêt du service.

Les dispositions en projet doivent être complétées à propos de ces différents points.

Article 321

A l'alinéa 1er, 2°, en projet, l'auteur du projet doit clairement spécifier ce qu'il entend par "une activité professionnelle étant d'intérêt général pour la Région".

Selon les explications données par les délégués du ministre, il s'agit principalement d'agents qui ont des charges professorales dans des universités ou des écoles supérieures.

La disposition doit énoncer clairement cette hypothèse plutôt que d'avoir recours à des notions creuses.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte du second alinéa en projet qui dispose que

> "Par heures de service, il faut entendre les plages fixes qui déterminent le régime de l'horaire variable.".

D'une manière générale le Conseil d'Etat s'interroge sur la position administrative de l'agent lorsqu'il exerce une activité professionnelle pendant les heures de service.

Selon les délégués du ministre, cet agent est en activité de service et perçoit normalement son traitement même s'il exerce une activité professionnelle durant ses heures de service.

Les dispositions en projet restent silencieuses également sur le sort de l'agent en cas d'accident survenu à l'occasion de l'exercice de cette activité professionnelle pendant les heures de service.

Une telle disposition doit à tout le moins préciser des quotas d'heures à ne pas dépasser pour l'exercice de cette activité professionnelle sous peine de conduire à certains abus.

Les dispositions en projet doivent être fondamentalement repensées.

III. QUANT AU STATUT PECUNIAIRE, A L'ANCIENNETE PECUNIAIRE ET A L'ANCIENNETE ADMINISTRATIVE

OBSERVATIONS GENERALES

1. La Région de Bruxelles-Capitale a hérité depuis sa création de fonctionnaires venant d'autres fonctions publiques.

A l'occasion de ces transferts, des garanties pécuniaires ont été accordées dans bien des cas à ces personnes.

Ainsi, les articles 40, § 2, et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises prévoient que les membres du personnel du ministère de la Région bruxelloise ainsi que ceux de l'agglomération bruxelloise qui ont été transférés dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le sont dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

De même, "ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert".

L'article 79bis, alinéa 2, de la même loi spéciale, renvoie, quant à lui, à un accord de coopération pour le transfert des membres du personnel relevant de l'ancienne province de Brabant.

Aux termes de cet accord de coopération intervenu le 30 mai 1994, et plus particulièrement de l'article 8 :

> "Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à la province de Brabant conformément à la réglementation qui leur était applicable.
>
> Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'institution dans laquelle ils ont été transférés.
>
> Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2, les agents transférés qui bénéficiaient au moment du transfert d'une prime linguistique, se voient garantir à titre personnel la somme du montant du traitement individuel et du montant de la prime linguistique dont ils bénéficiaient au 31 décembre 1994, tous deux fixés selon l'indice de base 138,01.".

Eu égard notamment à ces textes, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale se doit de respecter ces droits acquis.

C'est sous la réserve d'un tel respect que la section de législation du Conseil d'Etat émet des observations particulières concernant le statut pécuniaire et les anciennetés administrative et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Dans la mesure où certaines dispositions fixent les échelles de traitement des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient de s'interroger sur le caractère réglementaire de ces dispositions.

Tant la section d'administration du Conseil d'Etat (1) que la section de législation (2) considèrent généralement que de telles dispositions sont dépourvues de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

En conséquence, la section de législation s'abstiendra de tout commentaire à leur propos.

3. Selon l'article 53, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, il revient au Roi, après avis des Exécutifs, de fixer l'échelle minimum et le montant maximum des échelles de traitement des différents niveaux.

---

(1) C.E. Renard, n° 23.257, du 16 mai 1983, cité par J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", éd. Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 93.

(2) Voir en ce sens les avis n° L. 20.646/2 donné le 18 mars 1991 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française "fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance" et L. 23.129/9 donné le 21 février 1994 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les échelles de traitement des grades particuliers du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

C’est par un arrêté royal du 22 mai 1992 que le Roi a mis en oeuvre cette disposition.

Comme l’ont indiqué les délégués du ministre, l’annexe I du projet ne respecte pas tout à fait l’arrêté royal précité, en prévoyant notamment pour le niveau 4 devenant le niveau E, pour des grades de promotion, des maxima supérieurs au montant maximum autorisé, soit 718.004.

En conséquence, l’annexe I en projet devra être revue pour tenir compte de l’article 53, § 2, alinéa 2, précité.

4. Le statut pécuniaire en projet reste silencieux par rapport aux articles 57, 58 et 59 de l’arrêté royal fixant les principes généraux.

Ces différentes dispositions garantissent à l’agent une allocation de foyer ou de résidence conformément à l’arrêté royal du 30 janvier 1967, un pécule de vacances conformément à l’arrêté royal du 30 janvier 1979 ainsi qu’une allocation de fin d’année conformément à l’arrêté royal du 23 octobre 1979.

Ces dispositions laissent cependant aux entités fédérées la possibilité de renforcer ces garanties.

Si telle est l’intention du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il conviendrait de le préciser dans l’arrêté en projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 331

1. A l'alinéa 1er en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "ou supérieur".

Selon les délégués du ministre, ces mots sont superflus dans la mesure où la durée du mandat est comptabilisée pour l'ancienneté de grade, l'article 86 du projet devant être modifié en ce sens (1).

Il est également renvoyé aux observations formulées sous les articles 139 à 144 du projet.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison des dispositions similaires n'ont pas été prises pour l'ingénieur directeur qui est du même rang.

Il s'agit d'un oubli selon les délégués du ministre.

Article 338

Il y a lieu de spécifier dans l'alinéa 1er en projet ce que l'on entend exactement par "travail à temps partiel" et de s'inspirer de l'article 32, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, avant sa modification par l'arrêté royal du 20 juillet 1998.

---

(1) Voir, à cet égard, l'observation générale B.

Article 342

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'auteur du projet lie le sort de l'allocation à celui du traitement du mois, alors que l'allocation entend rémunérer l'agent pour des prestations qui ne sont pas, en tant que telles, inhérentes à la fonction laquelle est couverte par le traitement.

A cet égard, le Conseil d'Etat constate que l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères ne comporte pas une disposition similaire.

S'agissant d'une disposition générale réglementant les allocations, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sort qu'entend réserver l'arrêté en projet à l'arrêté royal précité, celui-ci n'étant pas abrogé par l'article 444 du projet.

Article 344

Cette disposition s'inspire de certaines règles contenues dans l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

Cependant, le chapitre II de cet arrêté royal contient plusieurs précisions qui n'apparaissent pas dans l'arrêté en projet.

Il en est notamment ainsi de la liaison de l'allocation à l'indice des prix à la consommation ou encore de la définition des rémunérations à prendre en considération pour établir le montant de l'allocation.

L'auteur du projet doit compléter les dispositions en projet, d'autant plus qu'il abroge à l'article 444 du projet l'arrêté royal du 8 août 1983, précité.

Articles 345 et 346

Ces dispositions s'inspirent dans une large mesure de l'arrêté royal du 28 septembre 1976 accordant une allocation à certains agents des administrations de l'Etat, lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur.

A l'article 346, alinéa 2, du projet, il y a cependant lieu d'ajouter que l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures est également prise en considération pour déterminer la rémunération.

Compte tenu du fait que ces dispositions paraphrasent l'arrêté royal précité, il convient de l'abroger et de modifier en ce sens l'article 444 du projet.

Article 348

Eu égard aux principes d'égalité et de non-discrimination, il importe de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents des niveaux A et B ne bénéficient pas de l'allocation pour heures supplémentaires.

Article 350

Cette disposition laisse entendre que des heures supplémentaires accomplies pourraient ne pas être rétribuées par une décision du ministre ou de son délégué, prise sur l'avis de l'inspecteur des Finances.

Or, l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel prévoit, quant à lui, que le ministre ou son délégué décide de l'opportunité d'accomplir des prestations supplémentaires rétribuées, sur l'avis de l'inspecteur des Finances.

La nuance est importante puisque dans un cas c'est la décision d'accomplir des heures supplémentaires qui est laissée au ministre alors que dans l'autre cas c'est la décision de rémunérer de telles prestations qui lui revient.

La disposition fédérale est à cet égard plus équitable.

La disposition en projet risque au contraire de conduire à un certain arbitraire.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition en projet doit, dès lors, être revue pour s'inspirer davantage de la disposition fédérale précitée.

Article 354

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de l'alinéa 3 en projet.

Il ressort des explications données par les délégués du ministre que le terme "jointe" signifie en réalité "cumulée".

Cet alinéa sera clarifié sur ce point.

Article 356

Il convient de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents des niveaux A et B ne bénéficient pas automatiquement des allocations pour prestations de nuit, du samedi et du dimanche.

Article 357

Cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'arrêté ministériel du 4 avril 1977 octroyant une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère des Travaux publics affectés à des travaux insalubres, incommodes ou pénibles, ou chargés d'exécuter des travaux où ils peuvent éprouver des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude.

La disposition en projet ne précise cependant pas quelles seront les modalités d'octroi et de calcul de cette allocation et doit être complétée sur ces points.

Article 358

La dernière phrase du second alinéa en projet est redondante par rapport a l'alinéa 1er en projet et sera par conséquent omise.

Chapitre V

1. En tant que ce chapitre est consacré à l'allocation de bilinguisme, il est renvoyé à l'observation générale formulée à propos du statut pécuniaire en projet et plus particulièrement à l'accord de coopération du 30 mai 1994 intervenu à l'occasion du transfert du personnel de l'ancienne province de Brabant dans la mesure où celui-ci tend expressément à garantir aux membres de ce personnel le maintien de leur prime linguistique liée à l'indice de base 138,01.

2. La section de législation a examiné le 13 février 1998 (1) un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

---

(1) Avis n° L. 27.395/2

Ce projet est devenu l'arrêté du Gouvernement du 19 mars 1998 (1) que les dispositions du présent projet reproduisent purement et simplement.

La section de législation n'examinera dès lors que les dispositions pour lesquelles elle n'a pas encore épuisé sa compétence d'avis.

Article 359

1. A l'alinéa 1er, 1° et à l'alinéa 2, en projet (2), il y a lieu d'indiquer l'intitulé exact de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, à savoir :

"arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.".

2. Afin d'éviter toute divergence d'interprétation, il y a lieu d'indiquer dans l'alinéa 1er, 2°, en projet, que la connaissance écrite et orale de la deuxième langue pour les agents des services locaux situés à

---

(1) publié au Moniteur belge du 20 mai 1998.

(2) Cet article n'est pas rédigé conformément au bon usage en matière de légistique en raison de la présence de phrases incises. Il devra y être rendu conforme. En ce qui concerne les observations formulées à propos de cet article, la section de législation a suivi les subdivisions actuelles dudit article.

Bruxelles-Capitale, est celle visée par l'article 21 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

3. Le second alinéa, a), en projet doit indiquer clairement que l'examen linguistique oral visé à l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, précité, et l'examen linguistique écrit visé à l'article 8, du même arrêté, ne portent que sur une connaissance élémentaire de la deuxième langue.

Il convient également de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents du niveau A ne sont pas tous soumis au même régime sous peine de violer les articles 10 et 11 de la Constitution consacrant les principes d'égalité et de non-discrimination.

La prime linguistique leur sera en effet accordée à des conditions différentes selon qu'ils ont un grade de recrutement ou un grade de promotion.

4. Quant au second alinéa, b), en projet, sa rédaction ne traduit pas clairement quelles sont les exigences linguistiques exactement requises pour les agents des grades de promotion du niveau A.

Ainsi le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est fait référence à l'article 7 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, précité, qui met notamment en oeuvre l'article 21, § 1er, alinéa 3, des lois

coordonnées sur l’emploi des langues, précitées, lequel détermine les exigences linguistiques pour pouvoir passer l’examen d’admission lorsque le candidat a fait ses études dans une autre langue que le français ou le néerlandais et qu’il peut se prévaloir d’une équivalence de diplôme.

Tant l’examen écrit que l’examen oral, doivent vérifier dans cette hypothèse, si ce candidat connaît la langue en cause dans la même mesure que celle exigées des candidats à la même fonction ou au même emploi et qui ont reçu leur enseignement dans la langue de cette fonction ou de cet emploi.

Quant à l’article 11 de l’arrêté royal du 30 novembre 1966, visé in fine, il met en oeuvre notamment l’article 21, § 4, des lois coordonnées sur l’emploi des langues qui exige une connaissance suffisante de la deuxième langue par un examen écrit ou informatisé pour toute nomination ou promotion à une fonction qui rend son titulaire responsable, vis-à-vis de l’autorité dont il relève, du maintien de l’unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée.

Quant à l’article 12 du même arrêté du 30 novembre 1966, également visé in fine, il met en oeuvre exclusivement l’article 43, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées sur l’emploi des langues lequel concerne cette fois les agents des services centraux et non plus les agents des services locaux situés à Bruxelles-Capitale au régime desquels il est fait référence à l’alinéa 1er, 2°, en projet.

En outre, cet article 43 concerne l'admission des agents dans le cadre bilingue.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est la logique de la disposition en projet.

Elle devra en conséquence être fondamentalement repensée.

Articles 360 et 361

Ces dispositions ont déjà été examinées par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L. 27.395/2; elle a dès lors épuisé sa compétence d'avis.

Articles 362 et 363

Ces dispositions paraphrasent les articles 4, § 1er, alinéa 1er, et 8, § 1er, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Comme il a déjà été souligné sous les articles 177 à 182 du projet, ces dispositions ont été rendues applicables aux agents de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'arrêté royal du 22 mai 1996, précité. Il n'appartient dès lors pas à l'auteur du projet de se les approprier.

Elles seront en conséquence omises du projet.

Articles 364, 365 et 366

Ces dispositions reproduisent les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères.

Or, cet arrêté royal n'est pas mentionné dans la liste des arrêtés royaux que l'article 444 du projet abroge.

Il convient que l'arrêté en projet détermine le sort de cet arrêté royal.

Article 372

Cette disposition fait référence à des notions telles que "résidence effective" et "résidence administrative".

De telles notions ne sont pas définies par l'arrêté en projet mais elles le sont par l'arrêté royal du 26 mars 1965, précité, dont l'article 7bis dispose qu'il faut entendre par "résidence administrative" le lieu où l'agent exerce principalement son activité administrative.

Il est dès lors renvoyé à l'observation déjà formulée sous les articles 364, 365 et 366 du projet.

Article 374

Cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'article 12 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Cette dernière disposition précise cependant que les autorisations d'utiliser un véhicule personnel n'interviennent que dans le cadre des besoins du service.

Or, la disposition en projet n'apporte pas une telle précision et pourrait donc donner lieu à des divergences d'interprétation.

Si l'intention de l'auteur du projet est similaire à celle qui se dégage de la disposition fédérale précitée, il convient d'apporter cette précision à la disposition en projet.

Article 377

Cette disposition du projet prévoit que "l'indemnité kilométrique est fixée en exécution de l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 fixant la réglementation générale en matière des frais de parcours et de tous les arrêtés qui le modifient".

L'article 444 du projet abroge cet arrêté royal, à l'exception de l'article 13.

Dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, il est cependant préférable que l'arrêté en projet contienne également une telle disposition.

Article 381

Cette disposition prévoit que :

> "L'indemnité pour frais de séjour à l'intérieur du pays est fixée conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et de tous les arrêtés qui le modifieraient.".

Comme il a déjà été souligné sous l'article 377 du projet, il est préférable, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, qu'un texte unique règle de telles questions.

Le projet doit être complété en ce sens.

En outre, il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce qu'en ayant recours à la technique de la réglementation par référence, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est tributaire des décisions prises par l'autorité fédérale en cette matière.

Article 382

Au second alinéa en projet, il y a lieu, si possible, de spécifier ce que l'on entend par "les cas exceptionnels".

Articles 383, 384, 385 et 386

Ces dispositions s'inspirent largement de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

L'article 444 du projet n'abroge pas l'arrêté royal en question.

Il est souhaitable ici aussi que l'arrêté en projet détermine le sort qu'il convient de réserver à cet arrêté royal plutôt que de laisser subsister des dispositions identiques.

Article 390

L'alinéa 2 en projet manque de clarté.

Quel est le sort réservé à l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel ?

Doit-on considérer que les deux tirets sont des conditions cumulatives ?

Enfin, qu'en est-il du remboursement pour des parcours d'une distance supérieure à cinq kilomètres ?

La disposition en projet doit être fondamentalement revue.

Article 393

A l'alinéa 1er, il convient d'insérer le mot "outre" entre les mots "attachées" et "le logement".

Article 398

Cette disposition n'envisage pas l'hypothèse du remplacement du concierge par une personne de l'administration. Qu'en est-il exactement ?

Article 399

Dans la mesure où la volonté de l'auteur du projet est d'intégrer dans l'arrêté en projet toutes les réglementations touchant au statut pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il serait logique d'y insérer également les dispositions de l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des

ministères. Ainsi, le Gouvernement déterminera lui-même les modifications dans le temps qu'il convient d'apporter à ce régime.

L'arrêté en projet doit être complété sur ce point et prévoir l'abrogation dudit arrêté royal.

Article 400

1. Lorsque cette disposition définit ce qu'il y a lieu de comprendre par "prestations complètes", elle s'inspire de l'article 2, § 1er, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.

Les dispositions en projet restent cependant silencieuses sur le sort qu'il convient de réserver à cet arrêté royal.

A cet égard, il est rappelé à l'auteur du projet qu'en vertu de l'article 56 de l'arrêté royal fixant les principes généraux, l'agent a au moins droit à une rétribution annuelle conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 précité.

Ceci signifie que les entités fédérées ne peuvent que renforcer un tel régime par des dispositions plus favorables aux agents. En aucun cas, elles ne peuvent réduire ce minimum acquis.

2. En vertu de l'alinéa 2 en projet, l'interruption est présumée ne pas être volontaire dans le chef de l'agent lorsque celui-ci a déjà été nommé précédemment à titre définitif dans un organisme d'intérêt public relevant de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective l'auteur du projet ne prend pas également en compte les organismes d'intérêt public relevant d'autres pouvoirs.

Faute de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement au regard des principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination, cette différence de traitement doit être supprimée.

Article 403

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la compatibilité d'une telle disposition avec celles de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitées, qui garantissent aux agents transférés dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale leurs anciennetés administrative et pécuniaire.

Ainsi, pourquoi ne prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau, que les services effectifs prestés "auprès d'un organisme public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale, de la

Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande et de la Commission communautaire commune" alors que parmi les membres du personnel du Ministère, certains ont commencé leur carrière statutaire dans la fonction publique fédérale ou au sein de l'ancienne province de Brabant ?

Il ressort des explications fournies par les délégués du ministre que la disposition en projet ne vaut en réalité que pour les nouveaux agents.

Il importe dès lors d'intégrer dans le projet une disposition qui fasse clairement ressortir que les agents qui ont été transférés à la Région de Bruxelles-Capitale conservent le bénéfice de leur ancienneté administrative.

En outre, il est à noter que pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, l'article 407, § 1er, du projet, prend en considération les services effectifs prestés auprès de différentes fonctions publiques.

Il convient dès lors de pouvoir justifier objectivement pour quelle raison seuls les services effectifs prestés "auprès d'un organisme public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande et de la Commission communautaire commune", peuvent être pris en considération pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau.

Article 406

Cette disposition doit préciser de quelle ancienneté il est question.

Article 407

1. Cette disposition reproduit pour l'essentiel l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères que l'arrêté en projet abroge.

Toutefois, la disposition en projet ne prend pas en considération, pour une durée maximum de deux ans, les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur cette omission.

Selon les délégués du ministre, il convient de se reporter au paragraphe 1er, alinéa 1er, en projet qui prévoit que l'on prend en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire les "services effectifs que l'agent a prestés à quelque titre que ce soit, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles".

Il semble donc que les prestations complètes d'un chômeur mis au travail soient visées par cette disposition du projet.

Toutefois, afin d'éviter des divergences d'interprétation, il importe que la disposition en projet soit complétée en visant expressément les prestations du chômeur mis au travail.

Le paragraphe 2 en projet créée une discrimination entre les agents venant du secteur privé en ce que seuls ceux ayant travaillé dans les liens d'un contrat de travail, pourront bénéficier d'une prise en considération de ces prestations au moment du calcul de leur ancienneté pécuniaire. Quant aux personnes ayant eu une activité professionnelle en tant qu'indépendants, elles ne pourront se prévaloir de ces prestations pour le calcul de leur ancienneté pécuniaire.

Il y a lieu de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement.

Article 408

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de cette disposition.

Il ressort des explications des délégués du ministre que cette disposition est superflue par rapport à l'article 407, § 1er, du projet et doit en conséquence être omise.

Article 410

Par rapport à l'observation formulée sous l'article 403 du projet à propos de l'ancienneté administrative, le second alinéa en projet semble plus conforme aux dispositions de la loi spéciale du 12 janvier 1989, précitée, en prévoyant que l'ancienneté pécuniaire obtenue par un agent transféré au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, lui reste acquise et ce, quelque soit le mode de calcul de l'ancienneté en vigueur au sein de son service d'origine.

Article 412

Cette disposition prévoit que :

> "Si le grade à considérer diffère manifestement des grades existant au ministère, l'ancienneté est déterminée par le ministre sur la base d'un grade équivalent du ministère.".

Il serait utile de prévoir que l'ancienneté pécuniaire est alors déterminée par le ministre dans le respect de l'article 410, alinéa 2, du projet.

IV. QUANT AUX DISPOSITIONS D'INSERTION, ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

REMARQUE PREALABLE

Interrogés sur le sens qu'il convenait de donner à la notion de "dispositions d'insertion", les délégués du ministre ont expliqué que, selon eux, il s'agissait plutôt de dispositions ponctuelles alors que les dispositions transitoires peuvent avoir des effets dans le temps à plus long terme.

Selon les règles de légistique formelle (1), les dispositions transitoires sont celles qui aménagent le passage d'un régime antérieur à un régime nouveau.

La nécessité de dispositions transitoires s'appréciera au regard de l'effet des règles nouvelles sur les situations de droit existantes. L'évolution de ces situations de droit doit pouvoir garder, dans le chef des intéressés, un degré satisfaisant de prévisibilité. Il faut également garantir, dans de nombreux cas, le maintien des droits acquis.

Dans ces circonstances, des dispositions transitoires peuvent être indispensables.

---

(1) Voir en ce sens "légistique formelle, recommandations et formules", version 1998, p. 55 (site Internet http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Lforf1.pdf).

La plupart des dispositions qui sont dans le projet qualifiées de dispositions "d'insertion" sont de véritables dispositions transitoires dans la mesure où elles tendent à assurer une certaine continuité dans le passage d'un régime statutaire à un autre.

Cette notion de dispositions "d'insertion" n'ayant pas un contenu juridique spécifique, il est recommandé de s'en tenir à l'expression "dispositions transitoires".

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Chapitre premier

Il est proposé de remplacer l'intitulé du chapitre premier par l'intitulé suivant :

"Chapitre Premier. De la conversion des anciens grades dans les nouveaux grades.".

Article 413

Afin d'éviter tout problème d'interprétation, il est utile d'insérer entre les mots "attribués" et "aux agents titulaires", le mot "respectivement".

Article 414 et annexe III

Cette disposition réalise la conversion des anciens grades dans les nouveaux.

Par rapport à cette conversion, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sort de certains anciens grades et sur l'origine de certains nouveaux grades.

A cet égard, le Conseil d'Etat invite l'auteur du projet à comparer soigneusement l'annexe III du projet avec, d'une part, l'annexe I de l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, avec les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 fixant le cadre organique du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Enfin, il sera également tenu compte de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale qui a parfois créé des grades sans nécessairement modifier le cadre organique ou le classement hiérarchique des grades.

1° Dans le niveau 1 devenant le niveau A

Ainsi, que devient le grade de directeur d'administration qui apparaît dans le niveau 1, au rang 15 dans la

hiérarchie des grades telle qu'elle est établie dans l'annexe I de l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ?

Si la volonté de l'auteur du projet est de supprimer ce grade et de le convertir, il y aurait lieu de compléter en ce sens l'annexe III du projet.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'origine du grade de premier conseiller juridique.

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'en réalité ce grade n'existe pas en tant que tel; il suffit de maintenir le grade de premier conseiller.

Que devient le grade d'architecte principal chef de service qui appartient au niveau 1, rang 12 ?

Selon les délégués du ministre, il convient de corriger l'annexe III du projet en remplaçant dans la colonne de gauche les termes "architecte-chef de service" par les termes "architecte principal chef de service".

Pour ce qui concerne le grade d'informaticien, celui-ci a été créé par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, tel qu'il a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 26 mai 1994.

Le même arrêté a également créé les grades d'expert informaticien (Rang 13) et d'informaticien-directeur (rang 14).

Quel est le sort réservé à ces derniers grades, l'annexe III du projet ne faisant plus référence qu'au grade d'informaticien ?

De l'avis des délégués du ministre, il s'agit d'un oubli de sorte que l'annexe III doit être complétée afin d'y insérer ces grades.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'origine des grades de conseiller économique et d'inspecteur principal.

Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, le grade de conseiller économique est consacré par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 fixant le cadre organique du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. En conséquence, ce grade doit être converti.

A propos de cet arrêté du Gouvernement, le Conseil d'Etat estime qu'il doit également être abrogé par l'article 445 du projet.

Quant au grade d'inspecteur principal, il n'apparaît pas en tant que tel dans l'arrêté du Gouvernement fixant le cadre organique du ministère. Par contre, le grade d'inspecteur y est consacré.

De l'avis des délégués du ministre, il y a lieu de corriger l'annexe III du projet en remplaçant dans la colonne de gauche les termes "inspecteur principal" par le terme "inspecteur".

2° Dans le niveau 2+ devenant le niveau B

Que deviennent les grades d'expert (rang 26), d'expert principal (rang 27) et d'expert en chef (rang 28) qui ont été créés par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, tel qu'il a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 26 mai 1994 ?

Selon les délégués du ministre, il s'agit d'un oubli. Ces grades doivent en conséquence être intégrés dans l'annexe III du projet.

3° Dans le niveau 2 devenant le niveau C

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'origine des grades d'opérateur topographe et d'inspecteur adjoint principal.

Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, ces grades sont consacrés uniquement dans le cadre organique.

Par ailleurs, que deviennent les grades d'assistant traducteur en chef (rang 25), d'assistant traducteur principal (rang 24) et d'assistant traducteur (rang 22) qui ont été créés par l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ?

De l'avis des délégués du ministre, il s'agit d'un oubli. Ces grades seront en conséquence intégrés dans l'annexe III du projet.

La même question se pose pour les grades d'infirmier gradué principal (rang 24), d'infirmier gradué de 1ère classe (rang 23) et d'infirmier gradué (rang 22). Bien que ces grades aient été supprimés par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, ils ne l'ont pas été dans l'arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Une remarque similaire peut être faite pour les grades de géomètre expert immobilier de 1ère classe et d'assistant social de 1ère classe qui ont été supprimés par l'arrêté du Gouvernement du 26 mai 1994, précité, mais qui n'ont pas disparu de l'arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1993, précité.

Selon les délégués du ministre, il y a eu une modification implicite de l'arrêté relatif au classement hiérarchique.

Une telle façon de faire est critiquable au regard de la sécurité juridique et doit être évitée pour l'avenir.

4° Dans le niveau 3 devenant le niveau D

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'origine des grades de peintre lettreur, de chef d'atelier de troisième classe, d'agent des finances et d'agent principal des finances.

En ce qui concerne le grade de peintre lettreur, celui-ci figure dans l'arrêté du Gouvernement fixant le cadre organique.

Cependant l'article 4 de cet arrêté indique que cet emploi est remplacé par l'emploi de commis dactylographe-chef au départ de son titulaire.

Avant de reprendre un tel grade dans la colonne de gauche de l'annexe III du projet, il convient dès lors de s'assurer que le grade subsiste actuellement parce que son titulaire est toujours en fonction.

Pour le grade de chef d'atelier de troisième classe, le cadre organique ne consacre que le grade de chef d'atelier de première classe.

Selon les délégués du ministre, il s'agit d'une erreur; il convient, dès lors, de supprimer dans la colonne de gauche de l'annexe III du projet les termes "chef d'atelier de troisième classe".

Enfin, pour les grades d'agent des finances et d'agent principal des finances, ils sont mentionnés dans l'arrêté du Gouvernement fixant le cadre organique.

Cependant, l'article 5 de cet arrêté dispose que ces emplois sont remplacés au départ de leur titulaire, par un emploi de commis-chef et un emploi de commis dactylographe-chef.

Ici aussi, il y aurait lieu de faire cette vérification.

5° Dans le niveau 4 devenant le niveau E

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'origine du grade de chef gardien.

De l'avis des délégués du ministre, les titulaires de ce grade ont tous été transférés vers des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment vers l'Institut bruxellois de gestion de l'environnement.

Ce grade ne devrait donc pas être mentionné dans l'annexe III du projet.

Par ailleurs, que deviennent les grades d'agent en chef des voies navigables (rang 44), d'ouvrier en chef des voies navigables (rang 44), d'ouvrier qualifié des voies navigables (rang 43) et d'agent des voies navigables (rang 43) ?

De l'avis des délégués du ministre, les titulaires de ces grades n'ont pas tous été transférés vers un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, ces grades devraient également figurer dans l'annexe III du projet.

Enfin, il ressort des informations fournies par les délégués du ministre que certains grades de l'ancienne Province de Brabant ont été oubliés.

Il en est notamment ainsi du grade d'analyste de programmation ainsi que celui de programmeur.

Selon les délégués du ministre, ces grades devraient être convertis en adjoint dans le niveau C.

Il est rappelé à l'auteur du projet qu'en vertu de l'accord de coopération du 30 mai 1994, les agents de l'ancienne Province de Brabant bénéficient de droits acquis et conservent notamment leur grade.

Article 416

De l'avis des délégués du ministre, la référence faite à l'annexe III du projet à l'alinéa 1er en projet, est une erreur.

Il conviendrait, en effet, de faire référence à l'annexe IV du projet qui, selon eux, contient les grades supprimés.

A vrai dire, le Conseil d'Etat s'interroge sur la réelle portée de cette annexe car si l'on compare sa colonne de gauche avec celle de l'annexe III, les grades supprimés sont moins nombreux que les grades convertis.

Or, de l'avis des délégués du ministre tous les grades existants doivent être convertis à l'exception du grade d'administrateur général adjoint qui est maintenu jusqu'au départ de son titulaire, comme l'indique l'article 416 du projet.

Il y a lieu dès lors de revoir fondamentalement la portée de cette annexe IV du projet.

Article 418

Cette disposition a un caractère transitoire et doit dès lors figurer parmi les dispositions transitoires du projet.

L’alinéa 1er en projet sera rédigé de la manière suivante :

"Art. ... . Par dérogation à l'article 66, sont dispensés de remplir les conditions relatives à la détention du brevet de management pour se porter candidat à un emploi d'encadrement du rang A2 ou à un emploi de rang A3, ... (la suite du texte en projet)".

Outre l'observation déjà formulée sous l'article 66 du projet, à l’alinéa 2 du texte examiné mieux vaut écrire que "cette dérogation est d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement qui fixera les modalités d'octroi du brevet en management".

Toujours à l’alinéa 2, dans le souci d'éviter tout arbitraire, il convient de préciser sur la base de quels critères le conseil supérieur va devoir apprécier l'aptitude des agents concernés à exercer une fonction de management.

L’alinéa 3 en projet signifie-t-il que les agents qui ont obtenu une appréciation favorable de la part du conseil de direction après avoir consulté un collège d'experts, sont dispensés de l'avis du Conseil supérieur ?

De l'avis des délégués du ministre, cette interprétation du texte est correcte. Elle doit mieux résulter du texte.

Chapitre II

L'intitulé de ce chapitre serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Chapitre II De l'attribution des mandats".

Ce chapitre contient également plusieurs dispositions qui sont en réalité des dispositions transitoires. Mieux vaut les grouper avec les autres dispositions du projet qui ont ce caractère transitoire.

Article 420

Cette disposition laisse entendre que les fonctionnaires généraux visés à l'article 413 du projet, c'est-à-dire le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et le directeur général, doivent se porter candidats pour pouvoir détenir les futurs mandats correspondants à ces fonctions.

Or, l'article 413 du projet attribue directement à ces fonctionnaires généraux les emplois de secrétaire général, de secrétaire général adjoint et de directeur général. La conversion est automatique.

Qu'en sera-t-il s'ils ne devaient pas se porter candidats alors qu'ils sont titulaires des grades donnant lieu à l'exercice de fonctions par mandat ?

Que deviendront les fonctionnaires généraux actuellement titulaires des grades de secrétaire général, de secrétaire général adjoint et de directeur général s'ils ne sont plus renouvelés dans leur mandat parce qu'ils n'ont pas obtenu une évaluation positive du Conseil supérieur ?

Il ressort des explications données par les délégués du ministre que les secrétaires généraux actuels ainsi que les directeurs généraux devront poser leur candidature pour les mandats.

Normalement, ils le feront tous. Cependant, si cela ne devait pas être le cas, il y aurait lieu de spécifier dans l'arrêté en projet quel sera le sort de ces agents qui ne pourront plus exercer toutes les prérogatives liées à leurs fonctions. La même réponse a été donnée pour le cas où ils ne seraient plus renouvelés dans leur mandat. Les dispositions en projet doivent être plus explicites à cet égard et prévoir notamment que c'est le titulaire du mandat qui a toutes les prérogatives attachées au grade de secrétaire général, de secrétaire général adjoint ou de directeur général.

Il convient en parallèle d'organiser une réaffectation de l'agent titulaire de l'un de ces grades qui n'exerce pas un mandat.

Articles 421 et 422

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelles sont les raisons objectives qui justifient que le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et les directeurs généraux

sont réputés détenir le brevet de management alors que le directeur-chef de service est dispensé de cette obligation tant que le Gouvernement n'aura pas déterminé les modalités d'octroi de ces brevets.

Il y a là une différence de traitement qui doit pouvoir être justifiée objectivement.

Selon les délégués du ministre, l'intention n'est pas de créer une discrimination entre ces différentes catégories d'agent.

En conséquence, il convient de remplacer à l'article 421 du projet les termes "sont censés" par les termes "sont dispensés de".

Chapitre III

Les dispositions de ce chapitre ont également un caractère transitoire et doivent en conséquence être insérées parmi les dispositions transitoires du projet.

Il est proposé de rédiger l'intitulé de ce chapitre de la manière suivante :

"Chapitre III De l'attribution des mentions en matière d'évaluation.".

Article 423

Il y a lieu de préciser que ces mentions d'évaluation sont attribuées au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Par ailleurs, comme ont convenu les délégués du ministre, cette disposition doit être complétée pour tenir compte de la situation des agents qui, à ce jour, n'ont pas encore été évalués.

Il en est notamment ainsi des agents du niveau 4 et des agents du niveau 1, à partir du rang 13.

Article 426

Il y a lieu de préciser que c'est au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté que les agents titulaires d'un grade de recrutement des niveaux 1, 2, 3 et 4 bénéficieront des nouvelles échelles de traitement de la "carrière fonctionnelle".

Comme l’ont indiqué les délégués du ministre, cette disposition doit également prendre en considération les échelles de traitement 111, 112 et 113 qui sont attribuées aux ingénieurs en vertu de l’article 327 du projet.

Article 427

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de la notion "ensemble contingenté" et s'interroge dès lors sur le sens de cette disposition.

Il ressort des explications données par les délégués du ministre que cette notion est actuellement définie à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il s'agit d'un ensemble d'emplois de grades et de rangs différents d'un même niveau, au sein duquel les avancements d'un grade à l'autre peuvent être conférés sans qu'une déclaration de vacance d'emploi ne soit requise, en respectant les exigences d'ancienneté et d'évaluation fixées par le statut et en ne dépassant pas le quota d'emplois réservé à chaque grade et rang successifs.

Ainsi, en vertu de l'article 13 du même arrêté, les grades correspondant aux rangs 10, 11 et 12 constituent chaque fois un ensemble.

Toutefois, de l'avis des délégués du ministre cette notion n'est pas utile dans le cas d'espèce et pourrait être omise.

2. Cette disposition sera également complétée pour tenir compte des échelles de traitement 112 et 113 pour la "carrière fonctionnelle" des ingénieurs.

Article 428

Il convient de préciser qu'il s'agit des titulaires du grade de premier conseiller de rang 14 devenant titulaires du grade de directeur de rang A3 qui bénéficient de l'échelle de traitement A310.

Articles 429 et 430

Ces dispositions manquent de clarté et doivent être plus explicites notamment par rapport à la priorité qui est accordée aux agents titulaires d'un grade de promotion des rangs 34 et 44.

Article 431

Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, cette disposition doit être complétée par un alinéa 2 nouveau, rédigé comme suit :

"Les titulaires d'un grade du rang 25 qui détiennent un diplôme ou un certificat d'études donnant accès au niveau B sont nommés de plein droit au grade d'assistant au rang B1.".

L’alinéa 2 en projet deviendra l’alinéa 1er de l’article 432 du projet.

Article 439

Au 2° en projet, il y a lieu de viser les "articles 66 et 67" du projet au lieu de l’article 65.

Articles 440,441 et 442

La plupart de ces dispositions prévoient que les titulaires d’une carrière plane "sont insérés dans la "carrière fonctionnelle" de leur niveau".

Le Conseil d’Etat se demande si cette disposition a pour effet de mettre fin à la carrière plane et de lui substituer la "carrière fonctionnelle".

Comme en ont convenu les délégués du ministre, telle est bien l’intention de l’auteur du projet.

La disposition doit cependant être plus clairement rédigée.

Par ailleurs, le Conseil d’Etat se demande si ces dispositions ne doivent pas être complétées pour tenir compte de certains grades du niveau 4 qui bénéficient de la carrière plane.

Articles 444 et 445.

Ces deux dispositions abrogatoires appellent les observations suivantes :

1. Il convient de viser toutes les modifications expresses et encore en vigueur, qui ont été apportées aux textes que les dispositions en projet entendent abroger.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'en ce qui concerne les arrêtés royaux restés d'application aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en vertu de l'article 64 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, il n'y a toutefois pas lieu de prendre en considération les modifications apportées par le Roi à partir du 7 mars 1992 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixant les principes généraux), à cette date, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant seul compétence pour modifier les dispositions statutaires applicables à ses agents.

2. Certains textes ont déjà fait l'objet d'une abrogation :

- L'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, a été abrogé par l'article 60 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. Certes, l'article 61 de

l’arrêté du 8 juillet 1993 a maintenu en application, à titre transitoire, les articles 1er à 20 de l’arrêté royal du 7 août 1939 précité. Toutefois, ces mesures transitoires ne trouvent plus à s’appliquer par suite de l’abrogation de l’arrêté du 8 juillet 1993 par le texte en projet, et l’abrogation prévue par l’article 60 précité devient dès lors effective.

- L’arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l’Etat a été abrogé par l’article 62, alinéa 1er, de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l’évaluation des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. Certes, l’alinéa 2 de cette même disposition maintient en application certaines dispositions de l’arrêté royal du 20 juillet 1964 précité (1). Mais l’abrogation de l’arrêté du 8 juillet 1993 par le texte en projet, a pour conséquence que ces dispositions ne trouvent plus à s’appliquer.

---

(1) Il s’agit de l’article 10, "tel qu’il a été modifié par l’article 2 de l’arrêté royal du 15 mars 1993" qui a modifié l’arrêté royal du 20 juillet 1964, et des articles 16 et 21. En ce qui concerne l’article 10, il s’agit en quelque sorte d’une nouvelle disposition applicable aux agents de la Région de Bruxelles-Capitale, puisque les modifications apportées par l’arrêté royal du 15 mars 1993 ne s’appliquent pas aux entités fédérées et que seul l’article 62, alinéa 2, précité a pu en étendre le champ d’application aux agents de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. Certains arrêtés royaux ne sont pas abrogés dans leur totalité. Il en est ainsi :

- de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, dont les articles 7, 8, 9, 14 et 15 sont maintenus;

- de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, dont l'article 13 et l'annexe à laquelle il renvoie sont maintenus.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, il est préférable, dans un souci de sécurité juridique, d'intégrer le texte des dispositions visées ci-dessus dans le texte en projet et d'abroger sans réserve lesdits arrêtés (1).

4. En ce qui concerne les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui sont également applicables aux organismes d'intérêt public de la Région de

---

(1) Il est à noter qu'en ce qui concerne les fonctionnaires fédéraux, l'arrêté royal du 1er juin 1964 précité a été abrogé par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Bruxelles-Capitale (1), le texte en projet prévoit les restrictions suivantes quant à leur abrogation : "en ce qui concerne les agents" ou "pour ce qui concerne le ministère (uniquement)".

De l'accord des délégués du ministre, il est proposé de supprimer ces restrictions dans l'article 445 en projet et de compléter l'article 447 qui prévoit que les arrêtés royaux abrogés par l'article 444 restent d'application aux organismes d'intérêt public bruxellois aussi longtemps que le Gouvernement n'a pas arrêté leur statut administratif et pécuniaire, afin de viser également les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

5. L'article 445 en projet abroge, outre des arrêtés réglementaires,

- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 1994 portant désignation des membres

---

(1) Il s'agit de :
- l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 1993 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 3 et 4 du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;
- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

de la Chambre de Recours du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 1996 désignant l'agent chargé de la haute direction du stage des candidats de niveau 1;

- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 1996 portant désignation des membres de la commission des stages du niveau 1 créée auprès du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ces trois arrêtés n'ayant pas de portée réglementaire, il est plus correct de les abroger dans une disposition autonome.

Par ailleurs, étant donné que la commission des stages du niveau I et la chambre de recours restent compétentes jusqu'à ce que les membres des organes visés aux articles 18 et 290 de l'arrêté en projet (voir les articles 449 et 450 du projet), soient désignés, il convient plutôt, ainsi qu'en ont convenu les délégués du ministre, d'abroger ces arrêtés respectivement dans les arrêtés qui désigneront les membres des nouveaux organes chargés de leur succéder.

6. Dès lors que la Région de Bruxelles-Capitale entend adopter un nouveau statut administratif et pécuniaire pour ses agents, statut qui englobe quasi toutes les dispositions jusqu'alors reprises dans un très grand nombre de textes réglementaires, on peut s'interroger sur le risque

d’insécurité juridique engendré, d’une part, par l’abrogation de la grande majorité des dispositions existantes et, d’autre part, par le maintien dans l’ordonnancement juridique bruxellois, de quelques arrêtés royaux épars dont l’application deviendra de plus ou plus difficile ou aléatoire.

En effet, compte tenu des modifications de plus en plus nombreuses que le Roi pourrait apporter à ces arrêtés royaux, la détermination du texte effectivement applicable aux agents de la Région de Bruxelles-Capitale sera de moins en moins aisée, et les risques de discordance entre ces dispositions et le statut bruxellois même, seront de plus en plus importants surtout quand celui-ci s’en inspire, les paraphrase ou ne les évoque que partiellement.

Il en est ainsi de :

- l’arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics (voir l’article 33 du texte en projet);

- l’arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères (voir les articles 380 à 386 du texte en projet);

- l’arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères (voir les articles 340 à 343 et 364 à 366);

- l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères (voir l'article 399 du texte en projet);

- l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat (voir les articles 163 à 168 et 209 à 212) (1);

- l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères (voir l'article 400 du texte en projet);

- l'arrêté royal du 28 septembre 1976 accordant une allocation à certains agents des administrations de l'Etat lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur (voir les articles 345 et 346) (2).

---

(1) Il est à noter qu'en ce qui concerne les fonctionnaires fédéraux, cet arrêté royal du 13 novembre 1967 a été abrogé par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

(2) En ce qui concerne l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation, il y a lieu de noter qu'il a été abrogé par l'arrêté royal du 8 août 1991 concernant l'accueil et la formation. Ce dernier arrêté prévoyait, en son article 16, qu'il n'était pas applicable aux agents des services des Exécutifs des Communautés et des Régions et du Collège réuni de la Commission communautaire commune et que l'arrêté royal du 18 novembre 1982 leur restait applicable. Toutefois, le Conseil d'Etat a, par arrêt n° 49.147 du 21 septembre 1994, annulé l'article 16 de l'arrêté royal du 8 août 1991. Ce sont donc bien les articles

Ainsi, dans la même logique que ce qui a été dit sous le 3°, il est suggéré d'intégrer le texte des dispositions visées ci-dessus dans le texte en projet et d'abroger sans réserve lesdits arrêtés.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de compléter l'énumération des abrogations pour tenir compte de la remarque formulée sous le point 6, les articles 444 et 445 seront rédigées comme suit :

"Art. 444. Sont abrogés en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale :

1° l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 28 août 1967, par les arrêtés royaux du 13 novembre 1967, par les arrêtés royaux des 18 avril 1969, 17 septembre 1969, 10 mars 1971, 13 septembre 1972, 26 mai 1975, 1er août 1975, 4 décembre 1975, 5 avril 1976, 12 août 1981, 10 septembre 1981, 16 novembre 1981, 18 novembre 1982, 30 mars 1983, 22 février 1985, 25 février 1985, par les arrêtés royaux du 1er mars 1985, par les arrêtés royaux des 24 mai 1985, 3 juillet 1985, 28 février 1986, 21 janvier 1987, 13 juillet 1987, par l'arrêt n° 28.582 du Conseil d'Etat du 13 octobre 1987, par les arrêtés royaux des 2 février 1988, 28 octobre 1988, par les arrêtés royaux du 10 mars 1989, par les arrêtés royaux

---

1er à 15 qui s'appliquent actuellement à la Région de Bruxelles-Capitale, que le texte en projet entend abroger.

des 12 novembre 1990, 20 novembre 1990, 27 décembre 1990, 16 avril 1991, 25 octobre 1991, 6 novembre 1991 et 21 novembre 1991, par les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale des 11 février 1993, 10 mars 1993 et 8 juillet 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997;

2° l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 14 décembre 1970, 23 septembre 1971, 31 janvier 1977, 4 juillet 1979, 25 avril 1980, 12 août 1981, 28 février 1986, 31 mai 1988, 28 octobre 1988, 20 mars 1989, 16 octobre 1989, 19 septembre 1990, 13 novembre 1990, 31 juillet 1991 et 18 novembre 1991;

3° l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, modifié par les arrêtés royaux des 5novembre 1951, 30 août 1954, 11 décembre 1970, 11 août 1976 et 30 novembre 1979;

4° l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

5° l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1968, 7 mars 1977, 24 novembre 1978, 22 janvier 1979, 27 juillet

1981, 16 novembre 1981, 30 mars 1983, 31 décembre 1984, 18 février 1985, 3 juillet 1985, 26 août 1987, 1er octobre 1987, 2 octobre 1989, 27 mars 1990, 19 juillet 1990, 25 octobre 1990, 18 septembre 1991, 10 octobre 1991, 6 novembre 1991 et 14 février 1992;

6° l'arrêté royal du 1er juin 1964 portant des dispositions particulières relatives à la position de disponibilité des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 13 novembre 1967 et par l'arrêté royal du 14 décembre 1970;

7° l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 17 novembre 1969, 6 septembre 1971, 10 juillet 1972, 29 juin 1973, 6 août 1974, 27 octobre 1975, 13 septembre 1976, 14 septembre 1976, 11 février 1977, 22 mai 1978, 3 septembre 1979, 12 août 1981, 18 mai 1983, 19 mars 1985, 7 mars 1989, 18 décembre 1989, 21 décembre 1990, et 16 septembre 1991;

8° l'arrêté royal du 12 octobre 1964 fixant la rétribution des personnes qui prêtent leur concours à la formation et au perfectionnement du personnel de l'Etat;

9° l'arrêté royal du 11 janvier 1965 fixant le mode de désignation et la rétribution des chefs d'équipe dans les services de la dactylographie;

10° l’arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l’arrêté royal du 12 décembre 1984 et par l’arrêté ministériel du 12 décembre 1984;

11° l’arrêté royal du 29 avril 1965 relatif à la valorisation des avantages en nature octroyés aux concierges des divers ministères et des établissements ressortissant à ces ministères, modifié par l’arrêté royal du 28 février 1979;

12° l’arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l’Etat chargés d’une mission, modifié par les arrêtés royaux des 2 décembre 1971, 2 avril 1979 et 19 septembre 1991;

13° l’arrêté royal du 14 février 1968 portant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l’Etat, titulaires de grade de conducteur, d’ingénieur technicien ou de certains grades de personnel de contrôle et de surveillance des travaux, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 12 septembre 1974 et 16 novembre 1979;

14° l’arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l’octroi d’un congé et d’une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l’Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15avril 1976, 3 décembre 1987 et 6 novembre 1991;

15° l’arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, modifié par les arrêtés royaux des 2 juin 1975, 5 décembre 1978, 30 mars 1983, par l’arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984, par les arrêtés royaux des 27 juillet 1989, 13 décembre 1989, 7 août 1991, 6 novembre 1991 et 18 novembre 1991 et par l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994;

16° l’arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs Ministères, modifié par l’arrêté royal du 4 janvier 1974 et par l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994;

17° l’arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, modifié par les arrêtés royaux des 23 janvier 1981 et 16 avril 1991;

18° l’arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, modifié par les arrêtés royaux des 7 mars 1977, 27 juillet 1981, 16 novembre 1981 et 25 octobre 1990;

19° l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 10 septembre 1981, 7 août 1991 et 6 novembre 1991;

20° l'arrêté royal du 11 février 1977 relatif à l'octroi de l'échelle de traitement de sélectionné à des agents de certains ministères;

21° l'arrêté royal du 31 juillet 1978 réglant l'octroi d'une allocation de remplacement du concierge pendant la durée du congé annuel de vacances aux personnes étrangères à l'Administration;

22° l'arrêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat titulaires d'un grade de la carrière d'architecte;

23° l'arrêté royal du 16 novembre 1979 fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents des administrations de l'Etat, titulaires d'un grade de la carrière d'ingénieur industriel, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1984;

24° l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 20 février 1989 et 6 novembre 1991;

25° l'arrêté royal du 8 août 1991 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat.".

Art. 445. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du 19 mars 1998;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés des 9 novembre 1993, 26 mai 1994, 27avril 1995, 4 décembre 1997 et 19 novembre 1998;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés des 26 mai 1994 et 27 avril 1995;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 1993 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 3 et 4 du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

5° l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 janvier 1994 fixant les modalités selon lesquelles des agents qui ne relèvent pas de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent être nommés au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

6° l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 janvier 1994 instituant la Chambre de Recours de Bruxelles-Capitale du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et fixant sa composition;

7° l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du ministère et des organismes d’intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l’arrêté du 22 octobre 1998;

8° l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 janvier 1996 instituant le congé politique pour les membres du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.".

Article 447

Compte tenu de la quatrième remarque formulée sous les articles 444 et 445, il est proposé de rédiger comme suit l’article 447 :

"Art. 447. Les arrêtés royaux et les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale abrogés en vertu des articles 444 et 445, qui sont d'application aux organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale restent en vigueur tant que le Gouvernement n'a pas fixé le statut administratif et pécuniaire des agents de ces organismes.".

Article 448

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact des dérogations prévues par cette disposition.

Il y a lieu d'être plus précis.

Il convient également de noter qu'en vertu de l'article 444 du projet, l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, est abrogé sans aucune réserve quant à l'article 41.

Article 450

Cette disposition sera rédigée de la manière suivante :

"Art. 450. La chambre de recours qui est en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui connaît des recours en matière disciplinaire, reste compétente ... (la suite du texte en projet).".

Article 451

Pour ce qui concerne l'influence de l'évaluation sur les échelles de traitement, il est fait référence aux observations formulées sous les articles 139 et suivants du projet.

Il convient de remplacer les termes "au moment de l'insertion" par les termes "dans leur ancien grade".

Article 457

Il y a lieu de viser avec précision les dispositions réglementaires auxquelles il est fait référence.

Le second alinéa en projet est trop vague. Il ne précise notamment pas dans quelles conditions l'agent, soit conserve sa dispense, soit l'obtient conformément aux articles 100 ou 104 du projet.

Article 458

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 358 du projet.

Article 459

Sur un plan formel, l’arrêté en projet est divisé non pas en parties mais bien en livres.

Il est souhaitable, dans un souci de sécurité juridique et notamment pour préserver la continuité du régime statutaire applicable aux agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, que l’ensemble des dispositions en projet puissent entrer en vigueur en même temps.

Si cela ne devait toutefois pas être possible, il conviendrait d’identifier clairement les dispositions dont l’entrée en vigueur serait différée.

Aan de Raad van State worden hoe langer hoe minder teksten ter fine van advies voorgelegd waarvan de kwaliteit op redactioneel vlak zo in het oog springt als dit ontwerp.

Die kwaliteiten behoren te worden onderstreept; de taak van de Raad van State en meer bepaald van de auditeur-rapporteur is daardoor zeer vergemakkelijkt.

I. VERSLAG AAN DE REGERING EN AANHEF

1. Noodzakelijkheid van een verslag aan de Regering

Wanneer een Regering een dermate aanzienlijke hervorming opzet als het opstellen van een nieuwe rechts-positieregeling voor de personeelsleden die aan haar diensten verbonden zijn, moet het ontwerpbesluit vergezeld gaan van een verslag aan de Regering waarin de nieuwe tendensen worden uitgelegd.

In het onderhavige geval dienen verscheidene vernieuwingen te worden benadrukt :

Enerzijds, de instelling van kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau, en, anderzijds, de invoering van wat in het ontwerp de "functionele loopbaan" wordt genoemd.

Voorts is er de invoering van een mandaatsysteem voor de hoge ambten en een nieuw evaluatiesysteem.

In een verslag aan de Regering zouden al die nieuwe bepalingen van commentaar kunnen worden voorzien.

Dankzij de onderhandelingen met de vakbonden hebben de vertegenwoordigers van het personeel weliswaar hun mening over de onderscheiden aspecten van de rechtspositie kunnen uiten.

Algemene en volledige informatie voor iedereen kan de bevattelijkheid van de teksten alleen ten goede komen en bijdragen tot de doorzichtigheid van de overheidsdiensten.

Om die reden kan de Raad van State de Regering alleen verzoeken zulk een stap te doen.

2. Redactie van de aanhef

In de aanhef behoort te worden verwezen naar alle teksten die bij het ontwerpbesluit worden gewijzigd of opgeheven en daarin dient uitdrukkelijk, in een overweging, te worden gesteld dat uitvoering wordt gegeven aan richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof en richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie.

Tweede lid

Dit lid behoort te vervallen. Het koninklijk besluit waarnaar daarin wordt verwezen, levert voor het onderzochte ontwerpbesluit geen rechtsgrond op en wordt er niet door gewijzigd.

Nieuwe tweede tot vierendertigste lid

In deze leden dienen alle regelingen te worden vermeld die bij het onderzochte ontwerpbesluit gewijzigd of opgeheven worden. Er dient dan ook te worden geschreven :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1967, bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, bij de koninklijke besluiten van 18 april 1969, 17 september 1969, 10 maart 1971, 13 september 1972, 26 mei 1975, 1 augustus 1975, 4 december 1975, 5 april 1976, 12 augustus 1981, 10 september 1981, 16 november 1981, 18 november 1982, 30 maart 1983, 22 februari 1985, 25 februari 1985, bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1985, bij de koninklijke besluiten van 24 mei 1985, 3 juli 1985, 28 februari 1986, 21 januari 1987, 13 juli 1987, bij arrest nr. 28.582 van de Raad van State van 13 oktober 1987, bij de koninklijke besluiten van 2 februari 1988, 28 oktober 1988, bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1989, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990, 20 november 1990, 27 december 1990, 16 april 1991, 25 oktober 1991, 6 november 1991 en 21 november 1991, bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke

Executieve van 11 februari 1993, 10 maart 1993 en 8 juli 1993 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 14 december 1970, 23 september 1971, 31 januari 1977, 4 juli 1979, 25 april 1980, 12 augustus 1981, 28 februari 1986, 31 mei 1988, 28 oktober 1988, 20 maart 1989, 16 oktober 1989, 19 september 1990, 13 november 1990, 31 juli 1991 en 18 november 1991;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1951, 30 augustus 1954, 11 december 1970, 11 augustus 1976 en 30 november 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1968, 7 maart 1977, 24 november 1978, 22 januari 1979, 27 juli 1981, 16 november 1981, 30 maart 1983, 31 december 1984, 18 februari 1985, 3 juli 1985, 26 augustus 1987, 1 oktober 1987, 2 oktober 1989, 27 maart 1990, 19 juli 1990, 25 oktober 1990, 18 september 1991, 10 oktober 1991, 6 november 1991 en 14 februari 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende bijzondere bepalingen betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967 en bij het koninklijk besluit van 14 december 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 november 1969, 6 september 1971, 10 juli 1972, 29 juni 1973, 6 augustus 1974, 27 oktober 1975, 13 september 1976, 14 september 1976, 11 februari 1977, 22 mei 1978, 3 september 1979, 12 augustus 1981, 18 mei 1983, 19 maart 1985, 7 maart 1989, 18 december 1989, 21 december 1990 en 16 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 tot vaststelling van de bezoldiging van hen die hun medewerking verlenen voor de opleiding en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 1965 houdende vaststelling van de manier van aanwijzing van de groepsleiders in de typdiensten en van hun bezoldiging;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984 en bij het ministerieel besluit van 12 december 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1965 betreffende de valorisatie van de voordelen in natura toegekend aan de concierges van de verschillende ministeries en van de instellingen welke tot die ministeries behoren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 februari 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 december 1971, 2 april 1979 en 19 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1973, 12 september 1974 en 16 november 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1976, 3 december 1987 en 6 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juni

1975, 5 december 1978, 30 maart 1983, bij het koninklijk besluit nr. 279 van 30 maart 1984, bij de koninklijke besluiten van 27 juli 1989, 13 december 1989, 7 augustus 1991, 6 november 1991 en 18 november 1991 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 januari 1981 en 16 april 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 maart 1977, 27 juli 1981, 16 november 1981 en 25 oktober 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 september 1981, 7 augustus 1991 en 6 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1977 betreffende de toekenning van de zogeheten "weddeschaal van geselecteerde" aan bepaalde personeelsleden van sommige ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1978 houdende toekenning van een toelage voor vervanging van de huisbewaarder tijdens het vakantieverlof, aan personen vreemd aan de Administratie;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van architect zijn bekleed;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van industrieel ingenieur zijn bekleed, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 1989 en 6 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het Rijkspersoneel;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van 19 maart 1998;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 9 november 1993, 26 mei 1994, 27 april 1995, 4 december 1997 en 19 november 1998;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden, gewijzigd bij de besluiten van 26 mei 1994 en 27 april 1995;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 1993 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 3 en 4 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 januari 1994 tot vaststelling van de wijze waarop ambtenaren die niet onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren, bij het Ministerie van dat Gewest kunnen worden benoemd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 januari 1994 tot oprichting van de Raad van Beroep van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot vaststelling van de samenstelling ervan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 1998;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 januari 1996 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;".

Vijfendertigste lid (nieuw)

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Overwegende dat met dit besluit uitvoering wordt gegeven aan clausule 2.1 van de raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof die bij richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 is gevoegd, alsook aan artikel 9 van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie;".

Zevenendertigste lid

Er behoort te worden geschreven :

"Gelet op de akkoordbevinding van de minister bevoegd voor Begroting van 16 juni 1998;".

Achtendertigste lid

Er behoort te worden geschreven :

"Gelet op de akkoordbevinding van de federale minister van Pensioenen van 14 juli 1998;".

Eenenveertigtse en tweeënveertigste lid

Wanneer de Raad van State wordt verzocht om zijn advies binnen een termijn van niet meer dan een maand mee te delen, worden de daarmee verband houdende leden gewoonljk als volgt gesteld :

"Gelet op het besluit van de regering van 25 juni 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1˚, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Het voordrachtformulier, dat als volgt dient te worden gesteld : "Op voorstel van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken;", behoort te worden gevolgd door de vermelding "Na beraadslaging,".

II. ADMINISTRATIEF STATUUT

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. Kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expert-betrekkingen van hoog niveau. Hiërarchische loopbaan en "functionele loopbaan"

Verscheidene bepalingen van het ontwerp voeren een onderscheid in voor de betrekkingen van rang A2. Er wordt immers bepaald dat die betrekkingen in drie categorieën worden verdeeld : kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau. Voor die categorieën van betrekkingen gelden zowel bepalingen van het administratief statuut als van de bezoldigingsregeling.

Het onderscheid tussen de kaderbetrekkingen, de expertbetrekkingen en de expertbetrekkingen van hoog niveau heeft gevolgen voor de manier waarop de personeelsformatie en de loopbaan van de personeelsleden worden uitgewerkt.

1. Wat de vaststelling van de personeelsformatie betreft, wordt in artikel 8, tweede lid, van het ontwerp bepaald dat de Regering de betrekkingen van rang A2 op voorstel van de directieraad in elk bestuur in kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau indeelt.

In het derde lid van datzelfde artikel wordt van die betrekkingen een veel te algemene functionele definitie gegeven. Zo wordt in die bepaling niet aangegeven op basis van welke criteria de betrekkingen van rang A2 in kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau worden ingedeeld.

2. Onder titel IV "De loopbaan" wordt in twee aparte hoofdstukken een onderscheid gemaakt tussen de "hiërarchische loopbaan" (artikelen 58 tot 77) en de "functionele loopbaan" (artikelen 78 tot 81), welke op haar beurt wordt ingedeeld in de "gewone functionele loopbaan" en de "versnelde functionele loopbaan".

Artikel 58 van het ontwerp luidt als volgt :

> "De hiërarchische loopbaan is de loopbaan die de ambtenaar kan doorlopen door verhoging in graad of door bevordering in een expertbetrekking van hoog niveau overeenstemmend met dezelfde graad als degene die hij bekleedt.".

Op de vraag wat de strekking is van de "bevordering in een expertbetrekking van hoog niveau overeenstemmend met dezelfde graad als degene die hij bekleedt", hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat aan dat type van betrekking een nieuwe weddeschaal is verbonden.

Het gaat in feite hetzij om een bevordering door verhoging in weddeschaal wanneer een personeelslid reeds een kaderbetrekking of een expertbetrekking van rang A2 bekleedt, hetzij om een bevordering door verhoging in graad wanneer het personeelslid tot rang A1 behoort.

De Raad van State vraagt zich echter af of het, gelet op het onderscheid dat in artikel 8, tweede lid, van het ontwerp wordt gemaakt, logisch is de bevordering van een personeelslid tot een expertbetrekking van hoog niveau te beschouwen als deel uitmakend van diens "hiërarchische loopbaan" (1).

Artikel 78 van het ontwerp luidt als volgt :

"De functionele loopbaan is voorbehouden aan de ambtenaren die titularis zijn van een wervingsgraad.

Zij bestaat erin dat de ambtenaar, zonder in graad te verhogen, een of twee hogere weddeschalen geniet dan die welke zijn verbonden aan zijn graad, zolang hij voldoet aan de eisen die het statuut stelt inzake anciënniteit, evaluatie en vorming.".

Het stelsel van de "functionele loopbaan" wordt beheerd door de secretaris-generaal of door de adjunct-secretaris-generaal, die aan het personeelslid een hogere weddeschaal toekent zodra deze de voorwaarden inzake graadanciënniteit, evaluatie en vorming vervult (2).

---

(1) Hierbij wordt erop gewezen dat elk personeelslid, volgens die procedure, van een kaderbetrekking (wervingsbetrekking) rechtstreeks naar een expertbetrekking van hoog niveau zou kunnen overgaan zonder eerst een expertbetrekking te hebben bekleed.

(2) Voorts is het criterium van de beroepsopleiding doorslaggevend voor het onderscheid tussen de gewone en de versnelde functionele loopbaan volgens de artikelen 80, derde lid, 3°, en 81.

De definitie die in het ontwerp van de "functionele loopbaan" wordt gegeven, stemt echter overeen met die van de bevordering door verhoging in weddeschaal zoals die vervat is in artikel 70 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Het verdient aanbeveling het laatstgenoemde concept te hanteren en geen andere draagwijdte te geven aan het concept "functionele loopbaan", inzonderheid in het licht van artikel 21, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, naar luid van welke bepaling "de loopbaan ... bovendien facultatief binnen de rangen (kan) worden vastgelegd in functionele graden rekening houdend met geschiktheidsvoorwaarden binnen de rangen".

De uitdrukking "functionele loopbaan" is niet op haar plaats inzonderheid in de artikelen 78, eerste lid, 79, 81, eerste lid, 139, eerste lid, 142, 159, derde lid, 160, derde lid, 2°, 163, tweede lid, 2°, 176, derde lid, 260, 1°, 268, eerste lid, 440, eerste lid, 441, eerste lid, en 442, eerste lid. Ze behoort te worden vervangen door de uitdrukking "bevordering door verhoging in weddeschaal".

3. De onzekerheid omtrent de in artikel 8, tweede lid, vervatte definitie van de categorieën waartoe bepaalde betrekkingen zouden worden gerekend, heerst ook omtrent de inhoud van artikel 330 van het ontwerp.

Het is absoluut noodzakelijk dat in het ontworpen besluit objectief wordt aangegeven over welke kwalificatie de personeelsleden moeten beschikken om tot de kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau te kunnen worden toegelaten.

Aangezien in de onderzochte bepaling wordt aan-gegeven dat aan die betrekkingen verschillende weddeschalen verbonden zijn, is het van belang dat de kenmerken van elke betrekking en de vereiste kwaliteiten om die betrekkingen te kunnen bekleden duidelijk gedefinieerd worden.

4. De Raad van State ziet niet in waarom de werkingssfeer van artikel 330 beperkt is tot de eerste attachés, terwijl zulke betrekkingen ook de eerste inge-nieurs aangaan.

Hoe staat het met hun geldelijke loopbaan ?

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de ontworpen bepaling op dat punt behoort te worden aangevuld.

*
* *

Kortom, met het oog op de naleving van artikel 21, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dient de "functionele loopbaan" te steunen op specifieke voorwaarden inzake geschiktheid.

Daaruit volgt dat de Regering, wanneer zij in de personeelsformatie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest functionele graden wil opnemen, die graden in het administratief statuut duidelijk moet aangeven, op objectieve wijze dient te bepalen aan welke specifieke voorwaarden inzake geschiktheid de personeelsleden moeten voldoen om bepaalde betrekkingen te kunnen vervullen en, in voorkomend geval, voor die personeelsleden moet voorzien in een "functionele loopbaan" in de eigenlijke betekenis van die uitdrukking.

Ten slotte dienen het organieke statuut en de bezoldigingsregeling op elkaar te worden afgestemd.

B. Mandaat

Artikel 22 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes luidt als volgt :

> "Art. 22. Onder de door het statuut bepaalde voorwaarden, kan een ambtenaar van niveau 1 voor een beperkte tijd die de duur van zes jaar niet mag overschrijden worden aangewezen in een vacante betrekking van een graad van hogere rang. De ambtenaar behoudt tijdens de uitoefening van het mandaat zijn aanspraken op bevordering. De duur van het mandaat wordt eveneens meegerekend in de administratieve anciënniteit en de geldelijke anciënniteit van de ambtenaar die bovendien de geldelijke rechten geniet welke verbonden zijn aan de uitoefening van dit mandaat.
>
> Het statuut bepaalt de graden die bij een mandaat kunnen worden toegekend.".

In het verslag aan de Koning dat aan dat besluit voorafgaat, staat over die bepaling de volgende commentaar te lezen :

> "De Raad van State meent dat de voorwaarden waaronder een mandaat aan een ambtenaar van niveau 1 kan worden toegekend, in de tekst van het ontwerp zouden moeten ingeschreven worden : dit zou o.m. moeten preciseren vanaf welke (normaal hoge) rangen een ambtenaar van niveau 1 bij mandaat kan worden aangewezen om voor een beperkte duur de verantwoordelijkheid over een bestuur uit te oefenen. Verder zou het moeten preciseren of de mandaten dienen te worden verlengd en of de betrekking die de ambtenaar bekleedt door zijn aanwijzing voor een mandaat vacant wordt en of er kan worden in voorzien.
>
> De vraag van de Raad van State impliceert dat artikel 22 zou worden aangevuld met zeer gedetailleerde bepalingen die er in feite zouden op neerkomen dat de mandaatregeling wordt georganiseerd in een koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Een dergelijke bepaling zou een miskenning betekenen van de autonomie die aan elke Gemeenschaps- en Gewestregering is toegekend inzake vaststelling van het statuut van haar personeel en organisatie van haar diensten. De Regering acht het dan ook niet wenselijk tegemoet te komen aan de opmerking die de Raad van State heeft gemaakt i.v.m. artikel 22 van het ontwerp.".

Daaruit volgt dat elke gemeenschaps- of gewestregering de mandaatregeling dient te preciseren.

In artikel 82 van het ontworpen besluit wordt bepaald welke betrekkingen bij mandaat kunnen worden toegekend. Het gaat om de betrekkingen die overeenstemmen met de graden van rang A4, A5, A6 en A7. Artikel 84 bepaalt dat de bevoegde overheid bij de toekenning van het mandaat samen met de mandaathouder vastlegt welke doeleinden deze tijdens zijn mandaat moet bereiken.

Die doeleinden zijn uiterst belangrijk. Tijdens de procedure die tot de toekenning van het mandaat leidt, brengt de Hoge Raad immers advies uit over de wijze waarop de gegadigde het mandaat denkt te zullen uitoefenen (artikel 89) en de evaluatie heeft tot doel na te gaan in hoeverre de bij de toekenning van het mandaat overeengekomen doeleinden bereikt zijn of weldra bereikt kunnen worden (artikel 130). Dat alleen bewijst al hoe belangrijk het is daarover duidelijkheid te laten heersen. Van duidelijkheid kan in casu niet worden gewaagd. In de eerste plaats wordt het begrip zelf niet gedefinieerd. Om welke doeleinden gaat het ? Wat houden ze precies in ? Worden ze ne varietur vastgelegd voor de duur van het mandaat of kunnen ze tijdens de looptijd van het mandaat nog worden gewijzigd en, zo ja, op basis van welke gegevens? Hoe zullen die wijzigingen bij de evaluatie van de mandaathouder in aanmerking worden genomen ?

Voorts biedt de tekst niet voldoende duidelijkheid zowel omtrent de procedure die leidt tot het vastleggen (of het wijzigen) van de doeleinden als omtrent het ogenblik waarop die doeleinden moeten worden vastgelegd. Volgens de huidige redactie van artikel 84 van het ontwerp legt de bevoegde overheid bij de toekenning van het mandaat immers de doeleinden in overleg met de mandaathouder vast. Als zulks het geval is, heeft artikel 89 echter geen zin. Hoe zou de Hoge Raad immers advies kunnen geven over de wijze waarop de mandaathouder zijn mandaat denkt uit te oefenen als de te bereiken doeleinden nog moeten worden vastgelegd ? Blijkbaar moeten alle gegadigden die doeleinden dan ook vooraf kennen, wat impliceert dat zij op unilaterale wijze

door de bevoegde overheid worden vastgelegd. In dat geval rijst echter de vraag hoe ze zouden kunnen worden vastgelegd in overleg met de persoon/personen die naar het mandaat dingt/dingen.

In dat verband zou het wenselijk zijn dat elke gegadigde een beheersplan opstelt waarin rekening wordt gehouden met de doeleinden die de overheid bij de oproep tot de gegadigden heeft vastgelegd. Aan de hand van dat plan zou de Hoge Raad geval voor geval kunnen nagaan of de beheersplannen op de vooraf vastgelegde doeleinden zijn afgestemd (1).

Vormen die doeleinden, zodra ze zijn vastgelegd, voor de mandaathouder een resultaat dat hij moet halen om te voorkomen dat zijn mandaat na afloop van de duur ervan niet wordt verlengd ? Moet de hem opgelegde verplichting niet veeleer als een inspanningsverbintenis worden beschouwd ? Artikel 130 wekt de indruk dat het om een resultaatsverbintenis gaat, terwijl zulks op basis van artikel 132 kan worden betwijfeld.

Ook de wijze waarop de situatie van de mandaathouder wordt geregeld, is vatbaar voor kritiek. Zo wordt in artikel 85 van het ontwerp als regel gesteld dat de als mandaathouder aangewezen ambtenaar het mandaat daadwerkelijk

---

(1) Zie in deze zin artikel 259quater, § 2, 3˚, van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten.

uitoefent, maar worden in datzelfde artikel dadelijk uitzonderingen op die regel ingevoerd. Terwijl de uitzondering vervat in het tweede lid (ziekte van lange duur of zwangerschapsverlof) kan worden aanvaard, is de in het derde lid vervatte uitzondering (detachering) totaal onaanvaardbaar. Door het instellen van de laatstgenoemde uitzondering wordt immers kennelijk voorbijgegaan aan de filosofie van het mandaat zoals die blijkt uit artikel 22 van het voornoemde koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Die bepaling dient immers te worden uitgelegd als een verplichting voor de mandaathouder om het mandaat werkelijk uit te oefenen. Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat de graden die bij wijze van mandaat kunnen worden verleend de hoogste van de hiërarchie zijn en dat daaraan de belangrijkste verantwoordelijkheden inzake het beheer van het bestuur verbonden zijn. Voor een goed beheer van elk bestuur is in de eerste plaats continuïteit in het gevolgde beleid vereist.

Bovendien vormt de bepaling dat alleen personen die met een mandaat van rang A4 bekleed zijn naar een ministerieel kabinet kunnen worden gedetacheerd een discriminatie.

Om dezelfde redenen kan niet worden aanvaard dat de uitoefening van een mandaat van ten minste rang A4 verenigbaar kan worden geacht met de uitoefening van een politiek mandaat waarvoor niet meer verlof zou worden genomen dan ten belope van een vierde van een voltijdse betrekking (artikel 319).

Hoewel de situatie van de mandaathouder zowel tijdens als bij het verstrijken van zijn mandaat op bepaalde punten in het ontwerp wordt geregeld (artikelen 86 en 87), heerst omtrent andere punten niet genoeg duidelijkheid. Zo wordt in artikel 86 bepaald dat de duur van het mandaat in de dienstanciënnieit en de geldelijke anciënniteit van de mandaathouder wordt meegerekend. Hoe staat het echter met de graadanciënniteit ? Uit de aan de Raad verstrekte uitleg blijkt dat die duur overeenkomstig artikel 22 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes ook voor de berekening van de graadanciënniteit in aanmerking moet worden genomen. Wat gebeurt er voorts met de evaluatie die hem voorheen als mandaathouder is toegekend? Overigens wordt er in geen enkele bepaling gesteld of de betrekking die hij vóór zijn aanwijzing als mandaathouder bekleedde door zijn aanwijzing vacant wordt - of onder bepaalde voorwaarden vacant kan worden verklaard en of ze kan worden vervuld. Over wat er in dat geval bij het verstrijken van zijn mandaat met hem moet gebeuren, wordt niets bepaald. Er wordt alleen bepaald dat hij opnieuw de graad krijgt die hij voor de toekenning van zijn mandaat bekleedde (artikel 87, derde lid).

Hoewel bepaald wordt dat het mandaat eindigt na afloop van de termijn of na een tweede negatieve evaluatie - waardoor uitgesloten wordt dat de mandaatgever daaraan ad nutum een einde maakt -, wordt daarentegen niets gezegd over de mogelijkheid om daaraan om andere redenen, bijvoorbeeld wegens een vergrijp tegen de tucht, een einde te maken. Het ontworpen besluit legt evenmin enig verband tussen de tuchtprocedure en de procedure van schorsing in het belang van de dienst en het stelsel van het mandaat.

Kortom, los van de specifieke opmerkingen die hierna zullen worden gemaakt bij het onderzoek van deze of gene bepaling, vertoont het stelsel van het mandaat dat de stellers van het ontwerp hebben uitgewerkt leemten en is het vatbaar voor kritiek. Die tekortkomingen behoren te worden verholpen.

C. Evaluatie

1° Algemene evaluatie

1. Wat de algemene evaluatie betreft, vraagt de Raad van State zich af of het in artikel 125 van het ontwerp vervatte evaluatiesysteem kan worden uitgevoerd.

In tegenstelling tot het evaluatiesysteem dat krachtens het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 op de federale ambtenaren wordt toegepast en steunt op criteria die in twee categorieën zijn ondergebracht, de sleutel-criteria en de relevante criteria, voor welke criteria een precieze weging geldt, steunt het ontworpen systeem op criteria waarvoor geen wegingscoëfficiënten gelden, maar die leiden tot de toekenning van een van de vermeldingen "voldoende", "met voorbehoud" en "onvoldoende", waarbij die vermeldingen zelf niet gedefinieerd worden.

In het aldus ingevoerde systeem wordt niet bepaald hoe de algemene evaluatie van het personeelslid zal worden verkregen.

De vraag rijst dan ook of zulk een systeem beantwoordt aan wat kennelijk voor ogen stond bij de uitvaardiging van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

De rechtsleer heeft benadrukt dat vastgesteld was dat in de praktijk over het algemeen de beoordeling "zeer goed" werd toegekend en dat het praktische nut van de beoordeling bijgevolg zeer relatief was. In het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het eerste koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes wordt in dat verband het volgende vermeld :

> "Het systeem heeft echter voor de overheid niet de verwachte positieve gevolgen meegebracht die men ervan verwachtte in 1937. Wegens de te automatische aard van de waarderingscriteria kan het vandaag niet meer tot een werkelijke schifting leiden van de ambtenaren in de onderscheiden functies waarvoor ze bestemd zijn in de besturen noch tot de gepaste waardering van de meest bekwame ambtenaren" (1).

Uit de aan de Raad van State bezorgde uitleg volgt dat de steller van het thans onderzochte ontwerp er inzake evaluatie vooral naar streeft de dialoog tussen het personeelslid en zijn meerdere te bevorderen. Daarom zou hij in een eerste fase geopteerd hebben voor een eenvoudige regeling, in de overtuiging dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering pas na verloop van tijd beter in staat zal zijn de vereisten van een meer genuanceerde evaluatie te bepalen.

---

(1) Belgisch Staatsblad van 24 december 1991, blz. 29 Belgisch Staatsblad 396. Zie ook S. Gehlen, "La carrière" in "Précis de la fonction publique", Bruylant, Brussel, 1994, blz. 268.

De ontworpen bepalingen dienen echter nu reeds te worden aangevuld teneinde duidelijk te bepalen hoe de algemene evaluatie wordt verkregen en welk belang aan elk criterium afzonderlijk wordt gehecht. Zo niet, kan worden gevreesd dat de aldus ingestelde regeling niet leidt tot een in voldoende mate objectieve en genuanceerde evaluatie van elk personeelslid, waarin rekening wordt gehouden met de taken die hij werkelijk op zich heeft moeten nemen.

2. Artikel 126 van het ontwerp bevat de criteria die voor de evaluatie zullen worden gehanteerd.

Doordat in het eerste lid van de ontworpen tekst de uitdrukking "met name" wordt gebruikt, wordt de indruk gewekt dat ook andere criteria zouden kunnen meespelen.

Dat is strijdig met artikel 25, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes waarin bepaald wordt dat de lijst met de criteria vooraf bekendgemaakt wordt, wat veronderstelt dat aan de personeelsleden ruim vóór hun evaluatie van die criteria kennis wordt gegeven.

De uitdrukking "met name" dient bijgevolg te vervallen.

3. In verband met die evaluatie wordt vastgesteld dat in het ontwerp aan de personeelsleden die de algemene evaluatie bedoeld in artikel 126 hebben gekregen niet de

mogelijkheid wordt geboden om, wat de inhoud ervan betreft, bij de directieraad in beroep te gaan, zoals nochtans bepaald wordt in artikel 25, eerste lid, 7˚, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Artikel 136 van het ontwerp heeft immers alleen betrekking op het beroep bij de commissie vermeld in artikel 18 van ditzelfde ontwerp, overeenkomstig artikel 25, eerste lid, 8˚, van het voormelde koninklijk besluit. Het ontwerp behoort op dit punt te worden aangevuld.

2˚ Facultatieve of "aanvullende" evaluatie

Bovenop de algemene evaluatie waarvan in artikel 126 van het ontwerp sprake is en die "tot doel (heeft) de bekwaamheid en het gepresteerde werk van de ambtenaar in zijn huidige functie te waarderen", voorziet artikel 127 van het ontwerp in een "aanvullende" evaluatie die betrekking heeft op de geschiktheid van het personeelslid om meer verantwoordelijkheden op zich te nemen, welke evaluatie op drie criteria steunt :

- het plannings- en organisatievermogen;

- de communicatievaardigheid en

- de aanleg om anderen te motiveren.

Deze "aanvullende" evaluatie is van bijzonder belang voor het verloop van de loopbaan van de ambtenaren. Het ontworpen artikel 69, tweede lid, bepaalt immers dat wanneer verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken kunnen laten gelden bij een bevordering "de voorkeur bepaald (wordt) door de waardering bedoeld in artikel 127".

Op de vraag wat de strekking is van het ontworpen artikel 127 hebben de gemachtigden van de minister bevestigd dat de aanvullende evaluatie bedoeld in deze bepaling wel degelijk verschilt van de algemene evaluatie bedoeld in artikel 126. Zij hebben bovendien gepreciseerd dat die aanvullende evaluatie niet systematisch voor alle ambtenaren zou plaatsvinden; het is de bedoeling alleen de meest gemotiveerde ambtenaren aan te moedigen.

Die regeling van dubbele evaluatie is, zoals ze is uitgewerkt, uiterst vatbaar voor kritiek.

Luidens artikel 25, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes "(betreft) de evaluatie (...) alle ambtenaren". Die bepaling sluit weliswaar niet uit dat de administratieve overheid een regeling van dubbele evaluatie kan invoeren, waarbij de eerste bedoeld is om te beoordelen hoe bekwaam de ambtenaar is voor de functie die hij uitoefent, en de tweede om na te gaan in welke mate hij over de capaciteiten beschikt om grotere verantwoordelijkheden op zich te nemen, maar de selectie van de ambtenaren die in aanmerking komen voor een

aanvullende evaluatie moet wel geschieden op basis van de beoordeling van die ambtenaren tijdens de eerste evaluatie.

Het is ondenkbaar dat voor de tweede evaluatie niet iedereen in aanmerking zou komen die de beste vermelding heeft gekregen bij de eerste evaluatie. Om die reden trouwens moet de eerste evaluatie zelf voldoende selectief zijn opdat de regeling doeltreffend kan werken.

Iedere andere methode waarbij de tweede evaluatie uitsluitend bestemd zou zijn voor een voorafgaandelijk en eenzijdig door de overheid aangewezen groep ambtenaren, zou een schending inhouden van het beginsel van de gelijke toegang tot openbare betrekkingen.

2. Uit wat voorafgaat blijkt dat artikel 137 van het ontwerp niet bij machte is om de regeling van dubbele evaluatie zoals die in het ontwerp is uitgewerkt, van alle willekeur te vrijwaren. De betrokken regeling moet bijgevolg grondig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

1. De ontworpen punten 5° en 6° bevatten geen definities maar respectievelijk een afkorting en een ingekorte benaming.

Die af- en inkorting zouden beter opgenomen worden in het eerste artikel waarin de betrokken uitdrukkingen worden gebruikt.

Zo bijvoorbeeld dient artikel 9, eerste lid, van het ontwerp als volgt te worden gesteld :

"Art. 9. De dienst belast met het human resources management, afgekort als HRM, stelt de functiebeschrijvingen op en legt ze ter goedkeuring voor aan de directieraad.".

2. In de Franse tekst moet in punt 7 het opschrift van de wet van 19 december 1974 juist worden geciteerd als volgt :

"... la loi du 19 décember 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.".

Artikel 4

Het zou beter zijn de graad te definiëren zoals in artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, aangezien de gegeven definitie onvoldoende nauwkeurig is.

Deze bepaling moet tevens de term "rang" definieren.

Artikel 6

Verwezen wordt naar de opmerkingen die gemaakt worden bij artikel 414 van het ontwerp en over bijlage III van het ontwerp.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt dat de dienst belast met het human ressources management de functiebeschrijvingen opstelt en ter goedkeuring voorlegt aan de directieraad.

Vervolgens komt het toe aan de minister om, op voorstel van de directieraad, de kwalificaties vast te stellen die aan de graden verbonden zijn.

De Raad van State vraag zich in feite af of artikel 9 alleen artikel 8 van het ontwerp nader uitwerkt dan wel of het een meer algemene strekking heeft.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister heeft artikel 9 van het ontwerp een meer algemene strekking en slaat het op alle betrekkingen waarvoor een functiebeschrijving vereist is.

Artikel 10

1. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de juiste juridische strekking is van de "hiërarchische

structuur". Wat is die structuur precies ten opzichte van de personeelsformatie ?

Bovendien dient de steller van het ontwerp een definitie te geven van wat hij verstaat onder de "onderdelen (lees : onderverdelingen)" van ieder bestuur.

In dat verband spreekt artikel 8, tweede lid, 1°, van het ontwerp zijnerzijds over een "onderdeel van de dienst".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het begrip "hiërarchische structuur" mag vervallen in de ontworpen bepaling.

De andere begrippen moeten nader worden toegelicht.

2. In het ontworpen tweede lid behoort te worden gepreciseerd hoe de dienstnota aan de personeelsleden wordt meegedeeld, hetzij door ze uit te hangen, hetzij door middel van een individuele kopie.

Artikelen 12, 13 en 14

Deze bepalingen zijn niet van verordenende aard aangezien ze hoofdzakelijk betrekking hebben op de interne organisatie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ze worden bijgevolg niet onderzocht.

Artikel 17

De Raad van State vraagt zich af wat de strekking is van het ontworpen ondereel 1°, dat de directieraad de bevoegdheid toekent om te beraadslagen en te besluiten over vraagstukken met betrekking tot "de algemene werking (lees : werkwijze) en de organisatie van het ministerie, met inbegrip van de samenwerking tussen de besturen", terwijl artikel 12, § 1, 1°, van het ontwerp bepaalt dat de secretaris-generaal in dat opzicht bevoegd is.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het de bedoeling is de secretaris-generaal enige bewegingsruimte te geven bij de coördinatie van het werk van de verschillende besturen waaruit het ministerie bestaat. De secretaris-generaal zou zich echter tot de directieraad kunnen wenden omtrent ieder vraagstuk met betrekking tot de organisatie van het ministerie, opdat hij een advies uitbrengt.

Die bedoeling wordt niet correct weergegeven in de ontworpen bepaling; de bepaling moet dan ook worden herzien.

Artikelen 18 en 19

Artikel 18 van het ontwerp richt een commissie van beroep op die bevoegd is "voor de beroepen inzake stage,

evaluatie, afwezigheden, verloven en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid".

Artikel 19 stelt de samenstelling ervan vast.

Die samenstelling stemt echter niet overeen met de vereisten van de artikelen 16, § 1, 25, 8°, 46 en 51 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Luidens die bepalingen moeten die commissies van beroep immers "voor de ene helft samengesteld (zijn) uit leden aangewezen door de bevoegde overheid en voor de andere helft uit leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties van het personeel" (1).

In het ontwerp komt het echter toe aan de Regering om de voorzitter aan te wijzen, die een magistraat moet zijn, alsook, per taalrol, drie ambtenaren van rang A3. De vakorganisaties worden vertegenwoordigd door drie afgevaardigden per taalrol. De paritaire samenstelling wordt bijgevolg niet in acht genomen.

Het is bovendien niet de taak van de Regering om de vertegenwoordigers van de vakorganisaties aan te wijzen, zelfs niet op hun voorstel.

---

(1) Het zou dienstig zijn de hierboven opgesomde bepalingen te vergelijken met artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dat niet alleen bepaalt dat de commissie paritair is samengesteld, maar ook dat de voorzitter ervan een magistraat is.

Die aanwijzingsbevoegdheid moet immers, krachtens de genoemde bepalingen van het koninklijk besluit van 26 september 1994 te beurt vallen aan de vakorganisaties zelf.

Artikel 19 van het ontwerp moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikel 22

Deze bepaling is in strijd met artikel 20 van het ontwerp voor zover laatstgenoemd artikel afdelingen opricht per taalrol.

Daaruit volgt blijkbaar dat iedere afdeling afzonderlijk beraadslaagt en stemt.

Artikel 22 van het ontwerp heeft het echter over de commissie van beroep in haar geheel om het aanwezigheids-quorum vast te stellen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Artikel 23

Luidens deze bepaling "(is) de voorzitter (...) stemgerechtigd", maar ze zegt niets over de andere leden.

Ze moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 24

Deze bepaling bevat geen rechtsregel en moet vervallen.

Artikel 25

Deze bepaling is onvoldoende duidelijk over de opdrachten van de betrokken Hoge Raad, over de kwalificaties die vereist zijn om er lid van te zijn en over de werkwijze ervan.

De ontworpen bepaling moet op die verschillende punten worden aangevuld.

Op de vraag wat de betekenis is van de laatste zin van het ontworpen vierde lid heeft de gemachtigde van de minister niet met een duidelijk voorbeeld kunnen antwoorden.

De ontworpen regeling dient veeleer op dat vlak te worden aangevuld dan dat andere op zich staande regelingen worden uitgevaardigd.

Artikel 26

Het begrip "interne mobiliteit" dient nader te worden toegelicht.

Volgens de gemachtigde van de minister is het niet de bedoeling met deze bepaling een volgorde van voorrang te bepalen voor de toegang tot de betrekkingen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 29

Het is verkieslijk, in het belang van de deelnemers aan een vergelijkend wervingsexamen, te bepalen dat de geldigheidsduur van de reserve aan de kandidaten wordt meegedeeld wanneer ze zich inschrijven voor het examen.

Zo ook dienen de geslaagden die deel uitmaken van de reserve op de hoogte te worden gebracht van de beslissing van de minister om de geldigheidsduur ervan te verlengen.

Om alle willekeur te voorkomen, dient bepaald te worden dat zulk een verlenging er alleen komt wanneer de behoeften van de dienst zulks rechtvaardigen.

Artikel 32

Overeenkomstig artikel 17, eerste lid, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de

algemene principes, behoort in het ontworpen eerste lid te worden aangegeven dat de persoon in proeftijd geen ambtenaar is in de zin van het ontworpen besluit.

Het derde lid moet nauwer aansluiten bij artikel 47 van het genoemde koninklijk besluit van 26 september 1994. Dat artikel verklaart alle bepalingen met betrekking tot de administratieve standen, waaronder artikel 45 dat de verschillende verloven vastlegt die een ambtenaar kan krijgen, van toepassing op de personen in proeftijd.

Artikel 33

Krachtens artikel 1, § 3, 5°, van het genoemde koninklijk besluit van 26 september 1994, komt het toe aan de Sociaal-Medische Rijksdienst om de lichamelijke geschiktheid van de toekomstige ambtenaren te controleren.

Die dienst oefent zijn bevoegdheden uit overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen.

De ontworpen bepaling geeft niet duidelijk aan of de bepalingen van dat koninklijk besluit nog altijd van toepassing zullen zijn op de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Bovendien wordt dat koninklijk besluit niet door artikel 444 van het ontwerp opgeheven.

Aangezien de ontworpen bepaling voorziet in andere regels dan die welke in het genoemde koninklijk besluit zijn vastgesteld in geval van lichamelijke ongeschiktheid, behoren de ontworpen bepalingen verduidelijkt te worden ten aanzien van het genoemde koninklijk besluit van 1 december 1964.

Artikel 35

Luidens de ontworpen bepaling wordt de proeftijd van de persoon die, buiten zijn jaarlijkse vakantie, gedurende meer dan tien werkdagen om gewettigde redenen afwezig is geweest, geschorst. Betrokkene behoudt echter gedurende die schorsingsperiode de hoedanigheid van persoon in proeftijd, en dit totdat een definitieve beslissing tot benoeming of ontslag wordt genomen.

Afgaande op de tekst van het tweede lid, moet dit lid zo begrepen worden dat het bepaalt dat in geval van schorsing van de proeftijd, deze ambtshalve verlengd wordt met eenzelfde duur als de duur van de schorsing, en dat de overheid na afloop van de aldus verlengde proeftijd beslist of de betrokkene al dan niet benoemd dient te worden, of zijn proeftijd verlengd moet worden omdat hij geen voldoening heeft gegeven, dan wel of hij ontslagen moet worden (artikel 52 van het ontwerp).

Indien dat niet de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, dan moet het ontwerp worden herzien en moet het woord "schorsing" vermeden worden.

Artikel 41

Krachtens deze bepaling moeten de personen in proeftijd van de niveaus A en B een eindverhandeling opstellen over een onderwerp dat bepaald is in overleg met de hiërarchische meerdere en de dienst belast met de vorming.

In de ontworpen bepaling staat niet wie die verhandeling zal evalueren; is dat de hiërarchische meerdere of de ambtenaar die de leiding heeft over de persoon in proeftijd, met dien verstande dat de hiërarchische meerdere niet rechtstreeks meewerkt aan het opstellen van de verslagen over de proeftijd ?

De ontworpen bepaling moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 47

In het derde lid wordt onder meer bepaald dat indien het eindverslag ongunstig is, de directeur-generaal, met de instemming van de secretaris-generaal of van de adjunct-sercretaris-generaal, kan voorstellen de betrokkene te ontslaan wegens ongeschiktheid.

De Raad van State vraagt zich af waarom de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal in dat geval hun goedkeuring moeten geven terwijl het slechts gaat om een voorstel tot ontslag.

Wat geschiedt er ingeval de directeur-generaal en de secretaris-generaal het oneens zijn met mekaar? Wordt de procedure dan geblokkeerd ?

De tekst moet worden herzien om een antwoord te geven op die vragen.

Artikel 48

De ontworpen bepaling dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 48. Het eindverslag wordt in de diensten van de secretaris-generaal voorgelegd aan de secretaris-generaal of aan de adjunct-secretaris-generaal, die mutatis mutandis de in het vorige artikel bedoelde voorstellen kunnen doen.".

De ontworpen bepalingen onderstellen dat de verslagen onder de beide secretarissen-generaal worden verdeeld op grond van de taalrol, zoals blijkt uit artikel 49 van het ontwerp; dat dient te worden gepreciseerd in het ontworpen besluit.

Artikel 49

Wat de samenstelling van de commissie van beroep betreft, wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 18 van het ontwerp.

Artikel 51

Het ontworpen tweede lid is voor zover het betrekking heeft op de ambtenaar die belast is met de leiding over de persoon in proeftijd, overbodig ten opzichte van het eerste lid.

Anderzijds lijkt de ontworpen bepaling de hiërarchische meerdere van de dienst waarbij de persoon in proeftijd is aangesteld, uit te sluiten van het verhoor door de commissie van beroep. Is dat de bedoeling van de steller van het ontwerp ?

Zo niet, dan behoort die bepaling te worden gewijzigd zodat de commissie van beroep ook andere personen kan horen dan die welke erin zijn opgesomd.

Artikel 52

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in onderdeel 1° gepreciseerd moet worden dat de proeftijd alleen kan worden verlengd met de maximale periodes bepaald in de artikelen 40, tweede lid, en 43, tweede lid.

Artikel 53

Ongetwijfeld dient gelezen te worden "Artikel 47 is van toepassing ..." in plaats van "Artikel 49 is toepasselijk ..." ?

Artikel 56

Luidens deze bepaling wordt de hoedanigheid van ambtenaar "bekrachtigd" door de eedaflegging.

De Franse term "confirmé" die hier wordt gebruikt, is dubbelzinnig aangezien hij de indruk kan wekken dat de persoon in proeftijd reeds ambtenaar is. Krachtens artikel 17 van het genoemde koninklijk besluit van 26 september 1994 heeft hij echter die hoedanigheid nog niet.

Het zou beter zijn zich voor de Franse tekst te baseren op de redactie van artikel 1, § 4, van hetzelfde koninklijk besluit, dat bepaalt dat "la qualité d'agent est sanctionnée par le serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831".

Artikel 60

Deze bepaling machtigt de Regering om voor gespecialiseerde functies ambtenaren aan te werven die onder andere deelentiteiten of onder de federale Staat ressorteren.

Deze mogelijkheid stoelt op artikel 29 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dat het volgende voorschrijft :

"Voor de benoeming tot een graad kan een beroep worden gedaan op elke ambtenaar van een andere overheid onder de voorwaarden vastgesteld door het statuut dat

het personeel beheerst dat onder de benoemende overheid ressorteert".

De ontworpen bepaling is evenwel te onduidelijk. Er moet duidelijk worden aangegeven welke functies bedoeld worden, alsmede onder welke voorwaarden zulk een aanwerving moet plaatsvinden.

Het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes gaat uit van de filosofie dat interne aanwerving moet worden bevorderd en dat de eerbiediging van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie moeten worden gewaarborgd door een vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de gegadigden voor openbare ambten.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 64

Onder voorbehoud van de algemene opmerking A, 1, moet erop worden gewezen dat krachtens artikel 8 van het ontwerp sommige betrekkingen van rang A2 betrekkingen van expert van hoog niveau zijn.

Deze precisering komt niet meer voor in de ontworpen bepaling.

De ontworpen bepaling moet op dat punt worden aangevuld; de gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Artikel 66

1. Deze bepaling is te onduidelijk. Een van de belangrijkste innovaties van het ontworpen statuut betreft immers een actieve opleiding van de ambtenaren, waarbij ze ertoe aangezet worden houder te worden van een "management-brevet", dat in aanmerking wordt genomen in het kader van bevorderingen.

Volgens de verstrekte uitleg zullen de voorwaarden voor het verkrijgen van zulk een brevet opgenomen worden in een onderscheiden besluit van de Regering.

Uit het oogpunt van de coherentie en van de rechtszekerheid zou het echter wenselijk zijn alle nadere bepalingen op te nemen in het ontworpen besluit zelf, veeleer dan op zich staande teksten uit te vaardigen.

2. Voorts wordt vastgesteld dat krachtens artikel 444 van het ontwerp het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het rijkspersoneel wordt opgeheven.

In het ontworpen besluit moeten bijgevolg de wezenlijke beginselen van de opleiding van de ambtenaren worden opgenomen, en wel voor alle niveaus, daar er anders een juridische leemte ter zake zou ontstaan voor de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 68

Het zou nuttig zijn inzonderheid wat de betrekkingen van expert van hoog niveau betreft in het derde lid, 2°, te preciseren dat ook de ervaring van de gegadigden in aanmerking moet worden genomen, zulks onder voorbehoud van de algemene opmerking A, 1. De gemachtigden van de minister zijn het daarmee eens.

Artikel 71

1. Het ontbreekt deze bepaling aan samenhang met artikel 70 van het ontwerp, op grond waarvan de ambtenaar de rangschikking kan betwisten die is opgemaakt door de directieraad. Teneinde het beroep een zekere effectiviteit te garanderen, moet worden verondersteld dat de directieraad zijn eerste rangschikking hetzij dient te bevestigen, hetzij dient te wijzigen op basis van de door de verzoekende ambtenaar aangebrachte argumenten.

Het ontworpen artikel 71 lijkt echter het eventuele beroep van de ambtenaar niet in aanmerking te nemen, in zoverre het bepaalt : "De Regering volgt de klassering die eenparig wordt uitgebracht.".

2. Bovendien heeft deze bepaling tot gevolg dat de benoemingsbevoegdheid van de Regering gebonden is, wat in strijd is met artikel 28 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, krachtens hetwelk de

directieraad alleen adviserende bevoegdheid heeft en de bevoegdheid om te benoemen naargelang van het geval aan de Regering of de Minister van Ambtenarenzaken toekomt.

De ontworpen bepaling moet om al die redenen worden herzien.

Artikel 73

Volgens deze bepaling kan bevordering door verhoging in graad alleen worden verleend aan de houder van een brevet.

Het staat aan de Regering om de inhoud van het examen te bepalen en de instantie aan te wijzen die dat brevet afgeeft.

In dat verband wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 66 van het ontwerp.

Artikel 77

Er zij verwezen naar de opmerking die bij artikel 71 van het ontwerp wordt gemaakt omtrent de benoemingsbevoegdheid van de Regering en van de Minister van Ambtenarenzaken.

Artikel 79

Volgens deze bepaling staat het aan de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal of de door hen aangewezen ambtenaar om het stelsel van de functionele loopbanen te beheren.

Naar het voorbeeld van artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel wordt bevordering door verhoging in weddeschaal in niveau 1 door de Minister van Ambtenarenzaken verleend.

Volgens de verstrekte uitleg ligt aan het gehele ontwerp de bedoeling ten grondslag om de Brusselse overheidsbesturen grotendeels te depolitiseren en de ontwikkeling van de "functionele loopbaan" van de ambtenaren niet aan politieke beslissingen te verbinden. Het zou derhalve voldoende zijn vast te stellen dat de ambtenaren voldoen aan de gestelde voorwaarden om een hogere weddeschaal te kunnen genieten.

De steller van het ontwerp moet evenwel gewezen worden op artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is verklaard bij artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, naar luid waarvan het aan de Regering toekomt om die ambtenaren te benoemen.

Zoals reeds is gesteld in de algemene opmerking A, stemt de "functionele loopbaan", zoals ze in het ontwerp wordt overwogen, overeen met "bevordering door verhoging in weddeschaal". Bijgevolg dient te worden beschouwd dat het om nieuwe benoemingen gaat in de geldelijke loopbaan van de ambtenaar.

Derhalve moet de ontworpen bepaling worden herzien, waarbij ze in overeenstemming wordt gebracht met het bepaalde in het voornoemde artikel 87.

Artikel 80

Er zij verwezen naar de opmerking die wordt gemaakt bij artikel 268 van het ontwerp in verband met het derde lid, 3˚, van het onderzochte artikel.

Het ontwerp dient te worden aangevuld met een bepaling die de "functionele loopbaan" van de ingenieurs regelt. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Artikel 327 van het ontwerp bepaalt immers dat er ook in de weddeschalen van de ingenieurs een progressie is, namelijk van schaal A111 tot schaal A113.

Artikel 81

Er zij verwezen naar de opmerking die wordt gemaakt bij artikel 268 van het ontwerp in verband met de programma's van vrijwillige beroepsopleiding.

Wat geschiedt er voorts met de evaluatie van de ambtenaar in het kader van een versnelde "functionele loopbaan" ? De ontworpen bepaling lijkt dat criterium niet meer in aanmerking te nemen.

Volgens de gemachtigde van de minister betreft het een vergetelheid.

De bepaling dient op dat punt dan ook te worden aangevuld.

Artikel 83

Krachtens deze bepaling kunnen alleen de houders van een brevet in management dat overeenstemt met de vereisten voor de uitoefening van het vacant verklaarde ambt zich kandidaat stellen voor een mandaat.

Het staat aan de Regering om de nadere regels betreffende de toekenning van dat brevet vast te stellen.

In dat verband zij nogmaals verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 66 van het ontwerp.

Aldus moet erop gewezen worden dat verscheidene bepalingen van het ontwerp onvolledig zijn, en dus onduidelijk.

Artikel 88

Volgens deze bepaling van het ontwerp kan de Regering mandaten openstellen voor de ambtenaren "van een ministerie, van een instelling van openbaar nut of van een autonoom overheidsbedrijf waarvan het personeel wordt aangeworven via het Vast Wervingssecretariaat, van het Rijk, van een Gemeenschap of van een ander Gewest".

De vraag rijst of die bepaling bestaanbaar is met de artikelen 22 en 29 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

De mogelijkheid om mandaten te verlenen aan ambtenaren die niet onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren, wordt niet vastgelegd in artikel 29 van het voornoemde koninklijk besluit.

Deze bepaling maakt het mogelijk om een beroep te doen op externe gegadigden, doch uitsluitend in het kader van een benoeming in een graad.

Gelet op de algemene principes is het dus niet mogelijk aldus te werk te gaan voor de toekenning van mandaten.

Bijgevolg moet die bepaling vervallen.

Dat bezwaar vervalt echter wanneer het gaat om de toekenning van een mandaat aan ambtenaren die ressorteren onder een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover de rechtspositionele regels worden vastgelegd die op de betrokkenen van toepassing zijn tijdens de duur van hun detachering.

Artikel 93

Er zij verwezen naar de opmerkingen gemaakt bij artikel 71 van het ontwerp.

Artikel 96

De Raad van State vraagt zich af wat dient te worden verstaan onder "Onverminderd de bepalingen van de bezoldigingsregeling".

Volgens de gemachtigden van de minister moet worden verwezen naar artikel 345 van het ontwerp, dat de toelage aan sommige geslaagden voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau vastlegt.

De bepaling van het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 98

Krachtens artikel 24, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes moet het statuut de minimumanciënniteit bepalen, de vereiste administratieve stand en de vereiste vorming om aan een vergelijkend examen voor toegang tot het hogere niveau te mogen deelnemen.

De ontworpen bepalingen schrijven echter alleen voor dat de gegadigden houder moeten zijn van brevetten om te mogen deelnemen aan zulke vergelijkende examens. Wat met de overige voorwaarden ?

Uit de toelichtingen van de gemachtigden van de minister blijkt dat het om een vergetelheid gaat en dat het ontwerp op dat punt moet worden aangevuld.

Artikel 99

Deze bepaling is al te vaag. Zij moet de inhoud van het gesprek nader omschrijven.

Artikel 100

Deze bepaling is veel te onduidelijk wat de precieze inhoud betreft van de examengedeelten waarvan sprake is in de ontworpen onderdelen 1° en 2°.

Het staat aan de Regering om de stof vast te stellen waarop de examengedeelten betrekking hebben, alsook de voorwaarden voor toekenning van de brevetten.

Bovendien is er een tegenstrijdigheid tussen het derde lid en de tweede zin van het vierde lid. Het is niet logisch dat een gegadigde die niet geslaagd is een brevet kan krijgen, zelfs als het voor een beperkte duur is.

Artikel 102

Er zij verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 98 van het ontwerp.

Artikel 103

Deze bepaling van het ontwerp moet eveneens nadere toelichtingen bevatten over de inhoud van het algemene en het specifieke examengedeelte.

Artikel 104

Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Art. 104. Alleen wie slaagt voor het algemene examengedeelte kan deelnemen aan het specifieke examengedeelte.".

Artikel 105

Deze bepaling moet de inhoud van het examen nader omschrijven.

Voorts is het niet duidelijk waarom in deze bepaling niet het minimumaantal punten vermeld wordt dat vereist is om geslaagd te zijn voor het examen.

Artikel 110

Het is onnodig in het tweede lid te vermelden dat het om een "kalendermaand" gaat. Het is voldoende te schrijven "met ingang van de eerste dag van een maand".

Artikel 115

Krachtens artikel 25, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes moet de evaluatie geschieden door ten minste twee hiërarchische meerderen met een verschillende rang, onder wie de onmiddellijke meerdere.

In de ontworpen bepaling staat te lezen dat de ambtenaar geëvalueerd wordt door twee hiërarchische meerderen, doch er wordt niet gepreciseerd dat één van hen de onmiddellijke hiërarchische meerdere is van de geëvalueerde ambtenaar.

De bepaling moet in die zin worden aangevuld.

Volgens de gemachtigde van de minister zal de Regering deze bepaling van de algemene principes moeilijk strikt kunnen naleven, enerzijds omdat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een kleine entiteit is, en anderzijds omdat de onmiddellijke hiërarchische meerdere niet noodzakelijk tot dezelfde taalrol behoort als de geëvalueerde ambtenaar.

Dit verklaart waarom aan de minister de keus wordt gelaten om de evaluatoren aan te wijzen.

Het probleem van de taalrol kan echter worden opgelost indien de bevoegde overheid een evaluator aanwijst van dezelfde taalrol als de geëvalueerde ambtenaar in het geval dat zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere niet tot die taalrol behoort.

Artikel 116

Er moet worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "een aangepaste opleiding".

Artikel 117

In het ontworpen derde lid is sprake van het "persoonlijk dossier" van de ambtenaar, terwijl in artikel 118, tweede lid, van het ontwerp de woorden "individuele evaluatiedossiers" voorkomen.

De gemachtigde van de minister is van mening dat het persoonlijk dossier van de ambtenaar in feite zijn volledig administratief dossier is, en dat het verkieslijk is in artikel 118, tweede lid, de woorden "individuele evaluatiebladen" te gebruiken.

Deze bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 121

Worden in deze bepaling eveneens de hiërarchische meerderen bedoeld die niet onder het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren ?

Deze bepaling moet op dat punt explicieter zijn.

Volgens de gemachtigde van de minister moet deze bepaling eveneens voorzien in de raadpleging van de hiërarchische meerderen die niet onder het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren, daar de mogelijkheid zich kan voordoen dat ambtenaren afkomstig uit instellingen van openbaar nut van het Gewest naar het ministerie worden overgeheveld, inzonderheid in het kader van de mobiliteit.

De ontworpen bepaling moet worden aangevuld.

Artikel 123

Deze bepaling moet als overbodig vervallen.

Artikel 128

Deze bepaling is niet verenigbaar met artikel 25, eerste lid, 2˚, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

De evaluatiecriteria moeten duidelijk worden vastgelegd in het door de Regering aangenomen statuut. Zulk een delegatie aan de minister is niet conform het voornoemde artikel 25, eerste lid, 2˚.

Bijgevolg moet deze bepaling vervallen.

Hoofdstuk IV

De Franse lezing van dit hoofdstuk, met als opschrift "De la procédure d'appel", bevat verscheidene bepalingen waarin de woorden "requête d'appel" worden gebezigd.

Het zou beter zijn het woord "recours" te bezigen teneinde iedere verwarring met de gerechtelijke procedure te voorkomen.

Men wijzige in die zin het opschrift van hoofdstuk IV en van de afdelingen 1 en 2, alsook de artikelen 134, eerste lid, 135, tweede lid, 136, derde lid, en 144, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 134

Volgens de ontworpen bepaling kan de verzoeker zich, wanneer hij gehoord wordt door de directieraad of door de Regering, niet laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De Raad van State ziet niet in om welke objectieve reden zo een recht niet toegekend wordt aan de mandaathouders.

Artikel 139

De Raad van State vraagt zich af of deze bepaling bestaanbaar is met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie in zoverre de gevolgen verbonden aan de vermelding "met voorbehoud" in die bepaling alleen voor de ambtenaren gelden die de "functionele loopbaan" genieten, te weten de ambtenaren die een wervingsgraad bekleden, overeenkomstig artikel 78 van het ontwerp.

Bovendien verdient het aanbeveling de gedachte die wordt weergegeven in de tweede zin van het tweede lid nader toe te lichten.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 141 en 143 van het ontwerp.

Die bepalingen moeten worden herzien, zodat ze in overeenstemming worden gebracht met de grondwettelijke

beginselen van gelijkheid en non-discriminatie; de gemachtigden van de minister zijn het daarmee eens.

Artikel 142

Gelet op de opmerking gemaakt bij artikel 139 van het ontwerp en op het antwoord van de gemachtigden van de minister, is deze bepaling doelloos geworden en moet ze dan ook vervallen.

Artikel 144

Deze bepaling regelt slechts summier de procedure tot verklaring van beroepsongeschiktheid.

Ze geeft bijvoorbeeld geen nadere uitleg over de verschillende stadia van de procedure of over de termijnen die in acht genomen moeten worden.

De ontworpen bepaling moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 145

Het ontworpen eerste lid heeft geen echte juridische betekenis en moet vervallen.

Artikel 146

Deze bepaling definieert mutatie als volgt : "de overgang van een ambtenaar naar een andere betrekking van zijn graad behorend tot hetzelfde bestuur of tot een ander bestuur van het ministerie".

In de gewone omgangstaal is het ministerie een bestuur dat in verscheidene diensten is ingedeeld.

Het is dan ook verkieslijk mutatie te definiëren als een verandering van aanstelling binnen het ministerie zelf.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister omvat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verscheidene besturen. De mutatie heeft bijgevolg altijd plaats binnen het ministerie.

Deze specifieke definitie van bestuur behoort te worden toegevoegd aan de definities die voorkomen in artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 147

Wat is de strekking van de "bekrachtiging" door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal in het ontworpen derde lid ?

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de term "bekrachtiging" betekent dat alle beslissingen tot mutatie goedgekeurd moeten worden door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal.

Het is dan ook verkieslijk het woord "bekrachtigd" te vervangen door het woord "goedgekeurd".

Artikel 149

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat deze bepaling, in het licht van artikel 151 van het ontwerp, als overbodig moet vervallen.

Artikel 151

Moet het ontworpen tweede lid zo begrepen worden dat het de dienst die belast is met het human resources management toestaat geen gevolg te geven aan een bepaalde mutatieaanvraag, zodat de overheid genoemd in artikel 147 van het ontwerp van bepaalde mutatieaanvragen helemaal niet op de hoogte zou worden gebracht ?

Waarom niet bepalen dat de dienst belast met het human resources management zijn advies uitbrengt over alle mutatieaanvragen, en dat advies samen met de mutatieaanvraag overzendt aan de overheid genoemd in artikel 147 van het ontwerp ?

Volgens de gemachtigden van de minister is het de bedoeling de dienst belast met het human resources management te responsabiliseren en hieraan een vetorecht toe te kennen ten aanzien van bepaalde mutatieaanvragen.

Het is onaanvaardbaar dat die dienst zulk een vetorecht krijgt; de beslissing om al dan niet gevolg te geven aan een bepaalde mutatieaanvraag komt toe aan de bevoegde overheid.

Ook dient nader te worden bepaald onder welke voorwaarden een mutatieaanvraag afgewezen kan worden.

Artikel 152

Het is geraden in het ontworpen tweede lid nader te bepalen of de dienstnota aan iedere ambtenaar afzonderlijk wordt meegedeeld of niet.

Artikel 157

De Raad van State vraagt zich af wat de zin is van het ontworpen tweede lid, dat een herplaatsing lijkt toe te staan naar gelang van de personeelsbehoeften zonder dat er eerst een vacature is.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een verschrijving; het voegwoord "of" moet worden vervangen door het voegwoord "en".

Artikel 158

Deze bepaling behoort aangevuld te worden overeenkomstig artikel 49, § 2, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, krachtens hetwelk "de ambtenaar in reaffectatie (...) zijn rechten op wedde en zijn loopbaanaanspraken (behoudt); de periode van reaffectatie wordt in aanmerking genomen in de administratieve anciënniteit en in de geldelijke anciënniteit".

Titel VII

Deze titel is onder meer gewijd aan het verlof dat de ambtenaren van het ministerie kunnen nemen.

Wat dat betreft wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat de meeste regelgevende teksten die die aangelegenheid regelden voor het rijkspersoneel opgeheven zijn bij een koninklijk besluit van 19 november 1998.

Dat is het geval met het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, het koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende bijzondere bepalingen betreffende de stand disponibiliteit, het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel, het koninklijk

besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, en de koninklijke besluiten van 28 februari 1991 betreffende de voltijdse en halftijdse loopbaanonderbreking in de besturen.

Op te merken valt echter dat sommige van die koninklijke besluiten principes bevatten die beschouwd werden als minimale rechten ten aanzien van artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en die bij het genoemde koninklijk besluit van 26 september 1994 van toepassing zijn verklaard op de ambtenaren van de deelentiteiten.

Dat geldt onder meer voor de artikelen 3, § 1, 4, 7, 8, 14, § 1, en 15 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, en voor de artikelen 12 tot 15 van het koninklijk besluit betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel.

Zoals de afdeling administratie van de Raad van State in algemene vergadering heeft beslist in haar arrest nr. 47.689 van 31 mei 1994 (in zake Leclerq tegen de Belgische Staat), kan geen enkele wet, al wordt ze met een bijzondere meerderheid goedgekeurd, de grondwettelijke bevoegdheid van de Koning om het statuut van het federale Rijkspersoneel vast te stellen, inperken :

"... dat eruit voortvloeit dat het bestaan van het bestreden besluit (koninklijk besluit van 22 november 1991) de bevoegdheid van de Koning om achteraf de rechtspositionele regels, toepasselijk op de personeelsleden van de federale staat, nog te wijzigen, ook al zouden die regels in de zin van het bestreden besluit als algemene principes worden beschouwd, niet inperkt;

Overwegende dat het bestreden besluit, door af te wijken van de handelwijze omschreven in voornoemd artikel 87, § 4, rechtsonzekerheid schept daar er een discrepantie ontstaat tussen de algemene principes vastgelegd in het bestreden besluit en de rechtspositionele regels toepasselijk op het personeel van de federale overheid ...; dat indien zulk een discrepantie zou blijken naar aanleiding van de wijziging van het statuut van het rijkspersoneel, de vraag rijst hoe de tegenstrijdige teksten moeten worden geïnterpreteerd; dat rekening houdend enerzijds met het feit dat ’s Konings bevoegdheid om het statuut van het personeel van de federale overheid vast te stellen Hem door de Grondwet is verleend en door geen enkele wet kan worden ingeperkt of aan bepaalde voorwaarden verbonden, en anderzijds met de omstandigheid dat alleen die algemene principes op de personeelsleden van de Gemeenschappen en Gewesten toepasselijk kunnen worden verklaard welke voorkomen in het statuut van de personeelsleden van de federale staat, aldus moet worden geconcludeerd dat in dat geval een regel die nog uitdrukkelijk is opgenomen in het bestreden besluit, doch waarmee in het statuut van het rijkspersoneel geen enkele regel meer overeenstemt, geen toepassing meer vindt op het personeel van de Gemeenschappen en Gewesten, daar het niet kan worden beschouwd als een algemeen principe van het administratief en geldelijk statuut van het rijkspersoneel;".

Uit dit arrest kan de volgende lering worden getrokken :

Voor zover de nieuwe bepalingen van het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 de federale

ambtenaren een gelijkwaardige bescherming bieden op het stuk van de minimale rechten als die welke zij genoten, is het Gewest verplicht zijn eigen ambtenaren dezelfde bescherming te waarborgen.

Zo ook moet het Gewest, indien de vroegere bepalingen gewijzigd zijn om die bescherming te versterken, ook die wijzigingen in acht nemen, zoals dat wordt opgelegd door artikel 45 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Indien de bescherming die voortvloeit uit de nieuwe bepalingen echter zwakker is, staat het de overheid van de deelentiteit vrij om de kwestie te regelen zoals het haar goeddunkt.

De volgende opmerkingen worden gemaakt in het licht van deze uitgangsprincipes.

Artikel 162

1. Deze bepaling gaat over de indisponibiliteitstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

Die disponibiliteit wordt uitgesproken wanneer de ambtenaar "ongeschikt [wordt verklaard] op professioneel vlak".

Krachtens artikel 51, § 2, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, kan een

ambtenaar echter pas ongeschikt worden verklaard op professioneel vlak nadat hij twee achtereenvolgende negatieve evaluaties heeft gekregen. Artikel 144 van het ontwerp is in die zin gesteld.

Nog steeds volgens hetzelfde artikel 51, § 2, is de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid een grond voor ambtsneerlegging.

De ontworpen bepaling sluit echter niet aan bij deze redenering aangezien de verklaring tot beroepsongeschiktheid leidt tot een indisponibiliteitstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

Deze bepaling stemt dus niet overeen met het genoemde artikel 51, § 2.

De indisponibiliteitstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet dan ook worden geregeld los van de procedure tot verklaring van beroepsongeschiktheid, die rechtstreeks verband houdt met de evaluatie van de ambtenaren.

2. Bovendien is de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, ook al is het een ordemaatregel die niet verward mag worden met een

tuchtmaatregel, toch een zware maatregel die de betrokken ambtenaar bepaalde nadelen kan berokkenen (1).

Wat dat betreft bepaalt artikel 64 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen het volgende :

> "Aan de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet een voorstel voorafgaan, gedaan door de secretaris-generaal of door het hoofd van bestuur aan wie hij deze bevoegdheid heeft toegekend. Van dat voorstel wordt kennis gegeven aan de ambtenaar die daartegen kan opkomen bij de bevoegde raad van beroep."

De ontworpen bepaling regelt echter nergens het horen van de ambtenaar noch het instellen van een beroep.

De rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State is echter van oordeel dat, zelfs indien er geen bepaling is die voorschrijft dat de overheid de ambtenaar moet horen, de overheid toch zulk een verhoor dient te verrichten voordat ze enige beslissing neemt, aangezien die beslissing genomen wordt naar aanleiding van het gedrag van de ambtenaar.

De ontworpen bepaling dient derhalve te worden aangevuld om de ambtenaar de mogelijkheid te bieden zijn standpunt ten aanzien van de beslissing uiteen te zetten.

---

(1) Sarot J. en Batselé D., "Les positions administratives", in "Précis de fonction publique", uitg. Bruylant, Brussel, 1994, blz. 362

Ten slotte voorziet de ontworpen bepaling in de wedertewerkstelling van de ambtenaar in een meer aangepaste betrekking, terwijl, zoals reeds is opgemerkt, artikel 51, § 2, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes voorziet in de ambtsneerlegging in geval van beroepsongeschiktheid.

Deze bepaling moet bijgevolg grondig herzien worden.

Artikel 163

Het ontworpen eerste lid bepaalt dat de ambtenaar die in disponibiliteit is gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst geen recht heeft op wedde.

Het derde lid bepaalt echter dat hij "het eerste jaar een wachtgeld gelijk aan zijn laatste activiteitswedde" geniet.

Het eerste lid behoort bijgevolg gewijzigd te worden om een bepaalde inconsistentie weg te werken.

Artikel 164

Het is, rekening houdend met artikel 45, § 3, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, wenselijk dat in het ontworpen eerste lid verwezen

wordt naar de artikelen 41 en 46, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1998.

Die bepalingen zijn de weergave van de vroegere artikelen 14, § 1, en 15 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

In artikel 444 van het ontwerp, waarbij laatstgenoemd koninklijk besluit wordt opgeheven, hoeven bijgevolg de genoemde artikelen 14, § 1, en 15 niet langer in stand gehouden te worden.

Artikel 165

Krachtens artikel 45, § 4, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, genieten de ambtenaren van de deelentiteiten de voordelen genoemd in de artikelen 12 tot 15 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel.

Die bepalingen zijn opgeheven bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Dat besluit bevat echter soortgelijke bepalingen, nl. de artikelen 65, §§ 1 en 2, 66 en 67. Het staat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om haar ambtenaren eenzelfde bescherming te bieden als die welke de federale

ambtenaren genieten krachtens de genoemde bepalingen. Dat is nu niet altijd het geval.

Zo bijvoorbeeld is artikel 165 van het ontwerp niet verenigbaar met het genoemde artikel 67. Deze laatste bepaling voorziet immers alleen in een medische controle door de sociaal-medische rijksdienst wanneer de ambtenaar lijdt aan een ernstige en langdurige ziekte.

Het ontworpen tweede lid is niet verenigbaar met artikel 50 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dat de verschillende gronden opsomt die aanleiding geven tot het ambtshalve verlies zonder opzegging van de hoedanigheid van ambtenaar.

Het geval genoemd in dat tweede lid, komt niet voor in het genoemde artikel 50 en moet derhalve in het ontwerp achterwege blijven.

Artikel 170

1. Krachtens artikel 46 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes moet een ambtenaar de mogelijkheid hebben beroep in te stellen bij een commissie wanneer er betwisting bestaat omtrent zijn afwezigheden.

Artikel 18 van het ontwerp, waarbij een commissie van beroep wordt ingesteld, bepaalt dat deze commissie onder meer bevoegd is om van zulke beroepen kennis te nemen.

Er behoort derhalve een verband te worden gelegd tussen artikelen 170 en 18 van het ontwerp.

2. Bovendien kan, luidens artikel 44 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, deelneming van een ambtenaar aan een georganiseerde werkonderbreking voor de ambtenaar slechts het verlies van zijn wedde tot gevolg hebben.

In dat opzicht moet het eerste lid van artikel 170 als volgt worden gesteld :

"Art. 170. Met inachtneming van artikel 44 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes en ... (voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 171

De besluiten tot uitvoering van de herstelwet houdende sociale bepalingen van 22 januari 1985 behoren nauwkeurig te worden vermeld en er dient bepaald te worden of alle wijzigingen aangebracht in die verschillende besluiten tevens van toepassing zijn op de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op te merken valt dat de beide koninklijke besluiten van 28 februari 1991 die de voltijdse en de halftijdse loopbaanonderbreking regelden, ook opgeheven zijn bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Krachtens artikel 116 van dat koninklijk besluit, is het voortaan mogelijk voor een federale rijksambtenaar "(verlof te bekomen) om zijn loopbaan volledig of ten belope van een kwart, een derde of de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd te onderbreken met al dan niet opeenvolgende periodes van ten minste drie maanden en ten hoogste twaalf maanden".

Wanneer de steller van het ontwerp het heeft over deeltijdse loopbaanonderbreking, moet hij duidelijk aangeven voor welke duur van de prestaties de loopbaan wordt onderbroken.

Artikel 172

Dit artikel maakt een onderscheid tussen enerzijds de ambtenaren met een wervingsgraad voor wie de loopbaanonderbreking een recht is, en anderzijds de ambtenaren met een bevorderingsgraad die alleen loopbaanonderbreking kunnen krijgen wanneer de goede werking van de dienst er niet door wordt verstoord.

De vraag rijst of het niet beter zou zijn te kiezen voor een regeling waarin de minister voor ieder geval afzonderlijk uitmaakt of het belang van de dienst er niet aan in de weg staat dat aan een bepaalde ambtenaar loopbaanonderbreking wordt toegestaan, ongeacht welk ambt hij uitoefent.

Artikelen 173 en 175

Voor zover in de artikelen 171 en 174 van het ontwerp verwezen wordt naar federale bepalingen is het overbodig die te parafraseren.

Rekening houdend met de nieuwe bepalingen van het koninklijk besluit van 19 november 1998 met betrekking tot het verlof voor loopbaanonderbreking, moet de steller van het ontwerp de ontworpen bepalingen wellicht aanpassen indien hij nog altijd de federale regeling in acht wil nemen (zie de opmerking gemaakt bij titel VII).

Artikel 174

Het is de Raad van State niet duidelijk welk onderscheid gemaakt moet worden tussen deze bepaling en artikel 171 van het ontwerp, voor zover ze allebei de federale bepalingen die de loopbaanonderbreking regelen van toepassing verklaren.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat deze bepaling kan vervallen.

Artikel 176

Krachtens deze bepaling "(is) het verlof voor loopbaanonderbreking (...) niet bezoldigd".

De federale bepalingen waarbij de loopbaanonderbreking geregeld wordt, en meer in het bijzonder de artikelen 118 en volgende van het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998, voorzien echter in de toekenning van een onderbrekingsuitkering.

Wanneer de steller van het ontwerp de federale bepalingen van toepassing maakt op de Brusselse ambtenaren, moet hij er echter over waken dat ze verenigbaar zijn met de ontworpen bepalingen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het niet de bedoeling is af te wijken van de toekenning van een onderbrekingsuitkering die ten laste genomen wordt door de federale Staat, maar wel om iedere vorm van bezoldiging ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit te sluiten.

Indien dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp is deze bepaling overbodig aangezien in artikel 124 van het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 het volgende wordt bepaald : "Het verlof voor loopbaanonderbreking is niet bezoldigd. Het wordt voor het overige nochtans gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit."

Aangezien het gaat om een aangelegenheid die tegelijkertijd behoort tot de bevoegdheden van de federale Staat voor zover ze gevolgen heeft voor het tewerkstellingsbeleid en voor de sociale zekerheid, en tot de bevoegdheden van de gewesten voor zover ze hun eigen ambtenarenzaken

beheren, dient de steller van het ontwerp zich te beperken tot de statutaire aspecten van de regeling inzake loopbaan-onderbreking.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de tweede zin van het derde lid beter gesteld moet worden, zodat duidelijk wordt aangegeven in welke verhouding de in een halftijds of deeltijds stelsel verrichte prestaties in aanmerking genomen worden voor de versnelde "functionele loopbaan".

Artikelen 177 tot 182

Krachtens artikel 14 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector kunnen zulke maatregelen van toepassing worden verklaard op de gemeenschappen en gewesten bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De maatregelen betreffende de halftijdse vervroegde uittreding en de vrijwillige vierdagenweek, waarin de genoemde wet van 10 april 1995 voorziet, zijn bij een koninklijk besluit van 22 mei 1996 van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het komt bijgevolg niet toe aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om die federale bepalingen te parafraseren, te wijzigen, of nog daarvan af te wijken.

De genoemde wet van 10 april 1995 bevat evenwel een aantal machtigingen die door het Gewest zelf ten uitvoer moeten worden gelegd.

Luidens artikel 3, § 3, tweede lid, van die wet, kunnen de door de Koning uitgevaardigde uitvoeringsmaatregelen "door de bevoegde overheid worden uitgebreid tot de overheidsdiensten waarover de Koning geen reglementaire bevoegdheid uitoefent, met toepassing van specifieke toepassingsmodaliteiten".

Zo bijvoorbeeld moet het de taak zijn van de Regering om vast te stellen welke ambtenaren die maatregelen kunnen genieten.

De Regering mag daarentegen niet parafraseren wat reeds door het genoemde koninklijk besluit van 22 mei 1996 van toepassing is verklaard.

Dat doet ze echter wel in de artikelen 179, 180 en 182 van het ontwerp.

Die bepalingen moeten dan ook vervallen.

Artikel 183

Krachtens artikel 45, § 1, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, genieten de ambtenaren bij volledige arbeidsprestaties een jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur ten minste gelijk is aan die

bepaald in de artikelen 3, § 1, en 4 van het genoemde koninklijk besluit van 1 juni 1964.

Zoals reeds is opgemerkt, is dat koninklijk besluit opgeheven bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Artikel 10 van laatstgenoemd koninklijk besluit versterkt de voordelen die zijn toegekend aan de federale rijksambtenaren.

Er dient bijgevolg van te worden uitgegaan dat het Gewest die nieuwe voordelen moet eerbiedigen, wat het in het onderhavige geval doet.

Artikel 186

In het ontworpen tweede lid wordt verwezen naar de "medische controledienst bedoeld in artikel 226".

Laatstgenoemde bepaling gaat echter niet over die medische dienst.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat verwezen behoort te worden naar artikel 228 van het ontwerp.

Artikel 188

In het ontworpen eerste lid dienen de volgende begrippen te worden verduidelijkt : "standaardwerktijd", "stamtijden", "glijtijden" en "bereikbaarheid van de dienst".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen tweede lid voor de termen "organisatorische eenheden" en "specifieke werkzaamheden".

Met betrekking tot het ontworpen derde lid vraagt de Raad van State zich af wat de juiste betekenis is van de laatste zin krachtens welke "de gepresteerde uren in meer (...) geregulariseerd (worden) op de glijtijden".

Artikel 189

In het ontworpen onderdeel 2° moet het eerste streepje aangevuld worden met een verwijzing naar artikel 213 van het ontwerp, terwijl in het zevende streepje nauwkeuriger verwezen moet worden naar artikel 215 van het ontwerp, dat betrekking heeft op het verlof wegens opdracht.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het tweede streepje niet de verkiezingen van de raden van de deelentiteiten, de gemeenteraadsverkiezingen en de Europese verkiezingen worden vermeld. Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergetelheid.

De bepaling moet bijgevolg in die zin worden aangevuld.

Artikel 190

De bepaling is te vaag waar ze geen nadere regels vaststelt met betrekking tot de beoogde medische controle.

Ze dient op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 191

Er behoort, zoals in het vroegere artikel 6bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, te worden gepreciseerd dat de twee bijkomende werkdagen bedoeld in artikel 186 van het ontwerp ook gelijkgesteld worden met periodes van dienstactiviteit.

Artikel 193

De Raad van State is van oordeel dat de twee zinnen van het ontworpen eerste lid tegenstrijdig zijn.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister is het de bedoeling dat de verlofdagen bedoeld in artikel 192 van het ontwerp die samenvallen met een zaterdag

of een zondag, alleen gerecupereerd kunnen worden tijdens de periode van 27 tot en met 31 december voor zover de ambtenaren niet in continudienst zijn tewerkgesteld.

Het zou beter zijn die bedoeling duidelijker te verwoorden in de ontworpen bepaling.

Artikel 194

Het ontworpen tweede lid moet worden aangevuld door naast de deeltijdse arbeid ook uitdrukkelijk de vrijwillige vierdagenweek en de halftijdse vervroegde uittreding te vermelden.

Artikel 197

Het ontworpen tweede lid is overtollig ten opzichte van artikel 189 van het ontwerp en moet bijgevolg vervallen.

Artikelen 198 en 199

1. Deze bepalingen leggen richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof ten uitvoer (1).

---

(1) P.B.E.G. van 19-06-1996, nr. L 145/4

Krachtens artikel 2, lid 3, van deze richtlijn moeten de Lid-Staten, wanneer ze bepalingen goedkeuren tot uitvoering van de aanbevolen maatregelen, uitdrukkelijk naar de richtlijn verwijzen.

Om aan dat vereiste te voldoen, moet de steller van het ontwerp in de aanhef een overweging invoegen, waarin naar de genoemde richtlijn wordt verwezen, zoals is voorgesteld in de opmerkingen bij de aanhef.

2. Krachtens clausule 2.1 van de genoemde raamovereenkomst wordt het ouderschapsverlof toegekend aan de werknemers, zowel mannen als vrouwen,

> "bij geboorte of adoptie van een kind (...) om hen in staat te stellen gedurende ten minste drie maanden tot een door de Lid-Staten en/of de sociale partners vast te stellen leeftijd van maximaal acht jaar voor hun kind te zorgen.".

Het ontworpen artikel 198 bepaalt dat het ouderschapsverlof "maximum drie maanden" duurt.

Die bepaling is dus niet helemaal in overeenstemming met de genoemde clausule. De periode van het ouderschapsverlof moet worden aangepast.

3. Het ontwerp moet aangevuld worden met bepalingen tot regeling van het ouderschapsverlof wanneer dit inzonderheid wordt aangevraagd door twee echtgenoten die beiden ambtenaar zijn.

4. Ten slotte regelen de ontworpen bepalingen niet alle kwesties die door de richtlijn betreffende het ouderschapsverlof worden aangehaald.

Dat geldt onder meer voor de wedertewerkstelling van de ambtenaar na afloop van het ouderschapsverlof; clausule 2.5 van de raamovereenkomst bepaalt dat de ambtenaar het recht heeft zijn vroegere functie weer op te nemen of, indien dat niet mogelijk is, een gelijkwaardige of vergelijkbare functie op te nemen.

Dient zo ook niet bepaald te worden, overeenkomstig clausule 2.3, e), dat het ouderschapsverlof in sommige omstandigheden uitgesteld mag worden indien de behoeften van de dienst zulks wettigen ?

Artikel 200

Ook hier moet het ontwerp aangevuld worden met bepalingen die ertoe strekken het opvangverlof nader te regelen wanneer dat wordt aangevraagd door twee echtgenoten die beiden ambtenaar zijn.

Artikel 202

1. Deze bepaling zet artikel 9 om van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling

en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van Richtlijn 89/391/EEG).

De aandacht van de steller van het ontwerp dient erop gevestigd worden dat de Lid-Staten, krachtens artikel 14 van die richtlijn, de Commissie in kennis moeten stellen van de maatregelen die ze nemen om ervoor te zorgen dat de door de genoemde richtlijn opgelegde resultaten bereikt worden, en dat ze bovendien naar die richtlijn moeten verwijzen in de bepalingen die ze aannemen of bij de officiële bekendmaking van die bepalingen.

Om aan dat vereiste te voldoen, moet de steller van het ontwerp in de aanhef een overweging invoegen, waarin naar de genoemde richtlijn wordt verwezen, zoals is voorgesteld in de opmerkingen bij de aanhef (1).

2. Bovendien staat in artikel 45, § 2, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes het volgende te lezen :

> "De ambtenaar van het vrouwelijk geslacht geniet ten minste, voor de moederschapsbescherming, de voordelen bedoeld in de artikelen 7 en 8 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 1 juni 1964 of in elke andere bepaling die ze mocht wijzigen."

---

(1) De Regering zou moeten nagaan of de maatregelen die aanbevolen zijn door de genoemde richtlijn wel allemaal van toepassing zijn verklaard op de vrouwelijke ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ook die bepalingen zijn opgeheven bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998, dat evenwel soortgelijke bepalingen heeft vastgelegd.

Het gaat om de artikelen 24, 25 en 26.

Die bepalingen moeten derhalve beschouwd worden al minimale rechten die door het Gewest geëerbiedigd behoren te worden.

Artikel 205

Luidens deze bepaling heeft de ambtenaar in geval van een besmettelijke ziekte recht op preventief verlof "in de omstandigheden en volgens de nadere bepalingen die vastgesteld worden door het Algemeen Reglement van de Administratieve Gezondheidsdienst".

Algemeen beschouwd zijn de ontworpen bepalingen helemaal niet duidelijk wanneer het gaat over de regeling van de medische controles.

Sommige bepalingen verschillen van de federale regelgevingen, zoals artikel 33 van het ontwerp, terwijl andere nog altijd naar die regelingen verwijzen, zoals in het onderhavige geval.

De betrokken bepalingen dienen herzien te worden en er moet duidelijk voor ieder geval bepaald worden welke medische dienst bevoegd is.

Artikel 217

Luidens deze bepaling is het verlof wegens opdracht onbezoldigd.

Krachtens artikel 103, tweede lid, van het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 echter "(wordt het verlof) bezoldigd wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen".

Aangezien die beschikking van de Europese Commissie niet openbaar is gemaakt, verzoekt de Raad van State de steller van het ontwerp na te gaan of er geen overeenkomsten bestaan met de Europese overheid, luidens welke het verlof wegens opdracht door de Lid-Staten bezoldigd moet worden, en in het voorliggende artikel aan te geven in welke gevallen dat zo is.

Artikel 218

Uit de redactie van deze bepaling blijkt onvoldoende duidelijk op basis van welke criteria de vergoeding wordt toegekend en wat het bedrag is van die vergoeding.

Deze bepaling is te vaag en moet worden aangevuld.

Artikel 219

Het is op basis van deze bepaling niet duidelijk of de opdrachten die de Regering aan een ambtenaar toevertrouwt automatisch worden erkend als opdrachten van algemeen belang.

Er dient op dat stuk meer duidelijkheid te worden verschaft.

Artikel 222

Deze bepaling verschaft onvoldoende duidelijkheid omtrent de vraag wat geschiedt met de ambtenaar wanneer zijn opdracht is afgelopen. Wordt ten aanzien van hem een herplaatsingsprocedure op gang gebracht in de zin van artikel 49 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes ?

Zo ja, dan behoort artikel 156 van het ontwerp in die zin gewijzigd te worden door uitdrukkelijk in dat geval te voorzien.

Artikel 223

Artikel 45, § 3, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes bepaalt het volgende :

"De ambtenaar die wegens ziekte of gebrekkigheid verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen geniet de voordelen die vermeld zijn in de artikelen 14, § 1, en 15 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 1 juni 1964.".

Zoals reeds is opgemerkt zijn deze bepalingen opgeheven bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

De artikelen 41 en 46, § 1, van dat koninklijk besluit handhaven evenwel de minimale rechten die door het genoemde artikel 45, § 3, worden erkend.

Het Gewest moet zich derhalve richten naar die nieuwe bepalingen.

Artikel 225

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijve men "artikel 223, tweede lid," zoals in de Franse tekst.

Het ontworpen tweede lid is onvolledig wanneer het bepaalt dat het ziekteverlof "pro rata verrekend (wordt) indien de derde gedeeltelijk aansprakelijk wordt gesteld".

De ontworpen bepaling behoort te worden aangevuld met een nauwkeuriger berekeningsmethode.

Wat dat betreft, dient men nauwer aan te sluiten bij artikel 47 van het koninklijk besluit van 19 november

1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Artikel 228

Deze bepaling is te vaag en verleent de Minister van Ambtenarenzaken een te algemene bevoegdheidsdelegatie.

De ontworpen bepaling moet zelf de basisregels vermelden betreffende die medische controle.

Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt bij artikel 205 van het ontwerp.

Artikelen 229 en 230

In artikel 229 van het ontwerp moet de steller van het ontwerp nader uiteenzetten wat hij bedoelt met "de reglementering van de federale Administratieve Gezondheidsdienst".

Zo ook behoren in artikel 230 van het ontwerp de verordeningsbepalingen die de procedure en de beroepen tegen de beslissingen van de administratieve gezondheidsdienst regelen duidelijk te worden aangewezen.

Deze bepalingen moeten in die zin worden aangevuld.

Artikel 232

Wat betreft de vraag om welke medische controle-dienst het gaat, wordt verwezen naar de opmerking die reeds werd gemaakt bij artikel 205 van het ontwerp.

Artikel 236

Deze bepaling moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 189, eerste lid, 2°, tweede streepje, van het ontwerp.

Er dient duidelijker te worden aangegeven wat verstaan moet worden onder "duur van de verkiezings-campagne", en meer in het bijzonder op welk tijdstip die periode aanvangt, aangezien het betrokken verlof niet wordt bezoldigd.

De bepaling moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 243

In het ontworpen derde lid behoort de objectieve reden te worden opgegeven waarom de ambtenaren die bij een kabinet gedetacheerd zijn, na die detachering, een aantal verlofdagen krijgen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat die verlofdagen beschouwd worden als compensatie voor de onbezoldigde extra uren.

Artikel 244

Hoe zit het met de bezoldiging van dat verlof?

De gemachtigden van de minister menen dat het wordt bezoldigd. Dat moet dan ook worden vermeld.

Wanneer men er echter de federale regelgeving terzake op naslaat, en meer bepaald het koninklijk besluit van 14 september 1993 betreffende de samenstelling en de werking van de ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken, stelt men vast dat één van de voorwaarden die verbonden worden aan zulk een detachering erin bestaat dat het betrokken gewest of de betrokken gemeenschap de nadere regels voor de terugbetaling van de bezoldiging van de aldus gedetacheerde ambtenaren van de ministeries van tevoren heeft vastgesteld.

In het onderhavige geval is echter niets geregeld. Er dient bijgevolg gepreciseerd te worden volgens welke regeling dat verlof bezoldigd zal worden.

Artikel 246

De verwijzing naar artikel 243, 2˚, van het ontwerp is onjuist.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de verwijzing moet slaan op artikel 245, 2˚.

Artikelen 247 en 248

Het is de Raad van State helemaal niet duidelijk wat het nut is van artikel 247, eerste lid, 4˚ en 5˚, van het ontwerp ten opzichte van artikel 248, 2˚ en 3˚, van het ontwerp.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat iemand die een politiek mandaat uitoefent eigenlijk ambtshalve verlof heeft wanneer dat mandaat overeenstemt met de criteria van artikel 248 van het ontwerp. Hij kan echter ook vragen dat verlof te verlengen met dezelfde duur als de duur van het verlof dat hij ambtshalve krijgt.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het beter zou zijn die bepalingen eenvoudiger te stellen, door eerst de regel betreffende het ambtshalve verlof te formuleren en vervolgens te voorzien in de mogelijkheid voor diegene die een politiek mandaat uitoefent om bijkomend verlof aan te vragen.

Artikel 255

Het tweede lid gaat over de wedertewerkstelling van de ambtenaar na afloop van zijn politiek verlof, wanneer hij vervangen is.

Wat dat betreft dient artikel 156 van het ontwerp aangevuld te worden zodat het ook in dit type herplaatsing voorziet.

Artikel 256

Het begrip "wederaanpassingsvergoeding" dient nader omschreven te worden.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat die vergoeding meestal door de verschillende wetgevende vergaderingen en door de provincies wordt toegekend wanneer de betrokken gezagsdragers niet meer herkozen worden.

Het is de taak van de steller van het ontwerp zich ervan te vergewissen of die verschillende beslissingen van de genoemde entiteiten wel degelijk bestaan en na te gaan onder welke voorwaarden die "wederaanpassingsvergoedingen" worden toegekend.

Artikel 257

Op de vraag waarom de commissie van beroep genoemd in artikel 18 van het ontwerp niet bevoegd is voor de geschillen betreffende het ziekteverlof hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat die geschillen bij wijze van overgangsmaatregel nog altijd beslecht zullen worden volgens de federale regelgeving.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering zal pas later een specifieke regeling voor de ambtenaren van het ministerie uitvaardigen.

De aandacht van de steller van het ontwerp dient er echter op gevestigd te worden dat de Koning bij het genoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 onder meer het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid heeft opgeheven, waarvan artikel 2bis voorzag in een beroep bij een commissie die onder meer bevoegd was inzake verlof.

Overeenkomstig de opmerking die gemaakt is bij titel VII, komt het toe aan de steller van het ontworpen besluit te oordelen of er al dan niet in zulk een beroep dient te worden voorzien en, zo ja, dat beroep te regelen overeenkomstig artikel 46 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Wat de samenstelling van de commissie van beroep betreft, wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 19 van het ontwerp.

Artikel 259

De ontworpen bepaling voegt geen enkele precisering toe met betrekking tot de procedure die vóór de commissie van beroep dient te worden gevolgd wanneer bij haar een geschil aanhangig wordt gemaakt dat betrekking heeft op verloven, afwezigheid of disponibiliteit.

Wordt de ambtenaar gehoord ? Kan hij zich laten bijstaan door een vertegenwoordiger ?

De ontworpen bepaling moet op deze onderscheiden punten worden aangevuld.

Artikel 260

In deze bepaling wordt een onderscheid gemaakt tussen "doorlopende beroepsvorming" en "vrijwillige beroepsvorming", zonder dat de inhoud van de programma's eigen aan elke opleidingsactiviteit wordt vastgesteld.

Deze bepaling blijft zeer vaag omtrent de wijze waarop de opleidingsactiviteiten zullen worden georganiseerd, meer bepaald omtrent de personen die ermee belast worden die opleiding te verstrekken.

De ontworpen bepaling moet op die punten ruimschoots worden aangevuld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 261 van het ontwerp, waarin op zijn minst nader moet worden bepaald welke kwalificaties de opleiders moeten bezitten.

Bovendien moet in het ontworpen onderdeel 2° worden bepaald dat de vrijwillige beroepsopleiding plaatsvindt in het kader van de versnelde "functionele loopbaan" van de ambtenaar, overeenkomstig artikel 81 van het ontwerp.

De Raad van State vraagt zich in dit verband af wat dient te worden verstaan onder "professionele meerwaarde".

Ten slotte, in zoverre volgens artikel 261 van het ontwerp die opleidingsprogramma's bij wege van een opdracht voor aanneming van diensten toevertrouwd worden aan externe deskundigen, moet de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in acht worden genomen.

Wegens al die onduidelijkheden moet de bepaling grondig worden herzien.

Artikel 264

Deze bepaling schrijft onvoldoende duidelijk voor hoe de "vormingsverantwoordelijke" wordt aangewezen. Door

wie wordt hij aangewezen en welke criteria moeten met het oog op zijn aanwijzing in aanmerking worden genomen ?

Artikel 268

Deze bepaling is veel te vaag omtrent de inhoud van de opleidingsactiviteiten.

Het is zaak van de Regering om de algemene oriëntaties van die opleidingsactiviteiten te bepalen voor ieder betrokken niveau.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 269

Het begrip "studieverlof", waarvan sprake is in het ontworpen tweede lid, moet nader worden bepaald.

Wordt de ambtenaar bezoldigd tijdens dat studieverlof ? Deze kwestie is belangrijk, daar krachtens artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes de ambtenaar alleen in het kader van verplichte opleidingsactiviteiten zijn wedde en zijn aanspraken op bevordering behoudt.

De bepaling moet op dat punt explicieter zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 273 van het ontwerp.

Artikel 270

Deze bepaling schrijft voor dat als een inschrijvingsrecht verschuldigd is, het door het Gewest wordt "terugbetaald aan de ambtenaren die de opleiding met goed gevolg hebben doorlopen".

Deze bepaling is betwistbaar in zoverre de vrijwillige beroepsopleiding een noodzakelijke voorafgaande voorwaarde is om in aanmerking te komen voor de versnelde "functionele loopbaan".

Deze bepaling zegt eveneens niets over de vraag welke instantie bevoegd is om de uitslag van die opleidingsactiviteiten en de criteria voor het geslaagd zijn voor die opleidingsactiviteiten te beoordelen.

De bepaling moet worden herzien.

Artikelen 271 en 272

Net als de voorgaande bepalingen die betrekking hebben op de opleiding vermelden deze artikelen niet welke instantie die examens en de voorbereidende opleiding zal organiseren, noch welke programma’s moeten worden gevolgd.

In verband met de vergelijkende examens voor overgang naar een hoger niveau wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat zulke examens krachtens artikel 24, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes georganiseerd worden door het Vast Wervingssecretariaat.

Algemeen beschouwd zijn deze bepalingen te lacuneus en moeten ze op verschillende punten worden aangevuld.

Bovendien is er in artikel 271, 2°, van het ontwerp sprake van "omkaderingsgraden in de rangen B2, C2, D2 of E2".

Krachtens artikel 8 van het ontwerp slaan de "kaderbetrekkingen" evenwel alleen op de betrekkingen in rang A2.

Teneinde iedere verwarring op het stuk van de terminologie te voorkomen, moet in artikel 271, 2°, van het ontwerp het woorddeel "omkaderings" vervallen. De gemachtigden van de minister zijn het daarmee eens.

Artikel 277

Artikel 277 van het ontwerp beschouwt de terugzetting in graad in enge zin.

Artikel 77, § 5, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bepaalt immers :

"Terugzetting in graad wordt, naar gelang van het geval, opgelegd door toekenning :

1° van een lagere weddeschaal in dezelfde graad;

2° van een graad van dezelfde rang met een lagere weddeschaal;

3° van een graad van een lagere rang die in hetzelfde of in een lager niveau is ingedeeld ...".

Aangezien in het ontwerp de klemtoon voornamelijk op de "functionele loopbaan" ligt, rijst de vraag waarom de steller van het ontwerp terugzetting in graad niet beschouwt in de zin van het voornoemde artikel 77, § 5.

Artikel 279

De verwijzing naar artikel 305 van het ontwerp is onjuist. Er dient te worden verwezen naar artikel 309 van het ontwerp.

De Raad van State ziet evenwel niet goed in wat de gevolgen zullen zijn van een zodanige vermelding op de "tuchtfiche" (beter : "het tuchtblad").

Volgens de gemachtigden van de minister is dat tuchtblad ingevoerd als gevolg van de afschaffing van de blaam.

Het tuchtblad vormt in zekere zin een waarschuwing ten aanzien van de ambtenaar, hoewel een vermelding erop geen gevolgen oplevert.

Zulk een handelwijze is kennelijk onbestaanbaar met de tuchtprocedure zoals ze onder meer geregeld wordt bij hoofdstuk V van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Voorts wordt niets voorgeschreven in verband met het vervallen van het tuchtblad, terwijl de tuchtstraffen na verloop van een zekere termijn automatisch doorgehaald worden.

Deze bepaling moet worden weggelaten.

Artikel 281

Wellicht wordt in dit artikel uitgegaan van het geval, omschreven in artikel 33, § 3, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, waarin een strafvordering is ingesteld, waardoor de tuchtprocedure geschorst wordt en de uitspraak van een tuchtstraf wordt opgeschort.

Alsdan is het verkieslijk in het eerste lid de woorden "... moet de tuchtvordering worden aangevangen binnen een periode van zes maanden volgend op de datum van de mededeling" te vervangen door de woorden "... wordt de tuchtvordering niet later ingesteld dan zes maanden na de datum van de mededeling", zodat duidelijk wordt aangegeven dat voor de overheid de mogelijkheid van een tuchtvordering nog steeds openstaat.

In verband met het tweede lid lijkt de steller van het ontwerp uit het oog verloren te zijn dat het absolute gezag van strafrechtelijk gewijsde in bepaalde gevallen belet dat een tuchtstraf kan worden uitgesproken. Het is daarom beter dit lid te laten wegvallen.

Artikel 282

Dit artikel zet niet naar behoren het beginsel van verknochtheid om dat is vastgelegd in artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dat bepaalt :

> "Wanneer meer dan één feit ten laste van de ambtenaar wordt gelegd, kan dit niettemin slechts aanleiding geven tot één procedure en tot het uitspreken van één tuchtstraf.".

De ontworpen bepaling moet op dat punt worden herzien.

Artikel 283

De onderzochte bepaling schrijft voor welke ambtenaar bevoegd is om tuchtstraffen voor te stellen.

Net als de overige bepalingen die in de tuchtregeling voorzien, lijkt deze bepaling evenmin rekening te houden met de topambtenaren, te weten de

directeurs-generaal, de adjunct-secretaris-generaal en de secretaris-generaal.

Volgens de gemachtigden van de minister moet deze leemte inderdaad worden gevuld door aanvullende bepalingen.

Artikel 284

Artikel 35 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes luidt als volgt :

> "In elke stand van de tuchtprocedure mag de ambtenaar zich voor zijn verdediging laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.".

Daarin wordt niet uitdrukkelijk voorzien door de ontworpen bepaling, die op dat punt moet worden aangevuld.

Artikel 290

In de Franse lezing van het ontworpen tweede lid vervange men de woorden "L'appel" door de woorden "Le recours".

Artikel 292

Het ontworpen onderdeel 3° is niet bijzonder duidelijk. Het zou beter zijn de uitdrukking "de representatieve vakorganisaties van het personeel" te gebruiken, die

overeenstemt met de terminologie die wordt gebezigd in artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Artikel 293

De bepaling moet worden aangevuld met de vermelding dat de taalkennis van de magistraten moet worden vastgesteld overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Afdeling 3

Het zou beter zijn de Franse lezing van het opschrift van deze afdeling als volgt te stellen :

"De la procédure de recours".

Artikel 295

De strekking van het advies waarvan sprake is in het ontworpen tweede lid moet worden gepreciseerd.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om het met redenen omklede advies van de raad van beroep waarvan sprake is in artikel 302 van het ontwerp.

Artikel 299

De ontworpen bepaling geeft niet aan wat de gevolgen zijn als de raad van beroep een zaak afvoert.

De bepaling moet op dat punt worden aangevuld.

De gemachtigden van de minister zijn van mening dat indien de verzoeker zijn beroep zonder gevolg laat, de hem opgelegde sanctie uitvoerbaar wordt vanaf de dag waarop de raad van beroep de zaak heeft afgevoerd, mits de ambtenaar ervan in kennis wordt gesteld dat de zaak is afgevoerd.

Indien zulks inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient artikel 291 van het ontwerp te worden aangepast, waarbij voorzien wordt in het geval van afvoering van de zaak en van de gevolgen ervan met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de straf.

Artikel 301

Teneinde de pariteit te behouden tussen de assessoren aangewezen door de overheid en de assessoren aangewezen door de representatieve vakorganisaties, zoals wordt voorgeschreven bij artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, is het wenselijk dat de steller van het ontwerp de tekst nauwer afstemt op de formulering die voorkomt in artikel 90bis van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937,

krachtens hetwelk evenveel assessoren van de ene als van de andere soort aan de stemming moeten deelnemen.

Zulks komt onvoldoende duidelijk tot uiting in artikel 303, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 302

De vraag rijst of in de tekst het woord "overmacht" in zijn juridische betekenis moet worden begrepen.

Indien dat niet het geval is, zou het beter zijn voor te schrijven dat de commissie bij een met redenen omklede beslissing de redenen moet opgeven waarom ze binnen de gestelde termijn geen uitspraak heeft kunnen doen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 304 van het ontwerp.

Artikel 303

Daargelaten de opmerking die wordt gemaakt bij artikel 301 van het ontwerp, geeft de ontworpen bepaling niet aan hoe de pariteit wordt hersteld.

In dat verband schrijft artikel 90bis, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 voor dat de pariteit hersteld wordt door een of meer

assessoren door lottrekking uit te sluiten van deelneming aan de stemming.

Artikel 305

In het ontworpen eerste lid moet worden gepreciseerd dat het gaat om de bevoegde overheid genoemd in artikel 307 van het ontwerp.

In het ontworpen tweede lid moet worden gepreciseerd dat de overheid bij ter post aangetekende brief het advies van de raad van beroep meedeelt aan de ambtenaar binnen tien werkdagen na ontvangst van dat advies.

Hoofdstuk IV

Voorgesteld wordt het opschrift van dit hoofdstuk als volgt te wijzigen :

"Hoofdstuk IV : Uitspraak van de tuchtstraf na beroep".

Artikel 307

In de Franse lezing van het eerste en het tweede lid moeten de woorden "en appel" vervallen.

In het ontworpen tweede lid moet, wanneer voor de tweede maal sprake is van de bevoegde overheid, gepreciseerd

worden dat het gaat om de bevoegde overheid waarvan sprake is in het eerste lid.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 308 van het ontwerp, waarin de woorden "De overheid bedoeld in voormeld artikel" vervangen moeten worden door de woorden "De overheid genoemd in artikel 307, eerste lid".

Bovendien moet deze laatste bepaling worden aangevuld met de verplichting om de definitieve beslissing ter kennis te brengen van de betrokken ambtenaar.

Artikel 310

In het ontworpen tweede lid moet worden vermeld dat de termijn ingaat, hetzij, indien geen beroep is ingesteld, na het verstrijken van de tien werkdagen na de kennisgeving van de sanctie, hetzij, indien beroep is ingesteld, vanaf de kennisgeving, aan de ambtenaar, van de in artikel 308 genoemde beslissing.

Artikel 312

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het ontworpen onderdeel 1° het strafrechtelijk onderzoek wordt vermeld, aangezien het deel uitmaakt van de strafvervolging.

Bovendien is in artikel 40, § 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes alleen sprake van de strafvervolging.

Het ontworpen onderdeel 2° is niet conform het voornoemde artikel 40, § 1, tweede lid, 2°, inzoverre in deze laatste bepaling sprake is van een ernstig vergrijp "waarbij hij op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn", terwijl in de ontworpen bepaling het (ernstige) vergrijp gedefinieerd wordt op basis van de aard van de tuchtstraf waartoe het aanleiding kan geven.

De ontworpen bepaling moet bijgevolg in overeenstemming worden gebracht met het voornoemde artikel 40.

Artikel 313

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 40, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 ..." in het ontworpen eerste lid.

Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de minister blijkt dat die verwijzing naar het voornoemde artikel 40, § 1, tweede lid, tot gevolg heeft dat de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal aan schorsing in het belang van de dienst facultatieve maatregelen kan koppelen waardoor de ambtenaar onder meer zijn aanspraken op bevordering en zijn recht op weddeverhoging

niet meer kan doen gelden of waardoor hem een wedde-vermindering wordt opgelegd.

Dit moet duidelijker blijken uit de ontworpen tekst.

Bovendien is het ontworpen tweede lid niet conform artikel 40, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, in zoverre het de secretaris-generaal en de adjunct-secretaris-generaal ontslaat van de verplichting om in geval van overmacht de ambtenaar vooraf te horen.

In het kader van iedere procedure die leidt tot schorsing in het belang van de dienst moet de ambtenaar vooraf gehoord worden ten aanzien van de hem ten laste gelegde feiten. Hij moet zich tevens steeds kunnen laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Dit lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

In het derde lid, ten slotte, moet worden aangegeven dat het gaat om de schorsingsbeslissing, die de ambtenaar bij ter post aangetekende brief wordt ter kennis gebracht.

Artikel 314

In de Franse lezing moeten de woorden "interjeter appel" vervangen worden door de woorden "introduire un recours".

Artikel 316

Op tal van punten zijn de ontworpen bepalingen onvoldoende duidelijk ten opzichte van artikel 40 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Wat gebeurt er immers met de maatregelen die overeenkomstig het voormelde artikel 40, § 1, tweede lid, kunnen worden genomen ten aanzien van een ambtenaar die geschorst is in het belang van de dienst, zoals die welke hem het recht ontneemt zijn aanspraken op bevordering of zijn recht op weddeverhoging te doen gelden, of nog die waarbij zijn wedde gedeeltelijk wordt verminderd ?

Zoals is uiteengezet bij artikel 313 van het ontwerp, zijn het de secretaris-generaal en de adjunct-secretaris-generaal die tot zulke maatregelen zullen kunnen besluiten.

Aangezien die maatregelen echter facultatief zijn, moet worden voorgeschreven dat de raad van beroep eveneens bevoegd is om kennis ervan te nemen.

In dezelfde gedachtengang bevat paragraaf 3 van het voornoemde artikel 40 een specifieke maatregel die het geval regelt waarin een tuchtrechtelijke schorsing wordt uitgesproken ten aanzien van een ambtenaar die reeds geschorst is in het belang van de dienst.

De ontworpen bepalingen moeten op die verschillende punten worden aangevuld.

Artikel 321

In het ontworpen eerste lid, 2°, moet de steller van het ontwerp duidelijk bepalen wat hij verstaat onder "een beroepsactiviteit die van algemeen belang is voor het Gewest".

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister betreft het voornamelijk ambtenaren die college geven aan universiteiten of hogescholen.

De bepaling moet duidelijk voorzien in dat geval, veeleer dan holle bewoordingen te gebruiken.

Bovendien ziet de Raad van State niet in wat de precieze strekking is van het ontworpen tweede lid, luidende :

"Onder diensturen dient te worden verstaan : de stamtijden die de glijdende werktijdregeling vastlegt" (lees : vastleggen).

Algemeen beschouwd vraagt de Raad van State zich af wat de administratieve stand is van de ambtenaar wanneer hij een beroepsactiviteit uitoefent tijdens de diensturen.

Volgens de gemachtigden van de minister is de ambtenaar alsdan in dienstactiviteit en ontvangt hij normaal zijn wedde, zelfs indien hij tijdens de diensturen een beroepsactiviteit uitoefent.

De ontworpen bepalingen schrijven evenmin voor wat er dient te gebeuren met de ambtenaar aan wie in het kader van die beroepsactiviteit tijdens de diensturen een ongeval overkomt.

Zulk een bepaling moet met betrekking tot die beroepsactiviteit op zijn minst voorschrijven hoeveel uren ze maximaal mag bedragen, teneinde misbruik te voorkomen.

De ontworpen bepalingen moeten grondig worden herdacht.

III. BEZOLDIGINGSREGELING, GELDELIJKE ANCIENNITEIT EN ADMINISTRATIEVE ANCIENNITEIT

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft sedert zijn ontstaan ambtenaren uit andere overheidsbesturen overgenomen.

Naar aanleiding van die overhevelingen zijn hun in vele gevallen geldelijke garanties geboden.

Zo bepalen de artikelen 40, § 2, en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen dat de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Gewest en de leden van het personeel van de Brusselse agglomeratie die naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn overgeheveld,

overgedragen worden met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden bovendien "ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overgang bekleedden".

Artikel 79bis, tweede lid, van diezelfde bijzondere wet verwijst zijnerzijds naar een samenwerkingsakkoord voor de overheveling van het personeel dat onder de vroegere provincie Brabant ressorteerde.

Artikel 8 van dat samenwerkingsakkoord, dat op 30 mei 1994 is gesloten, bepaalt :

> "De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Zij behouden eveneens de toelagen, de vergoedingen of de premies en de andere voordelen die zij bij de provincie Brabant genoten overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was. Zij behouden de voordelen die aan een functie verbonden zijn slechts voor zover de voorwaarden van de toekenning ervan blijven bestaan in de instelling waarnaar ze overgeheveld werden.
>
> Onverminderd de toepassing van het tweede lid, wordt aan de overgehevelde ambtenaren die op het ogenblik van de overheveling een taalpremie genoten, de som van het bedrag van de individuele wedde en van het bedrag van de taalpremie die zij op 31 december 1994 genoten, beide vastgesteld volgens basisindex 138,01, ten persoonlijken titel gewaarborgd.".

Gelet onder meer op die teksten is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ertoe gehouden die verkregen rechten te eerbiedigen.

Onder het voorbehoud dat die verkregen rechten geëerbiedigd worden, maakt de afdeling wetgeving van de Raad van State bijzondere opmerkingen over de bezoldigingsregeling en de administratieve en geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2. In zoverre sommige bepalingen de weddeschalen van de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastleggen, rijst de vraag of die bepalingen van verordenende aard zijn.

Zowel de afdeling administratie (1) als de afdeling wetgeving (2) van de Raad van State beschouwen in het algemeen dat zulke bepalingen niet van verordenende aard zijn in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

---

(1) Zaak Renard, nr. 23.257 van 16 mei 1983, geciteerd door J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", uitg. Bruylant, Brussel, 1994, blz. 93.

(2) Zie, in dat verband, de adviezen nr. L. 20.646/2, gegeven op 18 maart 1991 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve "fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance", en L. 23.129/9, gegeven op 21 februari 1994 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp".

De afdeling wetgeving onthoudt zich bijgevolg van enig commentaar daaromtrent.

3. Volgens artikel 53, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes staat het aan de Koning om, na advies van de Executieven, de minimumschaal en het maximumbedrag van de weddeschalen van de verschillende niveaus te bepalen.

De Koning heeft aan die bepaling uitvoering gegeven bij koninklijk besluit van 22 mei 1992.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben aangegeven is bijlage I van het ontwerp niet volledig in overeenstemming met het voornoemde koninklijk besluit, doordat ze onder meer voor niveau 4, dat niveau E wordt, voor bevorderingsgraden maxima vaststelt die hoger liggen dan het toegestane maximumbedrag, te weten 718.004.

Derhalve dient de ontworpen bijlage I te worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met het bepaalde in het voornoemde artikel 53, § 2, tweede lid.

4. De ontworpen bezoldigingsregeling zegt niets in verband met de regelingen voorgeschreven in de artikelen 57, 58 en 59 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Deze verschillende bepalingen kennen de ambtenaar een haard- of standplaatstoelage toe overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 1967, vakantiegeld overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 1979 en een eindejaarstoelage overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 oktober 1979.

Die bepalingen laten de deelentiteiten evenwel de mogelijkheid die toelagen uit te breiden.

Indien dat de bedoeling is van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, dient zulks in het ontworpen besluit te worden gepreciseerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 331

1. Het is de Raad van State niet duidelijk wat precies dient te worden verstaan onder de woorden "of hoger" in het ontworpen eerste lid.

Volgens de gemachtigden van de minister zijn die woorden overbodig in zoverre de duur van het mandaat in aanmerking genomen wordt voor de graadanciënniteit, met dien verstande dat artikel 86 van het ontwerp eveneens in die zin moet worden gewijzigd (1).

---

(1) Zie, in dat verband, de algemene opmerking B.

Er wordt eveneens verwezen naar de opmerkingen gemaakt bij de artikelen 139 tot 144 van het ontwerp.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom geen soortgelijke bepalingen zijn uitgevaardigd voor de ingenieur-directeur die tot dezelfde rang behoort.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergetelheid.

Artikel 338

In het ontworpen eerste lid moet worden verduidelijkt wat precies met "deeltijdse arbeid" wordt bedoeld. Voorts moet het artikel gebaseerd worden op artikel 32, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals het gesteld was vóór het bij het koninklijk besluit van 20 juli 1998 gewijzigd is.

Artikel 342

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de steller van het ontwerp de toelage afhankelijk stelt van de maandelijkse wedde, terwijl de toelage bedoeld is om ambtenaren te bezoldigen voor prestaties die op zich niet inherent zijn aan het ambt waaraan de wedde verbonden is.

In dat verband stelt de Raad van State vast dat het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries geen soortgelijke bepaling bevat.

Aangezien het om een algemene bepaling gaat waarbij de toelagen worden geregeld, vraagt de Raad van State zich af wat er volgens het ontworpen besluit moet geschieden met het voornoemde koninklijk besluit dat niet bij artikel 444 van het ontwerp wordt opgeheven.

Artikel 344

Deze bepaling is gebaseerd op regels die vervat zijn in het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen.

Hoofdstuk II van dat koninklijk besluit bevat evenwel verscheidene verduidelijkingen die in het ontworpen besluit niet voorkomen.

Dat geldt onder meer voor de koppeling van de toelage aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en voor de bepaling van de bezoldigingen die in aanmerking komen om de toelage te berekenen.

De steller van het ontwerp moet de ontworpen bepalingen aanvullen, te meer daar hij in artikel 444 van

het ontwerp het voornoemde koninklijk besluit van 8 augustus 1983 opheft.

Artikelen 345 en 346

Deze bepalingen zijn grotendeels gebaseerd op het koninklijk besluit van 28 september 1976 tot instelling van een toelage voor sommige ambtenaren van de rijksbesturen die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

In artikel 346, tweede lid, van het ontwerp, moet evenwel ook worden vermeld dat de toelage voor de uitoefening van hogere functies ook in aanmerking wordt genomen om de bezoldiging te bepalen.

Aangezien die bepalingen het voornoemde koninklijk besluit parafraseren, moet dat koninklijk besluit worden opgeheven en moet artikel 444 van het ontwerp dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 348

Gelet op de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie moet objectief kunnen worden gerechtvaardigd waarom ambtenaren van niveau A en niveau B geen toelage voor overuren krijgen.

Artikel 350

Deze bepaling wekt de indruk dat de minister of zijn gemachtigde op basis van het advies van de inspecteur van Financiën kan beslissen dat gepresteerde overuren niet worden bezoldigd.

Artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties bepaalt echter van zijn kant dat de minister of zijn gemachtigde, op advies van de inspecteur van financiën, beslist in hoever het nodig is dat bezoldigde bijkomende prestaties worden verricht.

Dat onderscheid is belangrijk, aangezien in het eerste geval aan de minister de beslissing wordt overgelaten of er overuren worden gedaan, terwijl hem in het tweede geval de beslissing toekomt of bijkomende prestaties worden bezoldigd.

De bepaling van de federale overheid is in dat opzicht billijker.

De ontworpen bepaling kan daarentegen tot willekeur leiden.

De ontworpen bepaling moet dus worden herzien en nauwer aansluiten bij de bepaling van de federale overheid; de gemachtigden van de minister zijn het daarmee eens.

Artikel 354

Het is de Raad van State niet duidelijk wat met het derde lid precies wordt bedoeld.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het woord "samengevoegd" eigenlijk "gecumuleerd" betekent.

Dat lid moet op dit punt worden verduidelijkt.

Artikel 356

Er moet objectief kunnen worden gerechtvaardigd waarom ambtenaren van niveau A en niveau B niet automatisch een toelage voor arbeid gedurende de nacht en op zaterdag en zondag krijgen.

Artikel 357

Deze bepaling is tot op zekere hoogte gebaseerd op het ministerieel besluit van 4 april 1977 houdende toekenning van een vaste uurtoelage aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die ongezonde, hinderlijke of lastige werken moeten uitvoeren of die belast zijn met werken waarbij zij gevoelens van onzekerheid, vrees en onrust ondervinden.

In de ontworpen bepaling wordt evenwel niet vermeld volgens welke nadere regels die toelage zal worden toegekend en berekend. De bepaling moet op die punten worden aangevuld.

Artikel 358

De laatste zin van het ontworpen tweede lid is overtollig ten opzichte van het ontworpen eerste lid en moet bijgevolg vervallen.

Hoofdstuk V

1. Voor zover dit hoofdstuk betrekking heeft op de tweetaligheidspremie wordt verwezen naar de algemene opmerking over de ontworpen bezoldigingsregeling en meer bepaald naar het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 dat is gesloten naar aanleiding van de overheveling van het personeel van de voormalige provincie Brabant, voor zover dit samenwerkingsakkoord uitdrukkelijk bepaalt dat die overgehevelde ambtenaren hun volgens het basisindexcijfer 138,01 vastgestelde taalpremie behouden.

2. De afdeling wetgeving heeft op 13 februari 1998 (1) een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onderzocht "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van

(1) Advies nr. L. 27.395/2.

25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Dat ontwerp is het besluit van 19 maart 1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (1) geworden, dat in het onderhavige ontwerp zonder meer wordt overgenomen.

De afdeling wetgeving zal dus alleen de bepalingen onderzoeken waarvoor ze haar adviesbevoegdheid nog niet helemaal heeft aangewend.

Artikel 359

1. In het eerste lid, 1°, en in het tweede lid (2), moet het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 30 november 1966 worden vermeld, namelijk :

"koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de

---

(1) bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 mei 1998.

(2) Dit artikel is niet gesteld volgens de gebruikelijke regels van de wetgevingstechniek, omdat het tussenzinnen bevat. Het artikel moet in overeenstemming worden gebracht met de wetgevingstechniek. Wat de opmerkingen over dat artikel betreft, heeft de afdeling wetgeving de bestaande onderverdelingen van dat artikel gevolgd.

wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966. ".

2. Om interpretatieverschillen te voorkomen, moet in het ontworpen eerste lid, 2°, worden vermeld dat de schriftelijke en mondelinge kennis van de tweede taal voor ambtenaren van de plaatselijke diensten gevestigd in Brussel-Hoofdstad die is welke wordt vermeld in artikel 21 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

3. In het ontworpen tweede lid, a), moet duidelijk worden vermeld dat het mondelinge taalexamen vermeld in artikel 9, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 30 november 1966 en het schriftelijke taalexamen vermeld in artikel 8, van hetzelfde besluit, alleen betrekking hebben op een elementaire kennis van de tweede taal.

Ook moet objectief kunnen worden gerechtvaardigd waarom niet alle ambtenaren van niveau A onder dezelfde regeling vallen, omdat anders de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, die de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie vastleggen, worden geschonden.

De taalpremie zal hen immers onder verschillende voorwaarden worden toegekend, naargelang ze een wervingsgraad of een bevorderingsgraad hebben.

4. Uit de redactie van het ontworpen tweede lid, b), blijkt niet duidelijk aan welke taalvereisten ambtenaren met een bevorderingsgraad van niveau A precies moeten voldoen.

Zo is het de Raad van State niet duidelijk waarom verwezen wordt naar artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit van 30 november 1966, dat onder meer uitvoering geeft aan artikel 21, § 1, derde lid, van de voornoemde gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen dat bepaalt aan welke taalvereisten moet worden voldaan om het toelatingsexamen te mogen afleggen, wanneer de gegadigde in een andere taal dan het Frans of het Nederlands heeft gestudeerd en wanneer hij zich op een gelijkwaardigheid van diploma kan beroepen.

Zowel met het schriftelijk als met het mondeling examen moet in dat geval worden onderzocht of die gegadigde eenzelfde kennispeil van de betrokken taal heeft als dat wat wordt geëist van degenen die naar dezelfde functie of hetzelfde ambt dingen en die in de taal van die functie of dat ambt hebben gestudeerd.

Het in fine vermelde artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 geeft onder meer uitvoering aan artikel 21, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen waarin een voldoende kennis van de tweede taal wordt geëist via een schriftelijk of computergestuurd examen voor elke benoeming of bevordering tot een ambt, waarvan de titularis, tegenover de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de

rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd.

Het eveneens in fine vermelde artikel 12 van hetzelfde besluit van 30 november 1966 geeft uitsluitend uitvoering aan artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen dat dit keer betrekking heeft op de ambtenaren van de hoofdbesturen en niet op de ambtenaren van de plaatselijke diensten gelegen in Brussel-Hoofdstad naar wier regeling wordt verwezen in het ontworpen eerste lid, 2°.

Voorts heeft dit artikel 43 betrekking op de opname van de ambtenaren in de tweetalige formatie.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de achterliggende gedachte van de ontworpen bepaling is.

De bepaling moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikelen 360 en 361

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft deze bepalingen reeds onderzocht in advies L. 27.395/2; ze heeft haar adviesbevoegdheid dus helemaal aangewend.

Artikelen 362 en 363

Deze bepalingen zijn een parafrase van de artikelen 4, § 1, eerste lid, en 8, § 1, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Zoals reeds bij de artikelen 177 tot 182 van het ontwerp is onderstreept, zijn deze bepalingen toepasselijk verklaard op de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krachtens het voornoemde koninklijk besluit van 22 mei 1996. Het komt de steller van het ontwerp dus niet toe die bepalingen over te nemen.

Bijgevolg behoren die bepalingen te vervallen.

Artikelen 364, 365 en 366

Deze bepalingen zijn een weergave van de artikelen 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries.

Dit koninklijk besluit wordt evenwel niet vermeld in de lijst van de koninklijke besluiten die bij artikel 444 van het ontwerp worden opgeheven.

In het ontworpen besluit moet worden bepaald wat met dat koninklijk besluit geschiedt.

Artikel 372

In deze bepaling wordt gewerkt met begrippen zoals "werkelijke woonplaats" en "administratieve standplaats".

Zulke begrippen worden niet omschreven in het ontworpen besluit, maar wel in het voornoemde koninklijk besluit van 26 maart 1965. Volgens artikel 7bis van dat besluit wordt met "administratieve standplaats" de plaats bedoeld waar het personeelslid zijn ambt uitoefent.

Bijgevolg wordt verwezen naar de opmerking die reeds bij de artikelen 364, 365 en 366 van het ontwerp is gemaakt.

Artikel 374

Deze bepaling is tot op zekere hoogte gebaseerd op artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Volgens laatstgenoemde bepaling is het gebruik van een eigen voertuig evenwel alleen toegestaan in het belang van de dienst.

In de ontworpen bepaling wordt dit echter niet vermeld; derhalve zouden uiteenlopende interpretaties kunnen ontstaan.

Als de steller van het ontwerp een soortgelijke bedoeling heeft als die welke uit de voornoemde bepaling van de federale overheid blijkt, moet die in de ontworpen bepaling nader worden vermeld.

Artikel 377

Volgens deze bepaling wordt de kilometervergoeding vastgesteld op basis van artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene regeling inzake reiskosten en alle andere besluiten die het wijzigen.

Dat koninklijk besluit wordt, met uitzondering van artikel 13, opgeheven bij artikel 444 van het ontwerp.

Ter wille van de samenhang en de rechtszekerheid is het evenwel beter dat het ontworpen besluit ook zulk een bepaling bevat.

Artikel 381

Deze bepaling luidt als volgt :

"De vergoeding voor verblijfkosten in het binnenland wordt vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de personeelsleden van de Ministeries en elk ander besluit die het mocht wijzigen".

Zoals reeds in verband met artikel 377 van het ontwerp is opgemerkt, is het met het oog op de samenhang en de rechtszekerheid beter dat zulke kwesties in één enkele tekst worden geregeld.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Bovendien wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat wanneer de Brusselse Hoofdstedelijke Regering regels stelt door verwijzing naar andere bepalingen, ze aangewezen is op de beslissingen die de federale overheid terzake neemt.

Artikel 382

In het ontworpen tweede lid moet zo mogelijk worden verduidelijkt wat onder "uitzonderlijke gevallen" wordt verstaan.

Artikelen 383, 384, 385 en 386

Deze bepalingen zijn in ruime mate gebaseerd op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Dat koninklijk besluit wordt niet bij artikel 444 van het ontwerp opgeheven.

Ook hier is het wenselijk dat het ontworpen besluit bepaalt wat met dat koninklijk besluit moet geschieden en dat dezelfde bepalingen niet naast elkaar blijven bestaan.

Artikel 390

Het ontworpen tweede lid is onduidelijk.

Wat geschiedt er met het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden ?

Moeten de twee streepjes als cumulatieve voorwaarden worden beschouwd ?

En hoe staat het met de terugbetaling van trajecten van meer dan vijf kilometer ?

De ontworpen bepaling moet grondig worden herzien.

Artikel 393

In het eerste lid moet tussen het woord "waaraan" en de woorden "de woonst" het woord "naast" worden ingevoegd.

Artikel 398

In deze bepaling wordt niet gedacht aan het geval dat de huisbewaarder door iemand van het bestuur wordt vervangen. Hoe staat het daar precies mee ?

Artikel 399

Voor zover het in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp om alle voorschriften betreffende de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het ontworpen besluit op te nemen, zou het logisch zijn dat daarin ook de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries worden ingevoegd. Zo bepaalt de Regering zelf wanneer die regeling moet worden gewijzigd.

Het ontworpen besluit moet op dit punt worden aangevuld en moet bepalen dat het voornoemde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Artikel 400

1. Deze bepaling omschrijft wat onder "volledige prestaties" moet worden verstaan en gaat daarbij uit van artikel 2, § 1, 2˚, van het koninklijk besluit van 29 juni

1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries.

In de ontworpen bepalingen wordt evenwel niet gezegd wat met dat koninklijk besluit moet geschieden.

In dat verband wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat artikel 56 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes bepaalt dat de ambtenaar op zijn minst recht heeft op een jaarlijkse bezoldiging overeenkomstig het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1973.

Dat betekent dat de deelentiteiten zulk een regeling alleen kunnen versterken met bepalingen die gunstiger zijn voor de ambtenaren. Ze kunnen dat verkregen minimumrecht in geen geval afzwakken.

2. Krachtens het ontworpen tweede lid wordt ervan uitgegaan dat de onderbreking van de ambtenaar niet vrijwillig is, wanneer hij vroeger al in vast dienstverband benoemd is geweest bij een instelling van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteert.

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden de steller van het ontwerp de instellingen van openbaar nut die onder een andere overheid ressorteren, niet ook in aanmerking neemt.

Aangezien dit verschil in behandeling in het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie niet objectief kan worden gerechtvaardigd, moet dit verschil in behandeling worden weggewerkt.

Artikel 403

De Raad van State vraagt zich af of zulk een bepaling verenigbaar is met de voornoemde bepalingen van de bijzondere wet van 12 januari 1989 die waarborgen dat de ambtenaren die overgeheveld zijn naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering hun administratieve en geldelijke anciënniteit behouden.

Zo rijst ook de vraag waarom voor de berekening van de graad- en niveauanciënniteit alleen rekening wordt gehouden met de werkelijk gepresteerde diensten bij een openbare instelling die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteert, terwijl sommige personeelsleden van het Ministerie hun loopbaan als vastbenoemde bij de federale overheid of bij de voormalige provincie Brabant zijn begonnen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de ontworpen bepaling eigenlijk alleen geldt voor nieuwe ambtenaren.

Bijgevolg moet in het ontwerp een bepaling worden opgenomen waaruit duidelijk blijkt dat de ambtenaren die

naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn overgeheveld, hun administratieve anciënniteit behouden.

Bovendien valt op te merken dat volgens artikel 407, § 1, van het ontwerp, voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, de werkelijk gepresteerde diensten bij verschillende overheidsdiensten in aanmerking worden genomen.

Bijgevolg moet objectief kunnen worden gerechtvaardigd waarom alleen de werkelijk gepresteerde diensten bij een instelling van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteert, in aanmerking kunnen komen voor de berekening van de graad- en niveauanciënniteit.

Artikel 406

In deze bepaling moet worden vermeld om welke anciënniteit het gaat.

Artikel 407

1. Deze bepaling neemt de hoofdlijnen over van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries dat door het ontworpen besluit wordt opgeheven.

Volgens de ontworpen bepaling worden de diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties, evenwel voor een maximumduur van twee jaar niet in aanmerking genomen.

De Raad van State vraagt zich af waarom met die diensten geen rekening wordt gehouden.

Volgens de gemachtigden van de minister behoort te worden teruggegrepen op de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, die bepaalt dat de diensten die de ambtenaar, in ongeacht welke hoedanigheid, als bekleder van een bezoldigd ambt met deeltijdse of volledige prestaties heeft verricht, in aanmerking worden genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

De volledige prestaties van tewerkgestelde werklozen lijken dus onder die bepaling van het ontwerp te vallen.

Om uiteenlopende interpretaties te voorkomen, moeten de prestaties van tewerkgestelde werklozen evenwel uitdrukkelijk in de ontworpen bepaling worden vermeld.

De ontworpen paragraaf 2 behandelt de ambtenaren die uit de privé-sector komen ongelijk, doordat alleen degenen die op basis van een arbeidsovereenkomst hebben gewerkt, er aanspraak op kunnen maken dat die prestaties voor de berekening van hun geldelijke anciënniteit in aanmerking worden genomen. Degenen die een zelfstandige beroepsactiviteit hebben uitgeoefend, kunnen zich niet op

die prestaties beroepen voor de berekening van hun geldelijke anciënniteit.

Dat verschil in behandeling moet objectief kunnen worden gerechtvaardigd.

Artikel 408

Het is de Raad van State niet duidelijk wat met deze bepaling precies wordt bedoeld.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat die bepaling overtollig is ten opzichte van artikel 407, § 1, van het ontwerp en bijgevolg moet vervallen.

Artikel 410

Ten opzicht van de opmerking bij artikel 403 van het ontwerp over de administratieve anciënniteit, lijkt het ontworpen tweede lid nauwer aan te sluiten bij de bepalingen van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989, doordat in dat tweede lid wordt bepaald dat de geldelijke anciënniteit van ambtenaren die naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn overgeheveld, verworven blijft, ongeacht de wijze waarop de anciënniteit in de dienst waar ze vandaan komen, wordt berekend.

Artikel 412

Deze bepaling luidt als volgt :

"Als de in aanmerking te nemen graad duidelijk verschilt van de graden van het ministerie, stelt de minister de anciënniteit vast op grond van een gelijkwaardige graad van het ministerie.".

Het zou dienstig zijn te bepalen dat de geldelijke anciënniteit in dat geval door de minister wordt vastgesteld met inachtneming van artikel 410, tweede lid, van het ontwerp.

IV. INSCHAKELINGS-, OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

VOORAFGAANDE OPMERKING

Op de vraag welke betekenis behoorde te worden gegeven aan het begrip "inschakelingsbepalingen" hebben de gemachtigden van de minister verklaard dat het volgens hen eerder om selectieve bepalingen gaat, terwijl de overgangsbepalingen effect op langere termijn kunnen sorteren.

Volgens de regels inzake de wetgevingstechniek(1) voorzien de overgangsbepalingen alleen in de overgang van een oude naar een nieuwe regeling.

---

(1) Zie in dat verband "Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules", versie 1998, blz. 56 (Internetsite : http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Wetgt1.pdf).

Of overgangsbepalingen nodig zijn, moet worden beoordeeld in het licht van de gevolgen die de nieuwe regels voor bestaande rechtssituaties hebben. De ontwikkeling van die rechtssituaties moet voldoende voorzienbaar blijven voor de belanghebbenden. In vele gevallen moet ook het behoud van verkregen rechten worden gewaarborgd.

In die omstandigheden kunnen overgangsbepalingen nodig zijn.

De meeste bepalingen die in het ontwerp als "inschakelingsbepalingen" worden bestempeld, zijn volwaardige overgangsbepalingen in zoverre zij ertoe strekken te zorgen voor enige continuïteit bij de overgang van een rechtspositieregeling naar een andere.

Aangezien het begrip "inschakelingsbepaling" geen specifieke juridische inhoud heeft, wordt aanbevolen om te werken met de uitdrukking "overgangsbepalingen".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Hoofdstuk I

Voorgesteld wordt het opschrift van hoofdstuk I te vervangen door het volgende opschrift :

"Hoofdstuk I. Omzetting van de vroegere graden in de nieuwe graden.".

Artikel 413

Ten einde problemen inzake interpretatie te voorkomen, is het nuttig tussen de woorden "besluit" en "titularis" het woord "respectievelijk" in te voegen.

Artikel 414 en bijlage III

Deze bepaling voorziet in de omzetting van de vroegere graden in de nieuwe graden.

Wat die omzetting betreft, is het de Raad van State niet duidelijk wat er met een aantal vroegere graden zal geschieden en waar bepaalde nieuwe graden vandaan komen.

In dat verband verzoekt de Raad van State de steller van het ontwerp bijlage III van het ontwerp zorgvuldig te vergelijken enerzijds met bijlage I van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden en anderzijds met de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Tot slot behoort tevens rekening te worden gehouden met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van

de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarbij soms graden zijn ingesteld zonder dat daarvoor wijzigingen zijn aangebracht in de organieke personeelsformatie of in de hiërarchische indeling van de graden.

1° In niveau 1 dat niveau A wordt

Wat geschiedt er aldus met de graad van bestuursdirecteur opgenomen in niveau 1, onder rang 15 in de hiërarchie der graden zoals deze is vastgelegd in bijlage I bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden ?

Als de steller van het ontwerp de bedoeling heeft deze graad op te heffen en om te zetten, behoort bijlage III bij het ontwerp dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Het is de Raad van State niet duidelijk waar de graad van eerste rechtskundig adviseur vandaan komt.

Uit de verklaringen van de gemachtigden van de minister blijkt dat die graad op zich in feite niet bestaat; het is voldoende dat de graad van eerste adviseur wordt behouden.

Wat geschiedt er met de graad van eerstaanwezend architect-hoofd van dienst in niveau 1, rang 12 ?

Volgens de gemachtigden van de minister behoort bijlage III bij het ontwerp te worden gecorrigeerd door in de linkerkolom de woorden "architect-hoofd van dienst" te vervangen door de woorden "eerstaanwezend architect-hoofd van dienst".

De graad van informaticus is ingevoerd bij artikel 15 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals dat vervangen is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994.

Bij hetzelfde besluit zijn de graden van informaticus-deskundige (rang 13) en informaticus-directeur (rang 14) ingesteld.

Wat geschiedt er met die laatstgenoemde graden, nu in bijlage III van het ontwerp alleen nog sprake is van de graad van informaticus ?

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergetelheid, en behoort bijlage III te worden aangevuld ten einde er die graden in op te nemen.

Het is de Raad van State niet duidelijk waar de graden van economisch adviseur en eerstaanwezend inspecteur vandaan komen.

De gemachtigden van de minister hebben er reeds op gewezen dat de graad van economisch adviseur is vastgelegd in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Deze graad behoort bijgevolg te worden omgezet.

De Raad van State is van oordeel dat dat besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering eveneens behoort te worden opgeheven bij artikel 445 van het ontwerp.

De graad van eerstaanwezend inspecteur is als zodanig niet opgenomen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. De graad van inspecteur is er daarentegen wel in opgenomen.

Volgens de gemachtigden van de minister behoort bijlage III bij het ontwerp te worden gecorrigeerd door in de linkerkolom het begrip "eerstaanwezend inspecteur" te vervangen door het begrip "inspecteur".

2° <u>In niveau 2+ dat niveau B wordt</u>

Wat is het lot van de graden van deskundige (rang 26), eerstaanwezend deskundige (rang 27) en hoofddeskundige (rang 28) die werden ingevoerd bij artikel 15 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals dat vervangen is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 ?

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergetelheid. Die graden behoren bijgevolg te worden opgenomen in bijlage III bij het ontwerp.

3° In niveau 2 dat niveau C wordt

Het is de Raad van State niet duidelijk waar de graden van opnemer-topograaf en eerstaanwezend adjunct inspecteur vandaan komen.

De gemachtigden van de minister hebben verklaard dat die graden uitsluitend in de personeelsformatie vastgelegd zijn.

Wat is overigens het lot van de graden van hoofd-assistent-vertaler (rang 25), eerstaanwezend assistent-vertaler (rang 24) en assistent vertaler (rang 22) die ingesteld zijn door bijlage I bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden ?

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergetelheid. Die graden zullen bijgevolg worden opgenomen in bijlage III bij het ontwerp.

Dezelfde vraag rijst in verband met de graden van eerstaanwezend gegradueerd ziekenverpleger (rang 24), gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse (rang 23) en gegradueerd ziekenverpleger (rang 22). Hoewel die graden

afgeschaft zijn bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is dit niet geschied in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden.

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt met betrekking tot de graden van landmeter-expert onroerende goederen 1e klasse en maatschappelijk assistent 1e klasse die afgeschaft zijn bij het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994, maar die niet verdwenen zijn uit het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993.

Volgens de gemachtigden van de minister is het besluit betreffende de hiërarchische indeling impliciet gewijzigd.

Zulk een handelwijze is voor kritiek vatbaar in het licht van de rechtszekerheid en moet in de toekomst worden vermeden.

4° In niveau 3 dat niveau D wordt

Het is de Raad van State niet duidelijk waar de graden van letterschilder, werkmeester derde klasse, financiebeambte en eerste financiebeambte vandaan komen.

De graad van letterschilder wordt vermeld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de organieke personeelsformatie.

In artikel 4 van dat besluit wordt evenwel bepaald dat die betrekking vervangen wordt door de betrekking van hoofdklerk-typist, zodra ze niet meer bekleed is.

Vooraleer zulk een graad in de linkerkolom van bijlage III bij het ontwerp wordt opgenomen, behoort men zich ervan te vergewissen dat die graad thans nog bestaat doordat de persoon die met die graad is bekleed het ambt nog steeds vervult.

Wat betreft de graad van werkmeester derde klasse zij opgemerkt dat in de personeelsformatie uitsluitend de graad van werkmeester eerste klasse vastgelegd is.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een vergissing; in de linkerkolom van bijlage III bij het ontwerp behoort derhalve het begrip "werkmeester derde klasse" te worden geschrapt.

Wat, ten slotte, de graden van financiebeambte en eerste financiebeambte betreft, zij opgemerkt dat zij

opgenomen zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de organieke personeelsformatie.

In artikel 5 van dat besluit wordt evenwel bepaald dat die betrekkingen, zodra zij niet meer bekleed zijn, vervangen worden door één betrekking van hoofdklerk en één van hoofdklerk-typist.

Ook hier behoort men zich daarvan te vergewissen.

5° In niveau 4 dat niveau E wordt

Het is de Raad van State niet duidelijk waar de graad van hoofdwachter vandaan komt.

Volgens de gemachtigden van de minister zijn de personeelsleden die deze graad bekleden, allen overgeheveld naar instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid naar het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

Die graad mag dus niet worden opgenomen in bijlage III bij het ontwerp.

Wat worden overigens de graden van hoofdagent der waterwegen (rang 44), hoofdwerkman der waterwegen (rang 44), geschoold werkman der waterwegen (rang 43) en agent der waterwegen (rang 43) ?

De gemachtigden van de minister zijn van mening dat niet alle personeelsleden die deze graad bekleden overgeheveld zijn naar een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Bijgevolg moeten die graden eveneens in bijlage III bij het ontwerp opgenomen worden.

Ten slotte blijkt uit de inlichtingen die verstrekt zijn door de gemachtigden van de minister dat bepaalde graden van de vroegere provincie Brabant vergeten zijn.

Dit is onder meer het geval met de graad van programmeur-analist en met die van programmeur.

Volgens de gemachtigden van de minister dienen die graden omgezet te worden in adjunct in niveau C.

De steller van het ontwerp wordt eraan herinnerd dat krachtens het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 de ambtenaren van de vroegere provincie Brabant aanspraak hebben op verkregen rechten en inzonderheid hun graad behouden.

Artikel 416

Volgens de gemachtigden van de minister berust de verwijzing in het ontworpen eerste lid naar bijlage III bij het ontwerp op een vergissing.

Volgens hen dient immers te worden verwezen naar bijlage IV bij het ontwerp, die de afgeschafte graden bevat.

Het is de Raad van State eigenlijk niet duidelijk wat de werkelijke strekking van die bijlage is, omdat uit een vergelijking van de linkerkolom ervan met die van bijlage III blijkt dat de afgeschafte graden minder talrijk zijn dan de omgezette graden.

De afgevaardigden van de minister zijn echter van mening dat alle bestaande graden dienen te worden omgezet, met uitzondering van die van adjunct-administrateur-generaal, die behouden blijft tot het vertrek van het personeelslid dat die graad bekleedt, zoals in artikel 416 van het ontwerp aangegeven wordt.

De strekking van die bijlage IV bij het ontwerp dient bijgevolg grondig te worden herzien.

Artikel 418

Die bepaling is een overgangsbepaling en hoort dan ook thuis in de overgangsbepalingen van het ontwerp.

De Franse tekst van het ontworpen eerste lid dient als volgt geredigeerd te worden :

"Art. ... Par dérogation à l'article 66, sont dispensés de remplir les conditions relatives à la détention du brevet de management pour se porter candidat à un emploi d'encadrement du rang A2 ou à un emploi de rang A3, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Benevens de opmerking die reeds gemaakt is bij artikel 66 van het ontwerp, is het beter om in het tweede lid van de onderzochte tekst te schrijven dat "deze afwijking geldt tot de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van het managementbrevet".

Om alle willekeur te vermijden, dient in het tweede lid eveneens te worden gepreciseerd op welke criteria de Hoge Raad zal steunen bij de beoordeling van de geschiktheid van de betrokken ambtenaren om een managementfunctie uit te oefenen.

Betekent het ontworpen derde lid dat de ambtenaren die van de directieraad een gunstige beoordeling hebben gekregen, nadat die raad een college van experts heeft geraadpleegd, vrijgesteld zijn van het advies van de Hoge Raad ?

De gemachtigden van de minister zijn van mening dat die uitlegging van de tekst correct is. Ze moet beter uit de tekst blijken.

Hoofdstuk II

Het opschrift van dit hoofdstuk zou beter als volgt luiden :

"Hoofdstuk II Toewijzing van de mandaten".

Dit hoofdstuk bevat eveneens verschillende bepalingen die in feite overgangsbepalingen zijn. Het is beter ze samen te brengen met de andere bepalingen van het ontwerp die overgangsbepalingen zijn.

Artikel 420

Deze bepaling wekt de indruk dat de in artikel 413 van het ontwerp bedoelde ambtenaren-generaal, namelijk de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal en de directeur-generaal, zich kandidaat moeten stellen om de met die ambten overeenstemmende toekomstige mandaten te kunnen uitoefenen.

Krachtens artikel 413 van het ontwerp worden evenwel aan die ambtenaren-generaal rechtstreeks de betrekkingen van secretaris-generaal, adjunct-secretaris-generaal en directeur-generaal toegekend. De omzetting geschiedt automatisch.

Wat geschiedt er ingeval zij zich niet kandidaat zouden stellen, terwijl ze een graad bekleden waarin ambten bij mandaat moeten worden uitgeoefend ?

Wat zal er geschieden met de ambtenaren-generaal die nu de graad van secretaris-generaal, adjunct-secretaris-generaal en directeur-generaal bekleden, als hun mandaat niet meer wordt verlengd omdat ze van de Hoge Raad geen positieve evaluatie gekregen hebben ?

Uit de uitleg die verstrekt is door de gemachtigden van de minister blijkt dat de huidige secretarissen-generaal, alsmede de directeurs-generaal, zich voor de mandaten kandidaat zullen moeten stellen.

Normaal zullen zij dat allen doen. Voor het geval dit evenwel niet zo zou zijn, dient in het ontworpen besluit te worden aangegeven wat er geschiedt met de ambtenaren die niet meer alle aan hun ambt verbonden rechten kunnen uitoefenen. Hetzelfde antwoord is gegeven voor het geval dat hun mandaat niet meer verlengd zou worden. De ontworpen bepalingen dienen in dat opzicht explicieter te zijn en inzonderheid aan te geven dat degene die het mandaat bekleedt alle aan de graad van secretaris-generaal, adjunct-secretaris-generaal of directeur-generaal verbonden rechten kan uitoefenen.

Terzelfder tijd behoort te worden voorzien in de herplaatsing van de ambtenaar die een van die graden bekleedt en geen mandaat uitoefent.

Artikelen 421 en 422

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve redenen de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal en de directeurs-generaal geacht worden in het bezit te zijn van het managementbrevet, terwijl de directeur-diensthoofd van die verplichting vrijgesteld is zolang de Regering de nadere regels voor de toekenning van die brevetten niet vastgelegd heeft.

Dit geeft aanleiding tot een verschil in bezoldiging, dat objectief moet kunnen worden gerechtvaardigd.

Volgens de gemachtigden van de minister is het niet de bedoeling die verschillende categorieën van ambtenaren ongelijk te behandelen.

Bijgevolg dienen in artikel 421 van het ontwerp de woorden "worden geacht in het bezit te zijn" te worden vervangen door de woorden "worden vrijgesteld".

Hoofdstuk III

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn eveneens overgangsbepalingen en dienen bijgevolg ondergebracht te worden bij de overgangsbepalingen van het ontwerp.

Er wordt voorgesteld het opschrift van dit hoofdstuk als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III Toekenning van vermeldingen in het kader van evaluatie.".

Artikel 423

Er dient te worden gepreciseerd dat die vermeldingen bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit toegekend worden.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat die bepaling behoort te worden aangevuld om rekening te houden met de situatie van de ambtenaren die op dat moment nog niet geëvalueerd zijn.

Dit is inzonderheid het geval met de ambtenaren van niveau 4 en van niveau 1, vanaf rang 13.

Artikel 426

Er dient te worden gepreciseerd dat de ambtenaren die een wervingsgraad in de niveaus 1, 2, 3 en 4 bekleden, aanspraak zullen hebben op de nieuwe weddeschalen van de "functionele loopbaan" bij de inwerkingtreding van het onderhavige besluit.

Zoals de gemachtigden van de minister aangegeven hebben, dient in die bepaling eveneens rekening te worden gehouden met de krachtens artikel 327 van het ontwerp aan de ingenieurs toegekende weddeschalen 111, 112 en 113.

Artikel 427

1. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van het begrip "gecontingenteerd geheel" en hij vraagt zich dan ook af wat de betekenis van die bepaling is.

Uit de uitleg die verstrekt is door de gemachtigden van de minister blijkt dat die notie thans omschreven is in artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het gaat om een geheel van betrekkingen die tot verschillende graden en rangen van hetzelfde niveau behoren en waarin de bevorderingen in graad, zonder dat een betrekking vacant verklaard moet zijn, verleend kunnen worden met inachtneming van de door het statuut vastgestelde anciënniteits- en evaluatievoorwaarden en mits het maximumaantal betrekkingen voor elke opeenvolgende graad en rang niet overschreden wordt.

Zo vormen de graden die overeenstemmen met de rangen 10, 11 en 12 krachtens artikel 13 van hetzelfde besluit, telkens een geheel.

De gemachtigden van de minister zijn evenwel van mening dat dat begrip in het onderhavige geval niet dienstig is en zou kunnen worden weggelaten.

2. Die bepaling moet eveneens aangevuld worden om rekening te houden met de weddeschalen 112 en 113 voor de "functionele loopbaan" van de ingenieurs.

Artikel 428

Er dient te worden gepreciseerd dat de ambtenaren met de graad van eerste adviseur in rang 14 die de graad van directeur in rang A3 verkrijgen, in weddeschaal A310 ingeschakeld worden.

Artikelen 429 en 430

Die bepalingen zijn niet duidelijk genoeg en moeten explicieter worden gesteld, inzonderheid wat betreft de voorrang die aan de ambtenaren met een bevorderingsgraad van rang 34 en 44 gegeven wordt.

Artikel 431

Zoals de gemachtigden van de minister aangegeven hebben, dient deze bepaling te worden aangevuld met een nieuw tweede lid, luidend als volgt :

"De ambtenaren met een graad van rang 25 die in houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau B, worden van rechtswege benoemd tot assistent in rang B1.".

Het ontworpen tweede lid wordt het eerste lid van artikel 432 van het ontwerp.

Artikel 439

In het ontworpen onderdeel 2° dient te worden verwezen naar "de artikelen 66 en 67" van het ontwerp, in plaats van naar "artikel 65 en 66.".

Artikelen 440, 441 en 442

In de meeste van die bepalingen staat dat degenen die een vlakke loopbaan hebben "ingeschakeld worden in de "functionele loopbaan" van hun niveau".

De Raad van State vraagt zich af of die bepaling tot gevolg heeft dat aan de vlakke loopbaan een einde wordt gemaakt en dat er een "functionele loopbaan" in de plaats van wordt gesteld.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat dit wel degelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

De bepaling moet evenwel duidelijker geredigeerd worden.

De Raad van State vraagt zich overigens af of die bepalingen niet dienen te worden aangevuld om rekening te houden met bepaalde graden van niveau 4 waaraan een vlakke loopbaan verbonden is.

Artikelen 444 en 445

Over die twee opheffingsbepalingen dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Er dient te worden verwezen naar alle uitdrukkelijke en nog van kracht zijnde wijzigingen die aangebracht zijn in de teksten die de ontworpen bepalingen beogen op te heffen.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat wat betreft de koninklijke besluiten die, krachtens artikel 64 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, van toepassing gebleven zijn op de personeelsleden van de diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er evenwel geen rekening dient te worden gehouden met de door de Koning vanaf 7 maart 1992 (datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes) aangebrachte wijzigingen, omdat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op die datum alleen bevoegd was om de op die ambtenaren toepasselijke statutaire bepalingen te wijzigen.

2. Bepaalde teksten zijn reeds opgeheven :

- Het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel is opgeheven bij artikel 60 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Bij artikel 61 van het besluit van 8 juli 1993 zijn weliswaar, bij wijze van overgang, de artikelen 1 tot 20 van het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939 in stand gehouden. Die overgangsbepalingen vinden evenwel geen toepassing meer door de opheffing van het besluit van 8 juli 1993 door de ontworpen tekst, en de opheffing waarin het voormelde artikel 60 voorziet wordt dan ook effectief.

- Het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen is opgeheven bij artikel 62, eerste lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In het tweede lid van diezelfde bepaling worden weliswaar sommige bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1964 in stand gehouden (1). De opheffing van het besluit van 8 juli 1993 door de ontworpen tekst heeft echter tot gevolg dat die bepalingen geen toepassing meer vinden.

---

(1) Het gaat om artikel 10, "zoals het gewijzigd is bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993", dat het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gewijzigd heeft, en om de artikelen 16 en 21. Artikel 10 vormt als het ware een nieuwe bepaling die van toepassing is op de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangezien de bij het koninklijk besluit van 15 maart 1993 aangebrachte wijzigingen niet van toepassing zijn op de deelentiteiten en aangezien alleen bij het voormelde artikel 62, tweede lid, de werkingssfeer ervan kon worden uitgebreid tot de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3. Bepaalde koninklijke besluiten worden niet in hun geheel opgeheven. Dit is het geval met :

- het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid waarvan de artikelen 7, 8, 9, 14 en 15 gehandhaafd worden;

- het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, waarvan artikel 13 en de bijlage waarnaar het verwijst gehandhaafd worden.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het, met het oog op de rechtszekerheid, verkieslijk is de tekst van de voormelde bepalingen in de ontworpen tekst op te nemen en de bewuste besluiten zonder meer op te heffen (1).

4. In verband met de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die eveneens van toepassing zijn op de instellingen van openbaar nut van het Brussels

---

(1) Er dient te worden opgemerkt dat wat betreft de federale ambtenaren, het voormelde koninklijk besluit van 1 juni 1964 opgeheven is bij het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Hoofdstedelijk Gewest (1), voorziet de ontworpen tekst in de volgende beperkingen wat de opheffing ervan betreft : "voor wat de ambtenaren betreft" of "(enkel) voor wat het ministerie betreft".

In overeenstemming met de gemachtigden van de minister wordt voorgesteld deze beperkingen in het ontworpen artikel 445 te laten vervallen en artikel 447 aan te vullen, dat bepaalt dat de bij artikel 444 opgeheven koninklijke besluiten van toepassing blijven op de Brusselse instellingen van openbaar nut zolang de Regering hun administratief statuut en bezoldigingsregeling niet heeft vastgesteld, teneinde eveneens te verwijzen naar de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

5. Het ontworpen artikel 445 heft, benevens de reglementaire besluiten, de volgende besluiten op :

---

(1) Het gaat om :
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 1993 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 3 en 4 van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- het besluit van de Brusselse Hoofdsteelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 1994 houdende aanwijzing van de leden van de raad van beroep van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 april 1996 tot aanwijzing van de ambtenaar belast met de hoge leiding van de stage van de kandidaten niveau 1;

- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 april 1996 houdende aanwijzing van de leden van de stagecommissie van niveau 1 opgericht bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Doordat die drie besluiten niet regelgevend zijn, is het correcter ze in een afzonderlijke bepaling op te heffen.

Voorts zijn de gemachtigden van de minister het ermee eens dat, doordat de stagecommissie van niveau I en de raad van beroep bevoegd blijven tot de aanwijzing van de leden van de in de artikelen 18 en 290 van het ontworpen besluit bedoelde organen (zie de artikelen 449 en 450 van het ontwerp), deze besluiten veeleer opgeheven dienen te worden bij de opeenvolgende besluiten tot aanwijzing van de leden van de nieuwe organen die ermee belast zijn de eerstegenoemde op te volgen.

6. Doordat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een nieuw administratief en geldelijk statuut voor zijn ambtenaren beoogt vast te stellen, welk statuut nagenoeg

alle bepalingen omvat die tot nu toe opgenomen zijn in een zeer groot aantal verordenende teksten, rijzen er vragen ten aanzien van het risico op rechtsonzekerheid veroorzaakt, enerzijds door de opheffing van de overgrote meerderheid van de bestaande bepalingen en anderzijds door het behoud in de Brusselse rechtsordening van enkele schaarse koninklijke besluiten waarvan de toepassing steeds moeilijker en onzekerder zal worden.

Gelet op de steeds talrijker wijzigingen die de Koning in die koninklijke besluiten zou kunnen aanbrengen, zal het immers steeds moeilijker worden te bepalen welke tekst effectief van toepassing is op de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zullen de risico's op discordantie tussen die bepalingen en het Brussels statuut zelf steeds groter worden, vooral wanneer dat statuut uit die bepalingen put, ze parafraseert of ze slechts gedeeltelijk vermeldt.

Dit is het geval met :

- het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen (zie artikel 33 van de ontworpen tekst);

- het koninklijk besluit van 20 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries (zie de artikelen 380 tot 386 van de ontworpen tekst);

- het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries (zie de artikelen 340 tot 343 en 364 tot 366);

- het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries (zie artikel 399 van de ontworpen tekst);

- het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel (zie de artikelen 163 tot 168 en 209 tot 212) (1);

- het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries (zie artikel 400 van de ontworpen tekst);

- het koninklijk besluit van 28 september 1976 tot instelling van een toelage voor sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau (zie de artikelen 345 en 346) (2).

---

(1) Er zij opgemerkt dat wat betreft de federale ambtenaren, dat koninklijk besluit van 13 november 1967 opgeheven is bij het koninklijk besluit van 19 november 1998.

(2) In verband met het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel, dient te worden opgemerkt dat het opgeheven is bij het koninklijk besluit van 8 augustus

In de lijn van wat in punt 3 gezegd is, wordt derhalve voorgesteld de tekst van de voornoemde bepalingen op te nemen in de ontworpen tekst en de bewuste besluiten zonder meer op te heffen.

Gelet op wat voorafgaat en mits de opsomming van opheffingen aangevuld wordt om rekening te houden met de opmerking in punt 6, behoren de artikelen 444 en 445 als volgt geredigeerd te worden :

"Art. 444. Wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1967, bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, bij de koninklijke besluiten van 18 april 1969, 17 september 1969, 10 maart 1971, 13 september 1972, 26 mei 1975, 1 augustus 1975, 4 december 1975, 4 december 1975, 5 april 1976, 12 augustus 1981, 10 september 1981,

---

1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het rijkspersoneel. Dat laatste besluit bepaalde in zijn artikel 16 dat het niet van toepassing was op de ambtenaren van de diensten van de Executieven van de Gemeenschappen en Gewesten en van het Verenigd College van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en dat het koninklijk besluit van 18 november 1982 op hen van toepassing bleef. De Raad van State heeft evenwel bij arrest nr. 49.147 van 21 september 1994 artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 nietig verklaard. De artikelen 1 tot 15, waarvan met de ontworpen tekst de opheffing beoogd wordt, die thans van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op te heffen.

16 november 1981, 18 november 1982, 30 maart 1983, 22 februari 1985, 25 februari 1985, bij de koninklijke besluiten van l maart 1985, bij de koninklijke besluiten van 24 mei 1985, 3 juli 1985, 28 februari 1986, 21 januari 1987, 13 juli 1987, bij arrest nr. 28.582 van de Raad van State van 13 oktober 1987, bij de koninklijke besluiten van 2 februari 1988, 28 oktober 1988, bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1989, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990, 20 november 1990, 27 december 1990, 16 april 1991, 25 oktober 1991, 6 november 1991 en 21 november 1991, bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 11 februari 1993, 10 maart 1993 et 8 juli 1993 et bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juli 1997;

2° het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 14 december 1970, 23 september 1971, 31 januari 1977, 4 juli 1979, 25 april 1980, 12 augustus 1981, 28 februari 1986, 31 mei 1988, 28 oktober 1988, 20 maart 1989, 16 oktober 1989, 19 september 1990, 13 november 1990, 31 juli 1991 en 18 november 1991;

3° het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1951, 30 augustus 1954, 11 december 1970, 11 augustus 1976 en 30 november 1979;

4° het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

5° het koninklijk besluit van l juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1968, 7 maart 1977, 24 november 1978, 22 januari 1979, 27 juli 1981, 16 november 1981, 30 maart 1983, 31 december 1984, 18 februari 1985, 3 juli 1985, 26 augustus 1987, 1 oktober 1987, 2 oktober 1989, 27 maart 1990, 19 juli 1990, 25 oktober 1990, 18 september 1991, 10 oktober 1991, 6 november l991 en 14 februari 1992;

6° het koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende bijzondere bepalingen betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967 en bij het koninklijk besluit van 14 december 1970;

7° het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 november 1969, 6 september 1971, 10 juli 1972, 29 juni 1973, 6 augustus 1974, 27 oktober 1975, 13 september 1976, 14 september 1976, 11 februari 1977, 22 mei 1978, 3 september 1979, 12 augustus 1981, 18 mei 1983, 19 maart 1985, 7 maart

1989, 18 december 1989, 21 december 1990, en 16 september 1991;

8° het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 tot vaststelling van de bezoldiging van hen die hun medewerking verlenen voor de opleiding en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel;

9° het koninklijk besluit van 11 januari 1965 houdende vaststelling van de manier van aanwijzing van de groepsleiders in de typdiensten en van hun bezoldiging;

10° het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1984 en bij het ministerieel besluit van 12 december 1984;

11° het koninklijk besluit van 29 april 1965 betreffende de valorisatie van de voordelen in natura toegekend aan de concierges van de verschillende ministeries en van de instellingen welke tot die ministeries behoren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 februari 1979;

12° het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 december 1971, 2 april 1979 en 19 september 1991;

13° het koninklijk besluit van 14 februari 1968 houdende sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten

gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met de graden van conducteur, van technisch ingenieur of met sommige graden van het controle- en opzichterspersoneel van werken zijn bekleed, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1973, 12 september 1974 en 16 november 1979;

14° het koinklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1976, 3 december 1987 en 6 november 1991;

15° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juni 1975, 5 december 1978, 30 maart 1983, bij het koninklijk besluit nr. 279 van 30 maart 1984, bij de koninklijke besluiten van 27 juli 1989, 13 december 1989, 7 augustus 1991, 6 november 1991 en 18 november 1991 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994;

16° het koninklijk besluit van 29 juni 1973 koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994;

17° het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 januari 1981 en 16 april 1991;

18° het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 maart 1977, 27 juli 1981, 16 november 1981 en 25 oktober 1990;

19° het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 september 1981, 7 augustus 1991 en 6 november 1991;

20° het koninklijk besluit van 11 februari 1977 betreffende de toekenning van de zogeheten "weddeschaal van geselecteerde" aan bepaalde personeelsleden van sommige ministeries;

21° het koninklijk besluit van 31 juli 1978 houdende toekenning van een toelage voor vervanging van de huisbewaarder tijdens het vakantieverlof, aan personen vreemd aan de Administratie;

22° het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van architect zijn bekleed;

23° het koninklijk besluit van 16 november 1979 tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen tengunste van de personeelsleden der rijksbesturen die met een graad van de loopbaan van industrieel ingenieur zijn bekleed, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 1994;

24° het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 1989 en 6 november 1991;

25° het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het Rijkspersoneel.

Art. 445. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van 19 maart 1998;

2° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 9 november 1993, 26 mei 1994, 27 april 1995, 4 december 1997 en 19 november 1998;

3° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden, gewijzigd bij de besluiten van 26 mei 1994 en 27 april 1995;

4° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 1993 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 3 en 4 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 januari 1994 tot vaststelling van de wijze waarop ambtenaren die niet onder het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ressorteren, bij het Ministerie van dat Gewest kunnen worden benoemd;

6° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 januari 1994 tot oprichting van de Raad van Beroep van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot vaststelling van de samenstelling ervan;

7° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 1998;

8° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 januari 1996 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.".

Artikel 447

Gelet op de vierde opmerking bij de artikelen 444 en 445, wordt voorgesteld artikel 447 als volgt te redigeren :

"Art. 447. De bij de artikelen 443 en 444 opgeheven koninklijke besluiten en besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die van toepassing zijn op de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, blijven van kracht zolang de Regering het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van die instellingen niet heeft vastgesteld.".

Artikel 448

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de juiste betekenis is van de afwijkingen waarin deze bepaling voorziet.

Het is noodzakelijk preciezer te zijn.

Er dient eveneens te worden opgemerkt dat krachtens artikel 444 van het ontwerp, het koninklijk besluit van 29juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wordt opgeheven, zonder enig voorbehoud met betrekking tot artikel 41.

Artikel 450

Deze bepaling behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 450. De raad van beroep die in functie is bij de inwerkingtreding van dit besluit en die kennis neemt van de beroepen in tuchtzaken, blijft bevoegd ... (verder zoals in de ontworpen tekst).".

Artikel 451

Wat betreft de invloed van de evaluatie op de weddeschalen, wordt verwezen naar de opmerkingen bij de artikelen 139 en volgende van het ontwerp.

De woorden "waarvan zij genoten op het ogenblik van de inschakeling" dienen te worden vervangen door de woorden "die zij genoten in hun vroegere graad".

Artikel 457

De verordeningsbepalingen waarnaar wordt verwezen, dienen nauwkeurig te worden aangegeven.

Het ontworpen tweede lid is te vaag. Er wordt inzonderheid niet in gepreciseerd onder welke voorwaarden de ambtenaar hetzij zijn vrijstelling behoudt, hetzij ze verkrijgt overeenkomstig de artikelen 100 of 104 van het ontwerp.

Artikel 458

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 358 van het ontwerp.

Artikel 459

Wat de vorm betreft, is het ontworpen besluit niet in onderdelen, maar in boeken onderverdeeld.

Met het oog op de rechtszekerheid en inzonderheid om de continuïteit van de rechtspositieregeling die van toepassing is op de ambtenaren van het Ministerie van het

Brussels Hoofdstedelijk Gewest te waarborgen, is het wenselijk dat alle ontworpen bepalingen tegelijkertijd in werking kunnen treden.

Ingeval dit evenwel niet mogelijk zou zijn, is het aangewezen duidelijk de bepalingen aan te geven waarvan de inwerkingtreding zou worden uitgesteld.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	C. WETTINCK, P. LIENARDY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	M. PROOST,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées les 7 décembre 1998 et 2 février 1999 par Mme G. JOTTRAND, auditeur adjoint et le 2 mars 1999 par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld op 7 december 1998 en 2 februari 1999 door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-auditeur en 2 maart 1999 door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN